



L'entreprise en difficulté en France en 2022

Les prémices d'un retour
à la période pré-Covid-19



Christophe Guerner

Associé responsable de l'offre Distressed M&A au sein de l'activité Restructuring Financier

Remerciements

L'édition 2023 a été enrichie grâce à l'intervention de différents acteurs de la restructuration qui nous ont apporté leur vision. Nous souhaitons remercier chaleureusement tous ceux avec qui nous nous sommes entretenus et qui nous ont partagé leur connaissance et leur appréciation de la période actuelle. De plus, grâce aux secrétariats de présidence et greffes des tribunaux de commerce, nous avons pu exploiter et analyser des données pertinentes sur les situations dans leurs régions respectives et nous souhaitons remercier notamment ceux d'Aix-en-Provence, Dijon, Lille, Lyon, Nanterre, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Paris, Rennes, Rouen et Toulouse pour leur contribution.

Nous souhaitons enfin remercier plus particulièrement :

- **Maître Frédéric Abitbol**, Administrateur judiciaire et président du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJM) ;
- **Monsieur Pierre-Olivier Chotard**, Secrétaire général du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) ;
- **Monsieur Patrick Coupeaud**, Délégué général au traitement des difficultés des entreprises ;
- **Monsieur le président Paul-Louis Netter**, Président du tribunal de commerce de Paris ;
- **Madame Aruna Soogrim**, Responsable de l'OCED (Observatoire consulaire des entreprises en difficulté au sein de la CCI Île-de-France) ; et
- **Monsieur Dominique-Paul Vallée**, Délégué général à la prévention des difficultés des entreprises.

Ainsi que Louis Morel, Fodé Traoré, Barbara Beaousson, Vladimir Crot, Thibaud Jaeck (Deloitte Restructuring Services) pour leur active contribution.



Note méthodologique

Sources procédures amiables

Deloitte Finance a analysé les données relatives aux procédures amiables (mandat ad hoc et conciliation) ouvertes en 2022 par 20 tribunaux de commerce : Aix-en-Provence, Dijon, Lille, Lyon, Nantes, Nice, Paris, Orléans, Poitiers, Rennes, Rouen, Toulouse et certains tribunaux d'Île-de-France (Bobigny, Créteil, Évry, Meaux, Melun, Nanterre, Pontoise, Versailles). Cet échantillon est réduit pour les analyses relatives aux accords de conciliation et aux dossiers de détection-prévention en fonction des informations disponibles.

Les ouvertures de procédures amiables sont enregistrées par entité juridique tandis que les issues (protocoles de conciliation constatés ou homologués) sont comptabilisées par protocole (susceptible de concerner plusieurs entités juridiques). L'analyse du taux de réussite des procédures amiables sur la base des données présentées n'apparaît donc pas pertinente.

Deloitte Finance a également recueilli les données produites et publiées par l'Observatoire consulaire des entreprises en difficulté (OCED) concernant les neuf tribunaux de commerce d'Île-de-France (Bobigny, Créteil, Évry, Meaux, Melun, Nanterre, Pontoise, Paris et Versailles).

Enfin, Deloitte Finance a analysé les données relatives au nombre de procédures amiables et d'emplois concernés par ces procédures, communiquées par le Conseil national des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires (CNAJMJ).

À noter que les emplois concernés pour l'ensemble de l'année 2022 n'étaient pas disponibles.

Sources procédures collectives

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro Siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce, un tribunal mixte de commerce, un tribunal judiciaire ou une cour d'appel.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des tribunaux concernés. Altares est également licencié officiel du BODACC (Bulletin officiel d'annonces civiles et commerciales) depuis 1987. Les données collectées ont été actualisées en février et mars 2023.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au BODACC. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activités s'appuient sur la distribution des nomenclatures des activités françaises (NAF) révisée au 1^{er} janvier 2008.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'Insee ou de sources privées.

Ces données ne peuvent être considérées comme exhaustives au regard du nombre d'entreprises ne publiant pas leurs comptes sociaux.

Pour les entreprises mentionnées dans cette étude et dont les comptes sociaux n'ont pas été publiés en 2022, le dernier chiffre d'affaires connu a été indiqué.

Par ailleurs, les tableaux présentant le classement des défaillances les plus importantes (niveau national ou régional) ne présentent que les entreprises publiant leurs comptes de manière non confidentielle.

Sources Prêts garantis par l'État (PGE)

Les statistiques relatives au PGE ont été obtenues à partir du suivi de la Banque de France des entités bénéficiant d'un Prêt garanti par l'État au 31 août 2022.

Analyses

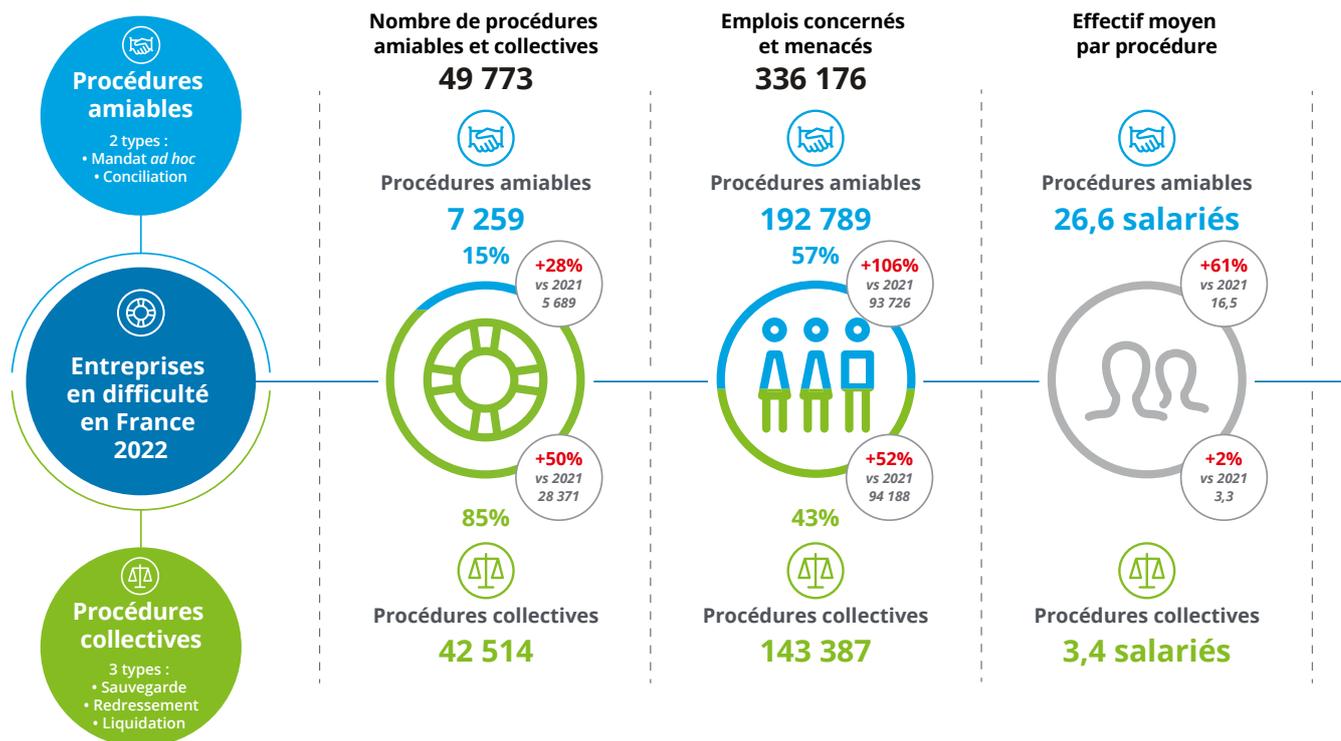
Deloitte Finance a analysé :

- le volume de procédures de prévention instruites par les 20 tribunaux de commerce de l'échantillon entre 2018 et 2022 ;
- les ouvertures de procédures collectives par nombre de salariés, secteur d'activité, âge et situation géographique entre 2018 et 2022. Par hypothèse, ont été retenues comme défaillantes les entreprises ayant fait l'objet d'une ouverture de procédure judiciaire, soit :
 - une procédure de sauvegarde (incluant la SA/SFA),
 - un redressement judiciaire, ou une liquidation judiciaire directe (les liquidations judiciaires subséquentes à un redressement judiciaire n'ont pas été comptabilisées comme de nouvelles procédures),
 - les données sont présentées par entité juridique. Aucune analyse des impacts des défaillances sur les groupes concernés n'a pu être menée.
- 570 plans de cession arrêtés par les tribunaux de commerce entre 2016 et 2021 afin de déterminer notamment le prix de cession rapporté au chiffre d'affaires et les emplois sauvés.

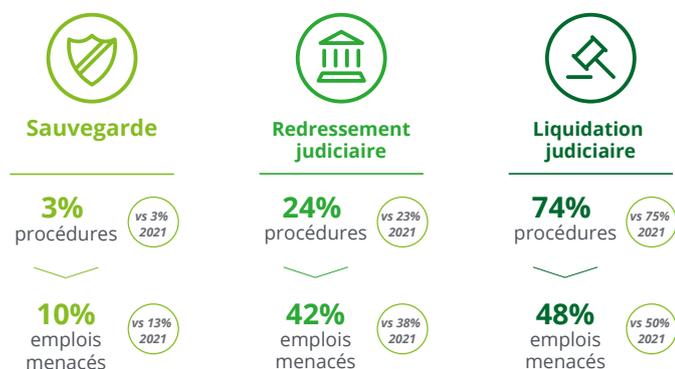
Il est rappelé que dans les statistiques Altares, l'ouverture d'un redressement judiciaire faisant suite à une procédure de sauvegarde est comptabilisée comme une nouvelle procédure.

Panorama des entreprises en difficulté

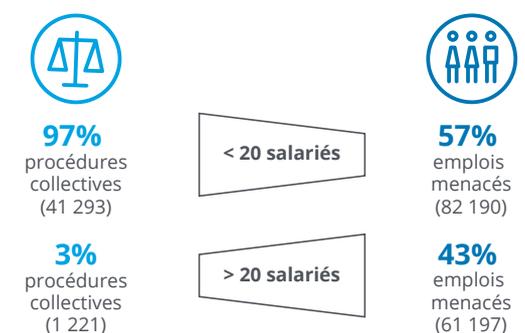
Les procédures collectives s'élevèrent à 42 514 (soit une augmentation de +50%) et les procédures amiables se hissent à 7 259 (soit une croissance de +28%). Ces hausses se traduisent par une augmentation du nombre d'emplois concernés pour atteindre 143 387 concernant les procédures collectives (+52%) et 192 789 concernant les procédures amiables (+106%). Il est constaté un accès accru aux procédures amiables par des entreprises de plus grande taille (effectif moyen de 26,6 salariés vs 16,5 salariés en 2021) alors que l'effectif moyen des procédures collectives demeure stable à 3,4 salariés.



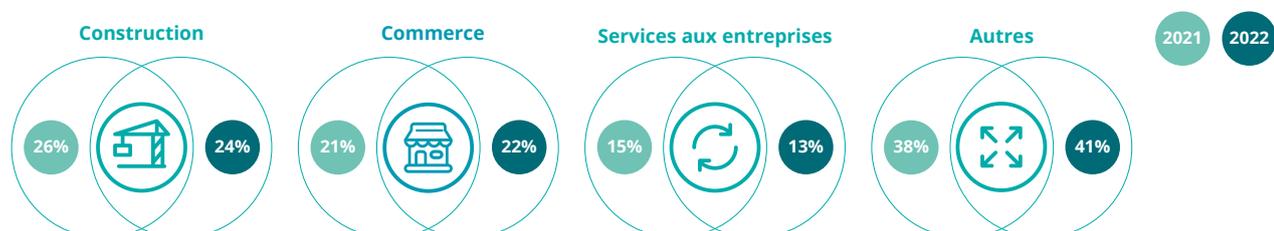
Détail par type de procédure collective



Équilibre



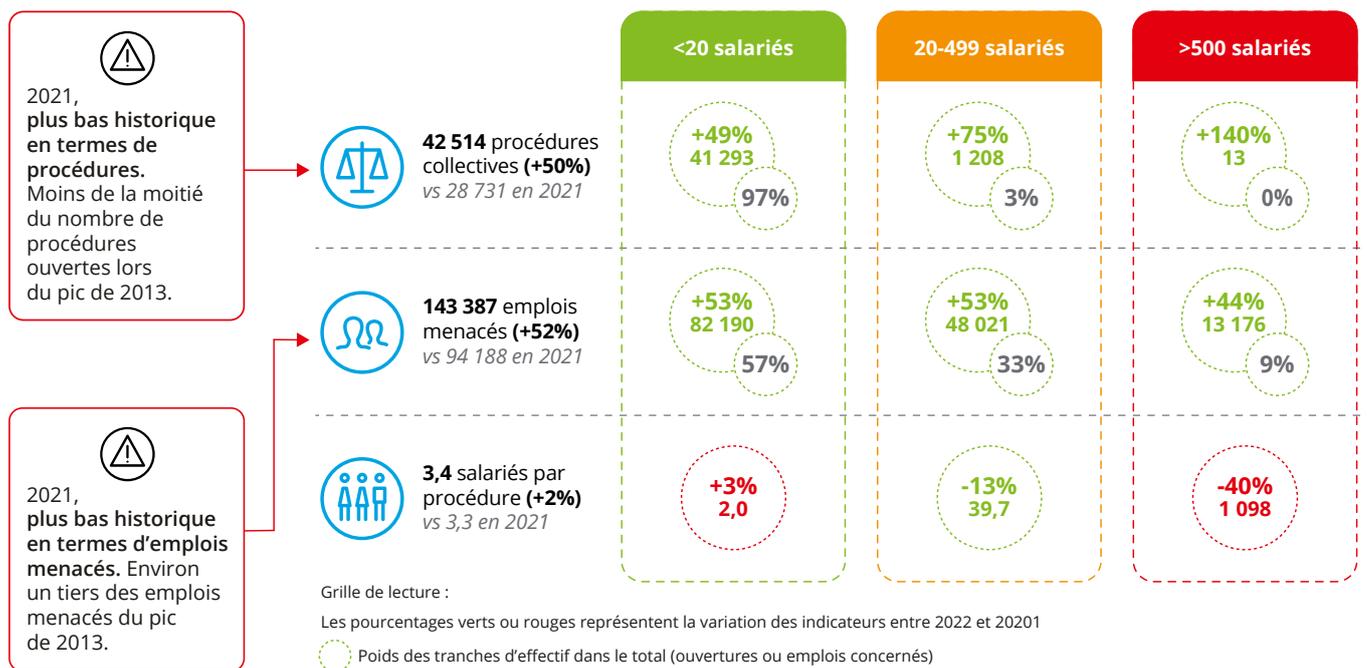
Poids des procédures par secteur d'activité



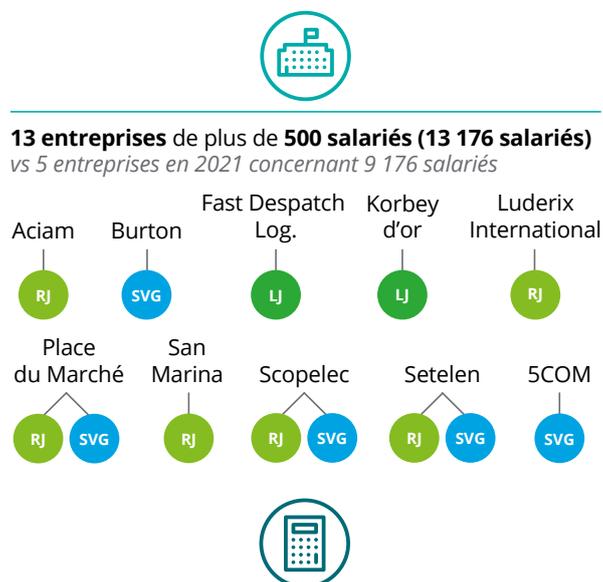
Procédures collectives en 2022

Les entreprises françaises, une augmentation des défaillances généralisée

Au regard d'une hausse généralisée, tant sur le nombre de défaillances que sur le nombre d'emplois menacés au plan national, la part des emplois menacés représentée par les entreprises de moins de 20 employés et entre 20 et 499 employés a augmenté de 53 points entre 2022 et 2021, illustrant très clairement la tendance à la hausse. Cependant, le niveau des défaillances observées reste en deçà de la période pré-Covid-19 (52 002 procédures collectives en 2019).



La hausse du nombre moyen d'emplois menacés pour les entreprises de plus de 500 salariés est portée par des procédures concernant 13 entreprises



429m€ de chiffre d'affaires (Scopelec) – défaillance la plus importante de 2022
vs 346m€ en 2021 (+24%)

Notre analyse sur le sort de plans de continuation de 2012 (sauvegarde ou redressement) confirme qu'anticiper le choix de la procédure maximise les chances de retournement



Procédures amiables au niveau national en 2022 selon le CNAJMJ

L'augmentation du nombre de procédures amiables (+28%), marquée par une hausse significative des conciliations au niveau national (+32%), traduit une diffusion et une application de la culture de la prévention.

1



7 259
procédures amiables
(+28%)
vs 5 689 en 2021

En 2022, l'**augmentation** des procédures amiables **(+28%)** **reste modérée** au regard de l'augmentation des procédures judiciaires **(+50%)**

2




4 809
mandats *ad hoc*
(+26%)
vs 3 829 en 2021

2 450
conciliations
(+32%)
vs 1 860 en 2021

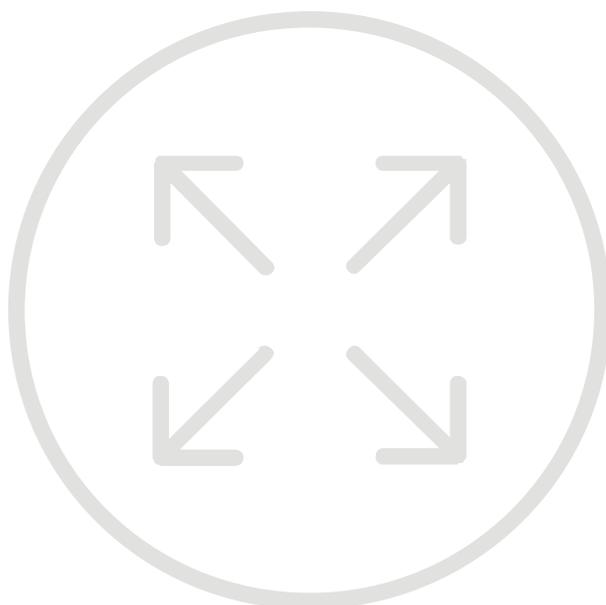
L'année a été marquée par une forte hausse des procédures amiables tirée majoritairement par les **conciliations**, alors que les mandats *ad hoc* avaient augmenté entre 2020 et 2021 de 59%, et les conciliations de 29%

3



192 789
emplois concernés
(+106%)
vs 93 726 en 2021

Le nombre d'emplois menacés a connu une forte augmentation en 2022 **(+106%)** plus que proportionnelle à la hausse du nombre de procédures amiables **(+28%)**. En effet, le nombre d'emplois menacés par procédure passe de 16,5 en 2021 à 26,6 en 2022



Étude Deloitte – Analyse des plans de cessions entre 2016 et 2021 en France

Objectif

La transposition de la directive du 20 juin 2019 sur la restructuration et l'insolvabilité des entreprises amène les tribunaux à demander l'évaluation d'une entreprise en plan de cession. Aujourd'hui, nous constatons qu'il n'existe pas de documentations publiques et historiques analysant l'ensemble des plans de cessions au niveau national avec cet objectif d'avoir et de proposer une logique d'analyse en comparable.

Pour cette raison, notre équipe réalise de manière inédite cette analyse, à travers un échantillon à date de 570 jugements (vs 376 jugements en 2021) sur la période de 2016 à 2021, sur l'intégralité des 991 plans de cessions arrêtés par les tribunaux de commerce pour les entreprises de plus de 3m€ de chiffres d'affaires.

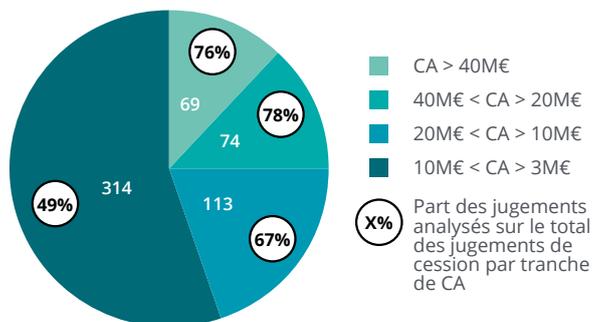
Notre analyse s'est basée sur le chiffre d'affaires des entreprises (i) de plus de 40m€, (ii) entre 40m€ et 20m€, (iii) entre 20m€ et 10m€ et (iv) entre 10m€ et 3m€.

Nous soumettons ici les conclusions de cette analyse qui confortent les premières conclusions présentées dans notre étude publiée en 2022.

Présentation de l'échantillon

Nous avons classé ces plans de cession en quatre catégories en retenant notamment les seuils de l'ordonnance 2021-1193 de septembre 2021. L'échantillon analysé se décompose de la façon suivante :

Étude plans de cession - Jugements traités notamment selon les seuils de l'ordonnance 2021-1193



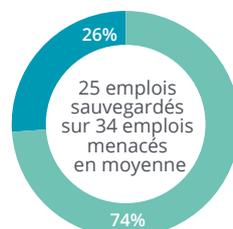
Nous avons analysé ces différents plans de cession afin de relever les indicateurs suivants : décomposition du prix de cession, nombre de salariés repris, charges augmentatives du prix, choix du repreneur de reprendre tout ou partie des congés payés et les différents avantages sociaux (RTT, prime de 13^e mois, etc.), passif déclaré (si mentionné dans le jugement), valorisation du commissaire-priseur, nature du repreneur (industriel, fonds d'investissement ou personne physique), nationalité du repreneur.

A noter qu'à date, sur la totalité des jugements existant dans chaque catégorie de chiffre d'affaires, l'analyse a été faite sur 49% des jugements au minimum.

Emplois menacés

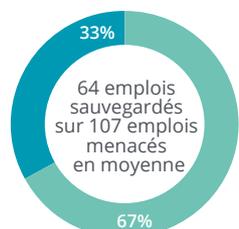
Sur les 570 jugements de cession analysés, les repreneurs ont repris en moyenne :

Emplois - Sociétés dont le CA est compris entre 3m€ et 10m€



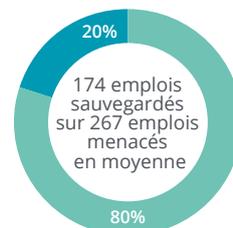
■ Moyenne effectif repris
■ Moyenne effectif non repris

Emplois - Sociétés dont le CA est compris entre 10m€ et 20m€



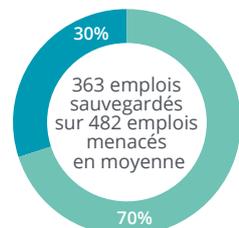
■ Moyenne effectif repris
■ Moyenne effectif non repris

Emplois - Sociétés dont le CA est compris entre 20m€ et 40m€



■ Moyenne effectif repris
■ Moyenne effectif non repris

Emplois - Sociétés dont le CA > 40m€



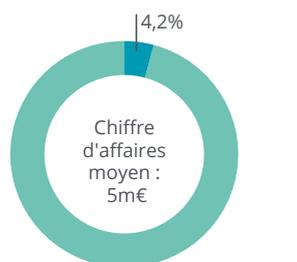
■ Moyenne effectif repris
■ Moyenne effectif non repris

Nous constatons sur l'échantillon analysé que l'effectif repris oscille entre 67% et 80% en fonction de la taille de l'entreprise. Le pic de 80% est observé sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est compris entre 20m€ et 40m€.

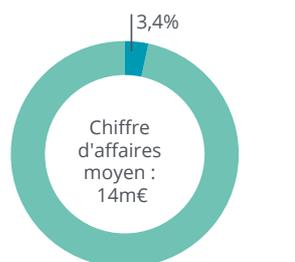
Prix de cession rapporté au chiffre d'affaires

Il ressort de notre analyse des jugements de cession que le prix de cession total le plus haut s'élève à 42m€ et le plus bas à 1€ pour des ratios prix de cession sur chiffre d'affaires de l'ordre de 3% à 4% quel que soit le segment d'entreprises retenu :

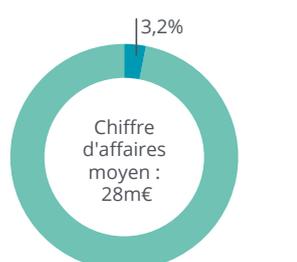
Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - 3m€ < CA < 10m€



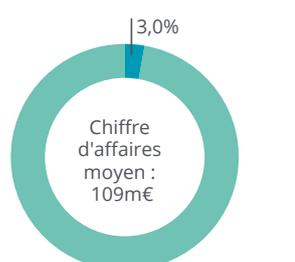
Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - 10m€ < CA < 20m€



Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - 20m€ < CA < 40m€



Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - CA > 40m€



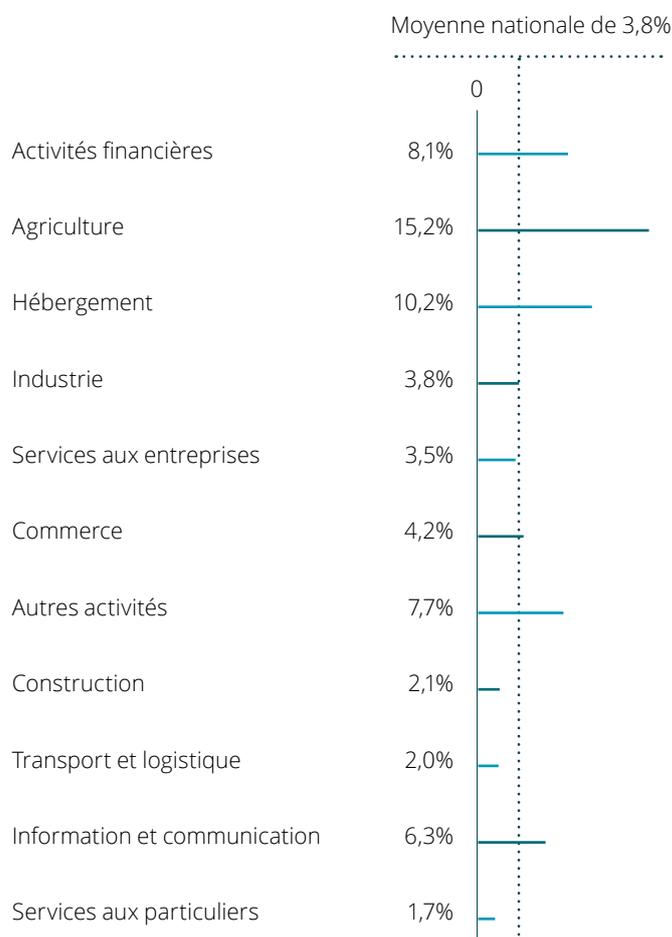
Nous constatons donc que le ratio prix de cession/CA diminue légèrement quand la taille de l'entreprise augmente.

Le ratio le plus élevé que nous ayons relevé sur notre échantillon est de 60% pour la reprise de la société Bio C'Bon Nord pour 5m€.

A l'inverse, le ratio le plus faible est de 0% pour plusieurs sociétés.

Certains prix offerts sont parfois plus importants que la moyenne observée mais cela reste toutefois résiduel sur l'échantillon analysé.

Analyse par secteur - Prix de cession total moyen rapporté au CA moyen



Nous observons que la moyenne du ratio prix de cession sur chiffre d'affaires avoisine 4%. Toutefois, les secteurs Agriculture (15,2%), Hébergement, restauration et débits de boissons (10,2%) des activités financières & d'assurance (8,1%) se distinguent à la hausse par rapport au ratio moyen. A l'inverse, les secteurs des services aux particuliers (1,7%), du transport & logistique (2,0%) et de la construction (2,1%) se distinguent à la baisse par rapport au ratio moyen.

Conclusion de notre échantillon d'étude :

- en moyenne, le prix de cession offert représente **3% à 4% du CA de la cible** ;
- les secteurs de **l'agriculture (15,2%), de l'hébergement, restauration et débits de boissons (10,2%), des activités financières & d'assurance (8,1%), de l'information et la communication (6,3%)** enregistrent un prix de cession par rapport au chiffre d'affaires supérieur à la moyenne nationale ;
- **entre 67% et 80% des effectifs sont repris** en moyenne ;
- **les congés payés et autres avantages acquis** sont repris en tout ou partie dans **87% des cas**.

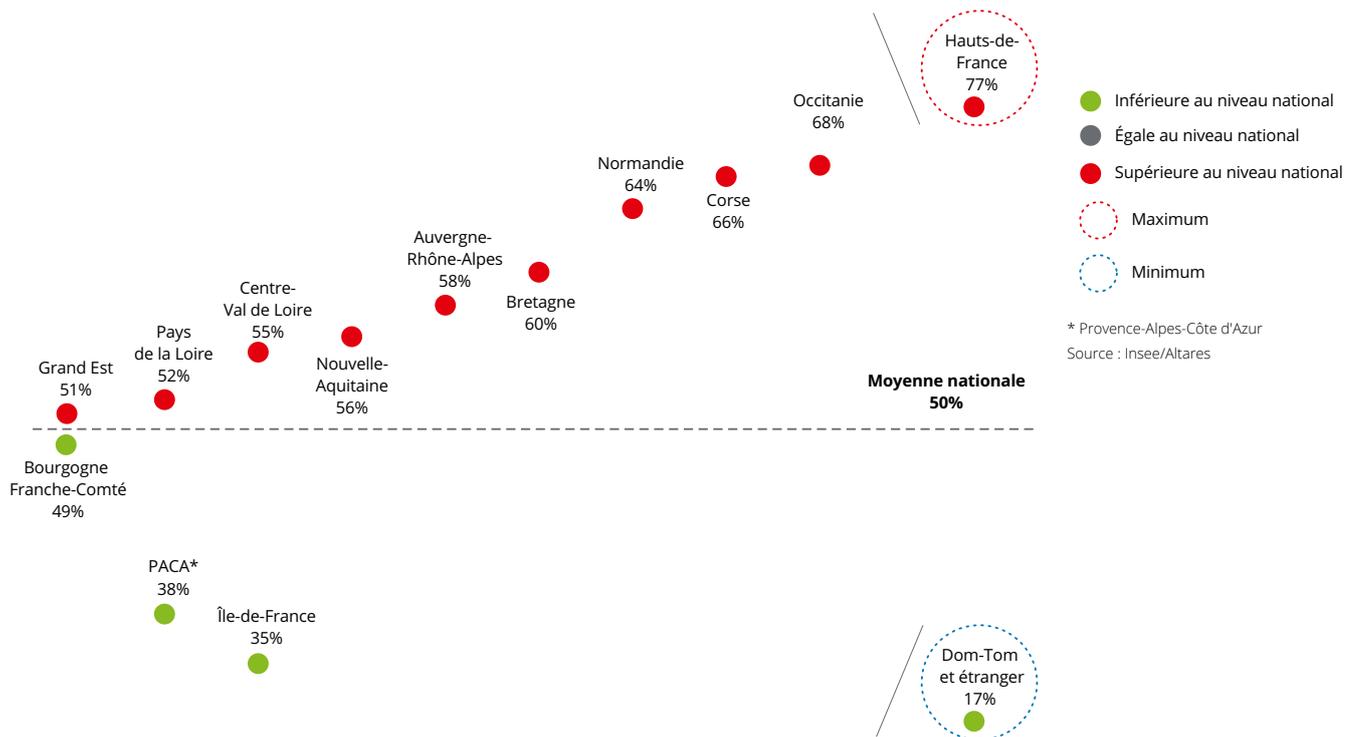
Notre analyse sur les plans de cession sur la période 2016-2021 confirme que les valorisations offertes par les repreneurs sont relativement basses au regard du chiffre d'affaires des cibles avec des variations qui peuvent apparaître significatives notamment en fonction des secteurs retenus.

Les défaillances dans les régions

2022 : une tendance haussière répartie inégalement entre les régions

L'ensemble des régions enregistrent une hausse des défaillances entre l'année 2021 et 2022 comprise entre 17% pour les Dom-Tom et étranger et 77% pour les Hauts de France illustrant une année marquée notamment par la fin des PGE le 30 juin 2022. Au niveau national, une croissance des défaillances de 50% est enregistrée. 10 régions ont une augmentation supérieure à la moyenne nationale et 4 ont une tendance inférieure à la moyenne nationale.

Évolution du nombre de défaillances par région

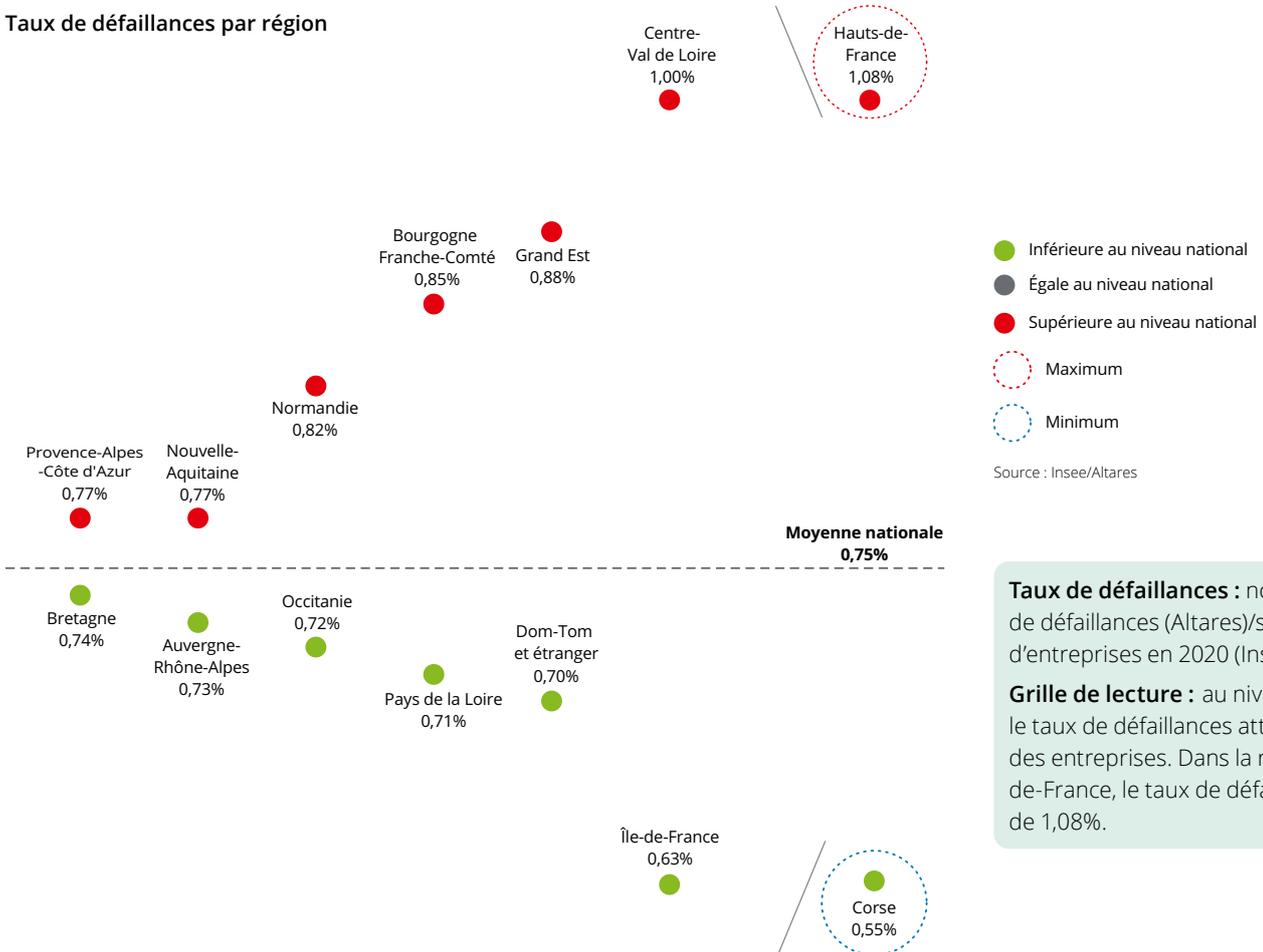


Grille de lecture : au niveau national, le nombre de défaillances a augmenté de près de 50%. Dans la région Hauts-de-France, le nombre de défaillance a augmenté de 77% et dans les Dom-Tom et étranger, le nombre de défaillance a augmenté de près de 17%.



En 2022, le taux de défaillances national est de 0,75%. Le taux dans les régions oscille entre 0,55% pour la région Corse à 1,08% pour la région Hauts-de-France.

Taux de défaillances par région

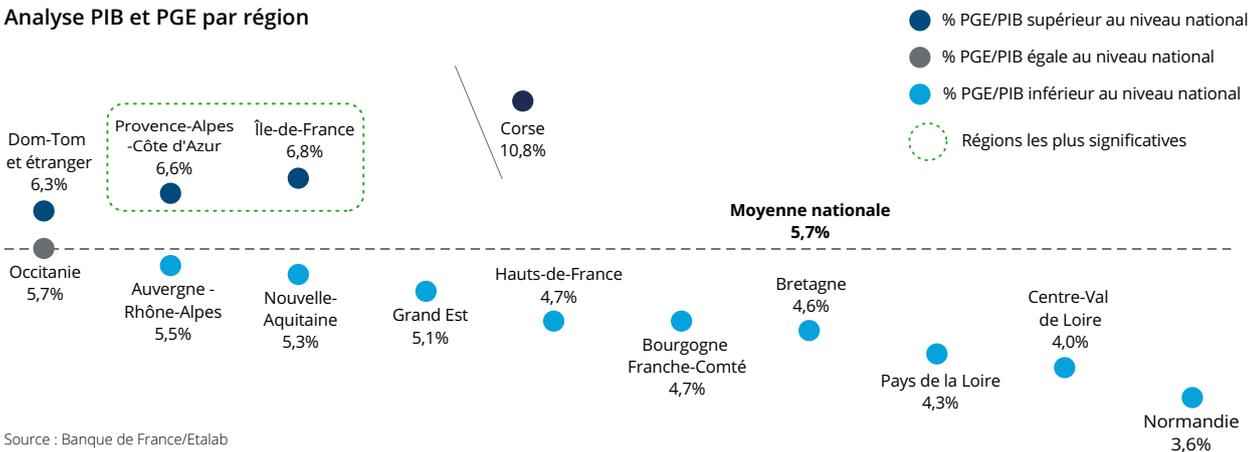


Taux de défaillances : nombre de défaillances (Altarex)/stock d'entreprises en 2020 (Insee)

Grille de lecture : au niveau national, le taux de défaillances atteint 0,75% des entreprises. Dans la région Hauts-de-France, le taux de défaillances est de 1,08%.

L'hétérogénéité de la distribution des PGE en fonction du PIB observée l'année dernière demeure encore présente en 2022. Quatre régions enregistrent un pourcentage plus élevé que le pourcentage national. L'Île-de-France et la Provence-Alpes-Côte d'Azur représentent les deux régions les plus significatives (en termes de contribution au PIB) ayant obtenu le plus de PGE par rapport à leur PIB (hors Corse).

Analyse PIB et PGE par région



Source : Banque de France/Etalab

Deloitte Restructuring Services

Restructuring financier, opérationnel et stratégique

L'équipe Restructuring Services



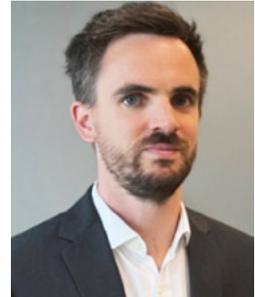
Sandrine Gril-Prats
Managing Associée
+33 (6) 88 24 19 74
sgrilprats@deloitte.fr



Christophe Guerner
Associé
+33 (6) 31 19 74 15
cguerner@deloitte.fr



Laurent Jehanne
Managing Directeur
+33 (6) 15 71 02 01
ljehanne@deloitte.fr



Maxime Levrouw
Directeur
+33 (0)6 25 91 50 47
mlevrouw@deloitte.fr



Christelle Billoud
Senior Manager
+33 (0)7 50 64 04 35
cbilloud@deloitte.fr



Mohamed Salmey
Senior Manager
+33 (0)7 86 81 66 19
msalmey@deloitte.fr



Delphine Dupuy
Senior Manager
+33 (0)6 47 62 60 73
ddupuy@deloitte.fr



Louis Morel
Senior Manager
+33 (0)7 87 56 26 00
lomorel@deloitte.fr

« Une équipe expérimentée et réactive constituée de 30 professionnels issus de l'entreprise, du conseil financier et du monde judiciaire. »

Les atouts de notre équipe

- un sens de l'urgence démontré et éprouvé ;
- une expertise financière et opérationnelle au service d'une dimension conseil à destination des dirigeants et actionnaires d'entreprises de toutes tailles ;
- des savoir-faire complémentaires : financier, judiciaire, sectoriel, stratégique et opérationnel ;
- une technicité au service d'un accompagnement « sur mesure », rompue aux contingences spécifiques des situations de crise et aux attentes des acteurs ;
- des spécialistes intégrant la dimension humaine (stress, déni, conflit...) des équipes clients dans leurs interventions (accompagnement et pédagogie) ;
- une approche permettant d'assurer l'alignement entre le projet opérationnel et les objectifs stratégiques et financiers de l'entreprise.



+de 30
professionnels



+de 70 dossiers
par an



Un ancrage
régional, national
et international



Une forte
technicité des
équipes

Offre Deloitte Restructuring

Des solutions sur mesure pour des améliorations opérationnelles et financières effectives

Partenaire opérationnel et financier aux côtés des dirigeants

Diagnostic flash de trésorerie et cash marathon

- Cash management et mise sous contrôle du cash
- Mise en place ou revue des prévisions de trésorerie
- Identification des leviers d'optimisation court et moyen terme (« cash marathon »)
- Optimisation du cash control
- Instauration d'une culture « cash » dans l'entreprise.

Optimisation du BFR

- Diagnostic complet du BFR, à la fois opérationnel et financier
- Identification des leviers d'optimisation
- Evaluation des options de financement à court terme

Optimisation du reporting

- Analyse des reporting/KPIs actuels
- Identification des leviers d'amélioration, permettant d'obtenir un reporting et des KPIs capables de (i) suivre la véritable création de valeur et (ii) d'accompagner les parties prenantes interne et externe dans la prise de décision à court, moyen et long terme.
- Diagnostic complet du BFR, à la fois opérationnel et financier
- Identification des leviers d'optimisation
- Evaluation des options de financement à court terme

Partenaire opérationnel et financier aux côtés des dirigeants, accélérateur de performance

- Validation et aide à la mise en place des leviers d'optimisation identifiés sur le BFR, cash, reporting/KPIs...
- Construire avec le management et les équipes un plan d'actions viable, à la fois opérationnel et financier
- Assister et accompagner les différentes parties prenantes, dans la mise en œuvre des plans d'actions dans un contexte de transformation ou de de restructuration.

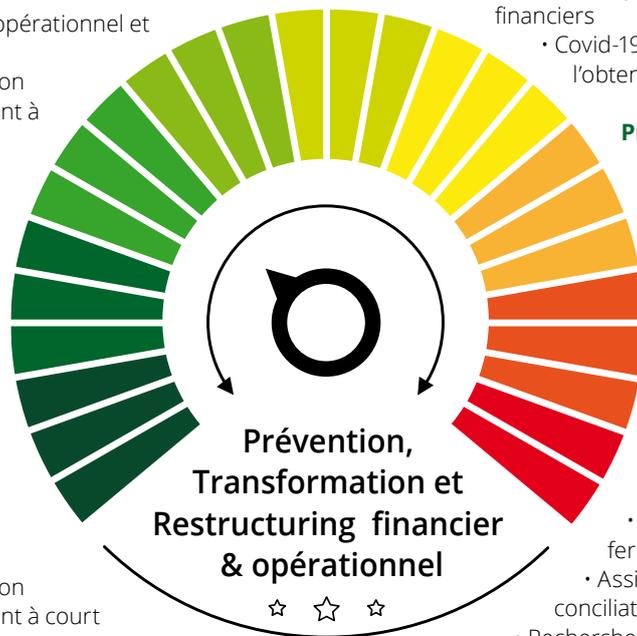
Offre d'accompagnement Restructuring

Independent Business Review (IBR)

- Diagnostic opérationnel et financier de l'origine des difficultés
- Fiabilisation de l'information comptable et financière
- Identification/quantification des leviers opérationnels et déclinaison en business plan
- Estimation des besoins de financement/Cash Forecast
- Analyse de scénarios de réaménagement de la dette bancaire
- Contexte de marché et positionnement stratégique
 - Assistance à la négociation avec les partenaires financiers
 - Covid-19 : assistance financière dans l'obtention de PGE/autres aides

Prévention (mandat ad hoc, conciliation)

- Appréciation du business model et de la situation financière
- Plan d'amélioration concret et assistance à la mise en œuvre
- BP & prévisions de trésorerie sensibilisées/Test d'insolvabilité
- Simulations de traitement de la dette
- Identification des scénarios de sortie et de la procédure amiable appropriée
- Accompagnement de PSE et cession/fermeture de sites
- Assistance à la négociation (mandataire, conciliateur, banques, CCF, CIRI...)
- Recherche de financements



Pré-pack cession - Distressed M&A

- Assistance de l'acquéreur ou du cédant en situation complexe ou à la barre du tribunal
- Gestion du process (identification cibles, data-rooms, assistance aux négociations)
- Problématique de séparation et mise en œuvre
- Due diligences financières et opérationnelles
- Sécurisation de la responsabilité du cédant ou de l'acquéreur

Insolvabilité (sauvegarde, RJ, LJ) (dont Distressed Valuation)

- Assistance financière à la saisine (DCP, DOPS)
- Business plan & prévisions de trésorerie
- Suivi des réalisations et des engagements durant la période d'observation pour les organes de la procédure
- Elaboration de plans de sauvegarde/de redressement
- Valorisation d'entreprise dans le cadre de l'application des classes de parties affectées
- Cellule liquidative

Altares

Nous contacter

Altares-D&B
Campus Équilibre
Immeuble Le Yard
52-58, avenue Jean-Jaurès –
92700 Colombes
Tél. : +33 (1) 41 37 50 00
contact@altares.com
www.altares.com



Sebastien Charvet
Directeur Altares



Thierry Millon
Directeur des études Altares

Qui est Altares ?

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème. Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées. Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 500 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

La vision Altares

Altares a pour vision « Smart insights to shape your future ». Chez Altares, nous sommes convaincus que les données BtoB jouent un rôle majeur dans le développement des entreprises et qu'elles sont source de performance pour l'ensemble des métiers dès lors qu'elles sont fiables et partagées.

La mission Altares

Chez Altares, nous libérons le potentiel de croissance des entreprises et protégeons leur business par une connaissance approfondie de leurs clients, fournisseurs et partenaires actuels et futurs avec des solutions sur-mesure intégrées dans leurs processus de décisions stratégiques et opérationnelles, grâce à l'accès au plus grand réseau de données BtoB au monde.

Nos clients

Altares met à disposition des directions générales et des directions métiers opérationnelles (Achats, Commerce, Marketing, Finance, Export, Développement...) des entreprises nationales et internationales, ses capacités technologiques et sa compréhension des usages clients pour leur permettre d'accroître leur performance.

Nous couvrons les besoins des Grands Comptes, ETI, PME et Organisations Publiques des secteurs de la Banque & Assurance, de l'industrie et des services. Les ingénieurs d'affaires Altares sont spécialisés par grands secteurs d'activité afin de répondre aux spécificités de chaque marché.

Altares en quelques chiffres

- 170 ans d'expertise en bases de données
- Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB
- Présent dans 7 pays (France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Maroc, Algérie, Tunisie)
- La base mondiale d'informations BtoB la plus exhaustive :
 - plus de 500 millions d'entreprises ;
 - dans 220 pays.
- 20 000 clients dont :
 - 90% des entreprises du CAC 40
 - 65% du SBF 120
- Effectif : 420 personnes
- Chiffre d'affaires : 120 M€
- Siège social : Colombes (92)
- Filiale : Manageo
- Président-Directeur Général du groupe : Luc Querton
- Directeur Général France : Frédéric Barth

Sommaire

Les procédures amiables	16	• Focus administrateur judiciaire en redressement judiciaire	54
• Échantillon Deloitte – Analyse globale	16	• Focus administrateur judiciaire en sauvegarde	55
• Échantillon Deloitte – Sort des procédures de conciliation	18	• Issues des procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire	56
• Échantillon Deloitte – Prévention-détection	20	• Focus sort des plans de sauvegarde et de redressement	57
• OCED – Focus Île-de-France	20		
• Procédures amiables au niveau du Tribunal de Commerce de Paris – Analyse annuelle	22	Les Prêts Garantis par l'État	59
• Tribunal de commerce de Paris – Typologie des procédures amiables ouvertes en 2021	22	• Focus Prêts Garantis par l'État	59
• Tribunal de commerce de Paris – Typologie par taille d'entreprises	23	• Prêts Garantis par l'État par secteur d'activité et par région	61
• Procédures amiables au niveau national (CNAJM) – Analyse annuelle	24	• Répartition des PGE octroyés (en nombre) par région	62
• Procédures amiables au niveau national (CNAJM) – Analyse trimestrielle	25	• Analyse PIB et PGE par région	63
		Présentation des régions	64
Les procédures judiciaires	26	• Analyse par région	65
• Entreprises et emplois menacés	26	• Maillage géographique des défaillances	66
• Evolution mensuelle sur 10 ans	28	• Caractéristiques des 10 principales défaillances par région	67
• Evolution par trimestre	29	• Auvergne-Rhône-Alpes	68
• Les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés	30	• Bourgogne-Franche-Comté	71
• Au regard des créations d'entreprises	33	• Bretagne	74
• Taux de défaillance	34	• Centre-Val de Loire	77
• Répartition du nombre de procédures et d'emplois menacés par tranche d'effectif	35	• Corse	80
• Analyse détaillée par tranche d'effectif	36	• Grand Est	83
• Effectif moyen par procédure (au global et hors procédures de plus de 1 000 salariés)	38	• Hauts-de-France	86
• Analyse détaillée par chiffre d'affaires	40	• Île-de-France	89
• Défaillances d'entreprises de plus de 50m€ de chiffre d'affaires ou 300 salariés	42	• Normandie	92
• Analyse selon le secteur d'activité	44	• Nouvelle-Aquitaine	95
• Analyse selon le secteur d'activité (entreprises de plus de 20 salariés)	46	• Occitanie	98
• Analyse selon l'ancienneté de l'entreprise	48	• Pays de la Loire	101
• Focus sauvegarde accélérée et sauvegarde financière accélérée	49	• Provence-Alpes-Côte d'Azur	104
• Focus sauvegarde	50		
• Focus redressement judiciaire	52		

Les procédures amiables

Échantillon Deloitte - Analyse globale

Sur notre échantillon de 20 tribunaux de commerce (incluant 13 sur 18 tribunaux de commerce spécialisés, et représentant 26% des procédures amiables enregistrées au niveau national en 2022 (7 259), cf. *infra* les données du CNAJMJ), les procédures amiables ont connu leur plus haut niveau depuis ces cinq dernières années avec 1 831 procédures soit une augmentation de 34% par rapport à 2021.

Cette hausse est conduite par le nombre des procédures de mandat *ad hoc* qui ont augmenté de 64% par rapport à 2021 et le nombre de procédures de conciliation qui ont augmenté de 19% par rapport à 2021. Ces variations font ressortir une tendance similaire à celle observée sur le plan national. Selon les données communiquées par le Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ cf. données en suivant), les procédures amiables en France ont augmenté de 27% dont 32% d'augmentation des conciliations et 25% d'augmentations des mandats *ad hoc*.

Au sein de notre échantillon, après deux années à l'équilibre entre les procédures de mandat *ad hoc* et de conciliation (entre 2018 et 2019), l'année 2020 a marqué une prépondérance des procédures de conciliation (64%), tendance qui s'est renforcée en 2021 avec 67% de conciliations avant de s'adoucir en 2022 avec 60% de conciliations. Cette évolution observée depuis 3 ans est en lien avec l'adaptation du cadre réglementaire au contexte de la crise Covid-19 et notamment à travers le renforcement de la position du débiteur en conciliation et la possibilité de prolonger la conciliation jusqu'à 10 mois.

Procédures amiables - Échantillon de 20 tribunaux de commerce

N° Tribunal	2018			2019			2020			2021			2022		
	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total
1 Aix-en-Provence	23	26	49	83	84	167	20	66	86	8	49	57	24	55	79
2 Paris	106	138	244	120	161	281	82	200	282	72	240	312	124	277	401
3 Bobigny	28	35	63	13	18	31	24	39	63	32	85	117	40	44	84
4 Dijon	n/a	n/a	n/a	22	3	25	10	6	16	12	3	15	30	15	45
5 Evry	49	24	73	60	15	75	40	18	58	66	19	85	73	66	139
6 Nanterre	19	25	44	22	28	50	41	72	113	16	72	88	41	85	126
7 Rennes	36	37	73	68	15	83	7	87	94	26	75	101	27	72	99
8 Lille	36	18	54	42	27	69	40	36	76	26	50	76	64	37	101
9 Lyon	109	105	214	56	110	166	46	83	129	39	75	114	84	111	195
10 Meaux	4	7	11	8	14	22	16	9	25	-	8	8	16	17	33
11 Melun	10	7	17	1	4	5	2	5	7	-	8	8	-	13	13
12 Nantes	42	60	102	54	59	113	29	68	97	31	39	70	39	69	108
13 Toulouse	40	28	68	41	33	74	25	26	51	7	60	67	32	65	97
14 Nice	47	30	77	49	17	66	21	18	39	43	24	67	5	32	37
15 Orléans	27	13	40	28	31	59	26	40	66	21	28	49	51	25	76
16 Poitiers	15	10	25	13	14	27	10	7	17	12	12	24	24	18	42
17 Rouen	18	24	42	5	5	10	7	7	14	7	6	13	5	14	19
18 Créteil	13	29	42	13	17	30	6	17	23	8	33	41	12	27	39
19 Versailles	12	11	23	13	19	32	7	11	18	10	20	30	17	29	46
20 Pontoise	11	6	17	4	8	12	6	7	13	15	10	25	30	22	52
Total	645	633	1 278	715	682	1 397	465	822	1 287	451	916	1 367	738	1 093	1 831
Poids	50%	50%	100%	51%	49%	100%	36%	64%	100%	33%	67%	100%	40%	60%	100%
Evolution N-1	20%	3%	11%	11%	8%	9%	(35%)	21%	(8%)	(3%)	11%	6%	64%	19%	34%

Note : le tribunal de commerce de Paris nous a communiqué les données des procédures amiables à partir de 2019, les données précédentes proviennent de l'OCED. À noter des écarts non significatifs entre les données de l'OCED et du Tribunal de Commerce de Paris (7 concil en 2019, 3 MAH et 2 concil en 2021 et 5 MAH en 2022). Le tribunal de Nanterre nous a également communiqué ses chiffres en 2021. Nous constatons un écart de 33 procédures de conciliation. In fine, Les chiffres du tribunal de Paris et ceux de l'OCED pour Nanterre ont été retenus.
Source : tribunaux de commerce, OCED

Evolution du nombre de procédures amiables par type entre 2018 et 2022 (échantillon Deloitte)



Note : moyenne mobile des mandats *ad hoc* et des procédures de conciliations entre 2018 et 2022
Source : Greffes des Tribunaux de Commerce

Procédures amiables - Échantillon de 20 tribunaux de commerce, suite

N° Tribunal	2021			2022			Var.22/21 (MAH)		Var.22/21 (CC)		Var.22/21 (Tot.)	
	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	En val.	En%	En val.	En%	En val.	En%
1 Aix-en-Provence	8	49	57	24	55	79	16	200%	6	12%	22	39%
2 Paris	72	240	312	124	277	401	52	72%	37	15%	89	29%
3 Bobigny	32	85	117	40	44	84	8	25%	(41)	(48%)	(33)	(28%)
4 Dijon	12	3	15	30	15	45	18	150%	12	400%	30	200%
5 Evry	66	19	85	73	66	139	7	11%	47	247%	54	64%
6 Nanterre	16	72	88	41	85	126	25	156%	13	18%	38	43%
7 Rennes	26	75	101	27	72	99	1	4%	(3)	(4%)	(2)	(2%)
8 Lille	26	50	76	64	37	101	38	146%	(13)	(26%)	25	33%
9 Lyon	39	75	114	84	111	195	45	115%	36	48%	81	71%
10 Meaux	-	8	8	16	17	33	16	n/a	9	113%	25	313%
11 Melun	-	8	8	-	13	13	-	n/a	5	63%	5	63%
12 Nantes	31	39	70	39	69	108	8	26%	30	77%	38	54%
13 Toulouse	7	60	67	32	65	97	25	357%	5	8%	30	45%
14 Nice	43	24	67	5	32	37	(38)	(88%)	8	33%	(30)	(45%)
15 Orléans	21	28	49	51	25	76	30	143%	(3)	(11%)	27	55%
16 Poitiers	12	12	24	24	18	42	12	100%	6	50%	18	75%
17 Rouen	7	6	13	5	14	19	(2)	(29%)	8	133%	6	46%
18 Créteil	8	33	41	12	27	39	4	50%	(6)	(18%)	(2)	(5%)
19 Versailles	10	20	30	17	29	46	7	70%	9	45%	16	53%
20 Pontoise	15	10	25	30	22	52	15	100%	12	120%	27	108%
Total	451	916	1 367	738	1 093	1 831	287	64%	177	19%	464	34%
Poids	33%	67%	100%	40%	60%	100%	n/a	7%	n/a	(7%)	n/a	-
Evolution N-1	(3%)	11%	6%	64%	19%	34%						

Note : le tribunal de commerce de Paris nous a communiqué les données des procédures amiables à partir de 2019, les données précédentes proviennent de l'OCED. À noter des écarts non significatifs entre les données de l'OCED et du Tribunal de Commerce de Paris (7 concil en 2019, 3 MAH et 2 concil en 2021 et 5 MAH en 2022). Le tribunal de Nanterre nous a également communiqué ses chiffres en 2021. Nous constatons un écart de 33 procédures de conciliation. In fine, Les chiffres du tribunal de Paris et ceux de l'OCED pour Nanterre ont été retenus.
Source : tribunaux de commerce, OCED

Échantillon Deloitte – Sort des procédures de conciliation

Sur notre échantillon, les issues favorables des procédures de conciliation (accords constatés ou homologués) ont connu une hausse en 2022 par rapport à 2021 (+7%), résultant de la hausse des constats (+60%) compensant la baisse des homologations (-57%).

L'année 2022 marque une rupture par rapport à 2020 et 2021 caractérisée par un relatif équilibre entre les constats et les homologations d'accord de conciliation. Désormais les constats d'accord de conciliation représentent une part de 82% des accords de conciliation en 2022, soit un retour à la tendance observée en 2019.

Note : il est rappelé (cf. notre note méthodologique supra) que le nombre d'ouvertures de conciliation est enregistré par les greffes par entité juridique, alors que le nombre d'accords constatés ou homologués est enregistré par accord pouvant concerner plusieurs entités juridiques. L'analyse du taux de réussite des procédures amiables sur la base des données présentées n'apparaît donc pas pertinente.

Procédures amiables - Échantillon de 11 tribunaux - Accords de conciliation par type

N° Tribunal	2018			2019			2020			2021			2022		
	Con.	Hom.	Total												
1 Rennes	9	3	12	7	5	12	15	29	44	12	35	47	11	2	13
2 Toulouse	8	2	10	3	3	6	4	4	8	10	9	19	12	11	23
3 Lyon	39	16	55	40	4	44	38	5	43	29	13	42	51	6	57
4 Aix-en-Provence	3	3	6	10	1	11	1	18	19	6	9	15	32	6	38
5 Orléans	7	-	7	13	1	14	7	5	12	12	2	14	nc	nc	nc
6 Nantes	16	3	19	22	-	22	20	4	24	10	1	11	20	-	20
7 Lille	-	-	-	-	-	-	1	17	18	3	8	11	1	4	5
8 Dijon	-	-	-	2	-	2	2	1	3	7	-	7	12	1	13
9 Poitiers	2	1	3	5	3	8	4	-	4	4	-	4	2	-	2
10 Rouen	3	10	13	8	-	8	2	4	6	2	2	4	7	3	10
11 Nice	-	1	1	-	3	3	-	-	-	-	-	-	4	1	5
Total	87	39	126	110	20	130	94	87	181	95	79	174	152	34	186
Poids	69%	31%	100%	85%	15%	100%	52%	48%	100%	55%	45%	100%	82%	18%	100%

Note : "Con." - accords constatés, "Hom." - accords homologués.

Source : Greffes des tribunaux de commerce

Moyenne 2016-2019 : 68% constats vs 32% homologations.

Evolution des issues favorables des conciliations par type (2018-2022) (échantillon de 11 tribunaux de commerce)



Source : Greffes des tribunaux de commerce

Procédures amiables - Échantillon de 11 tribunaux - Accords de conciliation par type, suite

N° Tribunal	2021			2022			Var. 2022/2021			Cumul 2018-2022		
	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total
1 Rennes	12	35	47	11	2	13	(8%)	(94%)	(72%)	54	74	128
2 Toulouse	10	9	19	12	11	23	20%	22%	21%	37	29	66
3 Nanterre	29	13	42	51	6	57	76%	(54%)	36%	197	44	241
4 Aix-en-Provence	6	9	15	32	6	38	433%	(33%)	153%	52	37	89
5 Orléans	12	2	14	nc	nc	nc	n/a	n/a	n/a	39	8	47
6 Nantes	10	1	11	20	-	20	100%	(100%)	82%	88	8	96
7 Lille	3	8	11	1	4	5	(67%)	(50%)	(55%)	5	29	34
8 Dijon	7	-	7	12	1	13	71%	n/a	86%	23	2	25
9 Poitiers	4	-	4	2	-	2	(50%)	n/a	(50%)	17	4	21
10 Rouen	2	2	4	7	3	10	250%	50%	150%	22	19	41
11 Nice	-	-	-	4	1	5	n/a	n/a	n/a	4	5	9
Total	95	79	174	152	34	186	60%	(57%)	7%	538	259	797
Poids	55%	45%	100%	82%	18%	100%				68%	32%	100%

Note : "Con." - accords constatés, "Hom." - accords homologués.

Source : Greffes des tribunaux de commerce

Échantillon Deloitte - Prévention-détection

L'année 2022 amplifie la dynamique observée en 2021 avec une hausse de 53% des dossiers de prévention après une année 2020 marquée par la crise sanitaire, ses incertitudes et son lot de contraintes organisationnelles, qui avaient engendré un fort recul du nombre de dossiers de prévention. L'augmentation de 1 179 à 1 800 dossiers témoigne notamment de la volonté de l'ensemble des acteurs de la restructuration d'aider au plus tôt les entreprises.

Dossiers de prévention - Échantillon de 9 tribunaux de commerce

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 22/21	Poids 2022	
N° Tribunal						#	%	
1 Toulouse	606	608	318	293	506	213	73%	28,1%
2 Orléans	289	246	139	199	261	62	31%	14,5%
3 Lille	n/a	n/a	185	166	297	131	79%	16,5%
4 Rennes	n/a	83	86	153	132	(21)	(14%)	7,3%
5 Lyon	274	203	146	145	120	(25)	(17%)	6,7%
6 Aix-en-Provence	83	115	87	79	311	232	294%	17,3%
7 Nantes	174	148	53	63	68	5	8%	3,8%
8 Poitiers	62	55	15	28	59	31	111%	3,3%
9 Dijon	n/a	n/a	n/a	53	46	(7)	(13%)	2,6%
Total dossiers de préventions ouverts	1 488	1 458	1 029	1 179	1 800	621	53%	100,0%

Source : Greffes des tribunaux de commerce

Pour mémoire, la loi PACTE (le plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises promulguée en 2019) a rehaussé **les seuils de désignation obligatoires des commissaires aux comptes** (2 sur 3 conditions suivantes - total bilan : 4 M€ vs [1-1,55] M€ auparavant), chiffre d'affaires : 8 M€ (vs [2-3,1] M€) ; effectif 50 salariés (vs 20-50). Elle a également relevé **le seuil de publicité obligatoire des sommes garanties par le privilège du Trésor**, précédemment fixé à 15 k€, à 200 k€.

OCED - Focus Île-de-France

La tendance haussière observée aussi bien au sein de l'Échantillon Deloitte (+36%) et des données communiquées par le CNAJMJ (+27%) se confirme aussi au sein des tribunaux d'Île-de-France (+31%). En effet, mis à part les tribunaux de Bobigny et de Créteil qui enregistrent des baisses des procédures amiables respectivement de -28% et -5%, les procédures enregistrées au sein des autres tribunaux augmentent entre 30% pour le tribunal de Paris et 313% pour le tribunal de Meaux. In fine, le nombre de procédures amiables augmente de 715 à 938.

En ligne avec la tendance observée sur notre Échantillon (supra), le nombre de mandats ad hoc ouverts est en augmentation de +61% (hausse sensiblement similaire à celle de l'Échantillon qui est de +67%) et les procédures de conciliations ont augmenté de +18% (hausse légèrement en deçà à celle de l'Échantillon, qui est de +21%).

La tendance générale perçue en 2021 se renforce en 2022 avec une croissance plus affirmée (+61%) sur les mandats ad hoc. Cette évolution a renforcé le poids des mandats ad hoc dans le total des procédures amiables : (38% de mandats ad hoc pour 62% de conciliations), soit une répartition similaire à celle observée en 2020.

Selon l'OCED, sur la région Île-de-France, le nombre des emplois concernés progresse (+4%, en glissement annuel au 1er décembre 2022). Cela correspond à environ 113 000 salariés dans les ressorts des tribunaux de commerce de Paris, Nanterre et Bobigny. En lien avec la progression des ouvertures de procédures, ce nombre reste 3,4 fois supérieur à celui enregistré fin 2008. Malgré son ampleur, c'est un signal particulièrement positif car c'est dans le cadre de ces procédures que les emplois ont plus de chances d'être pérennisés.

Procédures amiables en Île-de-France

N°	Tribunal	2018			2019			2020			2021			2022		
		MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total
1	Paris	106	138	244	120	154	274	82	200	282	75	238	313	129	277	406
2	Nanterre	19	25	44	22	28	50	41	72	113	16	72	88	41	85	126
3	Bobigny	28	35	63	13	18	31	24	39	63	32	85	117	40	44	84
4	Evry	49	24	73	60	15	75	40	18	58	66	19	85	73	66	139
5	Meaux	4	7	11	8	14	22	16	9	25	-	8	8	16	17	33
6	Créteil	13	29	42	13	17	30	6	17	23	8	33	41	12	27	39
7	Versailles	12	11	23	13	19	32	7	11	18	10	20	30	17	29	46
8	Pontoise	11	6	17	4	8	12	6	7	13	15	10	25	30	22	52
9	Melun	10	7	17	1	4	5	2	5	7	-	8	8	-	13	13
Total IDF		252	282	534	254	277	531	224	378	602	222	493	715	358	580	938
Poids		47%	53%	100%	48%	52%	100%	37%	63%	100%	31%	69%	100%	38%	62%	100%
Evolution N-1		(8%)	(0%)	(4%)	1%	(2%)	(1%)	(12%)	36%	13%	(1%)	30%	19%	61%	18%	31%

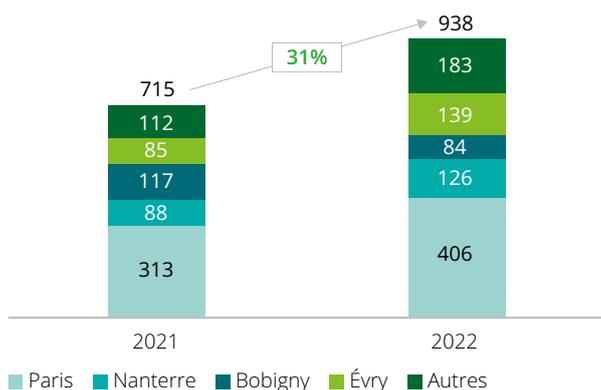
Source : OCED

Procédures amiables en Île-de-France, suite

N°	Tribunal	2021			2022			Var.22/21 (MAH)		Var.22/21 (CC)		Var.22/21 (Tot.)	
		MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	En val.	En%	En val.	En%	En val.	En%
1	Paris	75	238	313	129	277	406	54	72%	39	16%	93	30%
2	Nanterre	16	72	88	41	85	126	25	156%	13	18%	38	43%
3	Bobigny	32	85	117	40	44	84	8	25%	(41)	(48%)	(33)	(28%)
4	Evry	66	19	85	73	66	139	7	11%	47	247%	54	64%
5	Meaux	-	8	8	16	17	33	16	100%	9	113%	25	313%
6	Créteil	8	33	41	12	27	39	4	50%	(6)	(18%)	(2)	(5%)
7	Versailles	10	20	30	17	29	46	7	70%	9	45%	16	53%
8	Pontoise	15	10	25	30	22	52	15	100%	12	120%	27	108%
9	Melun	-	8	8	-	13	13	-	-	5	63%	5	63%
Total IDF		222	493	715	358	580	938	136	61%	87	18%	223	31%
Poids		31%	69%	100%	38%	62%	100%	n/a	23%	n/a	(10%)	n/a	-
Evolution N-1		(1%)	30%	19%	61%	18%	31%						

Source : OCED

Évolution du nombre de procédures amiables en Île-de-France 2021-2022



Procédures amiables et collectives au niveau du tribunal de commerce de Paris – Analyse annuelle

Les statistiques annuelles communiquées par le tribunal de commerce de Paris permettent d'illustrer les tendances suivantes entre 2021 et 2022 :

- augmentation des procédures de redressement judiciaire et liquidation pour respectivement 136 (soit +70%) et 560 (soit +30%) ;
- nombre record d'ouverture de sauvegarde s'établissant à 68 en 2022 à rapprocher du niveau de 2015 ;
- 2 sauvegardes accélérées ouvertes très résiduelles ;
- nouveau mécanisme de procédure de traitement sortie crise institué en 2021 qui reste faible (14 procédures) ;

• malgré l'augmentation du nombre de RJ et sauvegarde, le nombre de procédures amiables ouvertes (401 soit une croissance de 29%) reste supérieur au nombre de procédures judiciaires (hors liquidation judiciaire et procédure de traitement sortie de crise) pour la deuxième année consécutive.

Tribunal de commerce de Paris – Typologie des procédures amiables ouvertes en 2022

Le tribunal de commerce de Paris a enregistré une augmentation du nombre de missions demandées de 23% pour atteindre 727 missions demandées. Dans le même temps, les affaires enregistrent une croissance de 29% soit un montant de 404 affaires. Il est à noter qu'une affaire peut représenter plusieurs missions.

En 2022, le tribunal de commerce de Paris a majoritairement ouvert des procédures amiables concernant le rééchelonnement de remboursements d'emprunts bancaires (64%), les moratoires et remise de dettes sociales et fiscales (27%), et la recherche de nouveaux financements et nouveaux concours bancaires, dont PGE (26%).

Tribunal de commerce de Paris - Typologie des missions de procédures amiables

		Nb. missions ⁽¹⁾	En% du total ⁽²⁾
Moratoires et remises de dettes locatives	Dettes bailleur	52	13%
Moratoires et remises de dettes sociales et fiscales	Dettes publique	109	27%
Moratoires et remises de dettes autres : prud'homales, émanant de fournisseurs ou de créanciers obligataires	Dettes autres	50	12%
Rééchelonnement de remboursements d'emprunts bancaires	Emprunt	260	64%
Recherche de nouveaux financements et nouveaux concours bancaires, dont PGE (actuellement)	Financement	104	26%
Restructuration du passif - dette et capital - notamment en vue de LBO ou d'entrée de nouveaux investisseurs	Passif	5	1%
Résolution de litiges entre associés pouvant affecter la pérennité, notamment liés aux remboursements de comptes courants d'associés	Associés	30	7%
Sécurisation de contrats fournisseurs clés	Contrat	11	3%
Adossement à une entreprise plus importante pour des raisons financières, commerciales ou industrielles	Adossement	34	8%
Organisation de cessions d'actifs et/ou d'activités et/ou de filiales dans le cadre in bonis de la conciliation	Cession <i>in bonis</i>	22	5%
Organisation d'un prépack cession à finaliser en procédure collective	Prépack cession	5	1%
Autre ⁽³⁾	Autre	45	11%
Total affaires (hors rejets et désistements)		401	100%

Notes : (1) Possibilité qu'il y ait plusieurs missions par affaire (2) Le total est exprimé en fonction du total affaires (3) CICE, CIR, etc.
Source : tribunal de commerce de Paris

Tribunal de commerce de Paris – Typologie par taille d'entreprises

En 2022, 90% des procédures amiables ouvertes au tribunal de commerce de Paris sont des TPE et PME (189 TPE et 173 PME), qui ne concernent que 34% des salariés inclus dans ces procédures (12 424 salariés). En revanche seule une grande entreprise (effectif > 5 000) a ouvert une procédure amiable au tribunal

de commerce de Paris, et représente 32% de l'effectif concerné (11 871 salariés) par l'ensemble des procédures amiables ouvertes en 2022.

Les ETI représentent près de 34% des effectifs concernés en procédure amiable (12 729 salariés) et qui réalisent 37% du CA total des sociétés en procédures amiables et 13% du passif total.

Tribunal de commerce de Paris - Typologie des missions de procédures amiables

Définition selon effectifs		Nombre d'entreprises de la catégorie		Effectifs par catégorie			CA par catégorie (en M€)		
		Nb	% répart. des entreprises en prévention TCP	Nb de salariés	% du total	effectif moyen/entreprise	en M€	% du total	CA moyen/entreprise
TPE hors holdings	< 19	189	47%	1 198	3%	6,3	340	5%	1,8
PME	> 20 < 249	173	43%	11 226	30%	64,9	2 879	40%	16,6
ETI	> 250 < 4999	23	6%	12 729	34%	553,4	2 688	37%	116,9
GE	> 5000	1	0%	11 871	32%	11 871,0	1 053	15%	1 053,0
Holding	N/A	15	4%	42	0%	2,8	274	4%	18,3
Total		401	100,0%	37 066	100%	92,4	7 234	100%	18,0

Source : tribunal de commerce de Paris

Tribunal de commerce de Paris - Typologie des missions de procédures amiables, suite

Définition selon effectifs		Passif par catégorie (en M€)			
		en M€	% du total	passif moyen/entreprise	passif/CA
TPE hors holdings	< 19	919	16%	5	2,7
PME	> 20 < 249	1 588	27%	9	0,6
ETI	> 250 < 4999	750	13%	33	0,3
GE	> 5000	1 044	18%	1 044	1,0
Holding	N/A	1 570	27%	105	5,7
Total		5 871	100%	15	0,8

Source : tribunal de commerce de Paris

Procédures amiables au niveau national (CNAJMJ) – Analyse annuelle

L'évolution positive des procédures amiables constatées entre 2021 et 2022 se ressent également sur le territoire national. Au total, les procédures amiables enregistrées progressent de 28%, passant de 5 689 procédures à 7 259.

L'évolution des procédures est toutefois en deçà de celle observée précédemment (+36% sur la base de l'échantillon Deloitte regroupant 20 tribunaux de commerce, +31% sur la base des données au sein des tribunaux d'Île-de-France transmis par l'OCED).

Les ouvertures des mandats *ad hoc* ont progressé de 26% et les procédures de conciliations ont également augmenté de près de 32%.

Ces procédures concernent des entreprises de plus de 50 salariés dans 5% des cas en 2022 ce qui est en ligne avec la tendance observée en 2021. Il est également à noter que plus des 2/3 des entreprises concernées n'ont aucun salarié (70% en 2021 vs 65% en 2022).

Concernant, le nombre d'emplois menacés, il connaît en forte augmentation de 106% pour atteindre 192 789 salariés.

Cette hausse peut s'avérer très importante, mais le nombre de salariés concernés par ce type de procédure est en réalité très variable avec pour mémoire 74 543 en 2019 et 220 360 en 2020.

À noter que nous ne disposons pas cette année de données concernant le nombre d'emplois concernés par procédure.

Procédures amiables en France

	2021	2022	Var. 2022/2021	
			En val.	En%
Mandat <i>ad hoc</i>	3 829	4 809	980	26%
Conciliation	1 860	2 450	590	32%
Nombre de procédures	5 689	7 259	1 570	28%
Nombre d'emplois concernés	93 726	192 789	99 063	106%
Emplois concernés par procédure	16,5	26,6	10	61%

Source : Rapport annuel CNAJMJ

Procédures amiables en France - Nombre de procédures par an



Source : CNAJMJ

Procédures amiables au niveau national (CNAJM) – Analyse trimestrielle

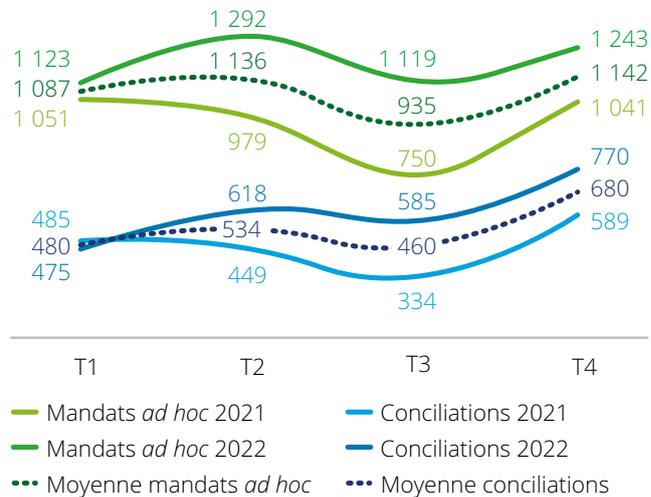
La hausse du nombre de procédures amiables est constatée à partir du T2 2022 avec un pic d'écart au T3 2022 par rapport au T3 2021 (+57%) du fait de l'évolution du nombre de mandats ad hoc (+49%) et des conciliations (+75%). Hors T3, l'augmentation du nombre de procédures sur l'année est en moyenne limitée à +20%. Cette année, nous ne disposons pas des données trimestrielles pour les emplois concernés.

Procédures amiables en France - nombre de procédures par trimestre

	2021	2022	Var. 2022/2021	
			En val.	En%
T1	1 051	1 123	72	7%
T2	979	1 292	313	32%
T3	750	1 119	369	49%
T4	1 041	1 243	202	19%
Mandat ad hoc	3 821	4 777	956	25%
T1	485	475	(10)	(2%)
T2	449	618	169	38%
T3	334	585	251	75%
T4	589	770	181	31%
Conciliations	1 857	2 448	591	32%
T1	1 536	1 598	62	4%
T2	1 428	1 910	482	34%
T3	1 084	1 704	620	57%
T4	1 630	2 013	383	23%
Nombre de procédures amiables	5 678	7 225	1 547	27%

Source : CNAJM - Remontées du 23 janvier 2023

Nombre de procédures amiables en France par trimestre



Note : Moyenne mobile par procédure entre 2021 et 2022
Source : CNAJM

Les procédures judiciaires

Entreprises et emplois menacés

Après une année 2021 ayant atteint un point bas historique en termes de nombre de défaillances d'entreprises, en lien avec la continuité des mesures de soutien mises en place avec la Covid-19 ainsi que les modifications du droit des entreprises en difficulté, l'année 2022 marque une augmentation significative du nombre de procédures judiciaires qui demeurent en deçà des seuils de 2019. En effet, les défaillances d'entreprises s'élevèrent à 42 514 en 2022, soit une augmentation de 50% par rapport à 2021. Le niveau de défaillance représente 82% de 2019, dernière année normative avant la crise de la Covid-19 et les mesures qui en ont découlé.

Sous l'angle des emplois menacés, l'augmentation est similaire à celle du nombre de procédures (+52%), ce qui induit un nombre d'emplois menacés par procédure relativement stable avec une moyenne de 3,4 en 2022, contre 3,3 en 2021. Par rapport à 2019, dernière année normative, les proportions sont similaires puisque les entreprises défaillantes et les emplois menacés en 2022 représentent tous deux 82% du niveau observé en 2019.

La hausse des défaillances d'entreprises concerne les trois types de procédures judiciaires, mais principalement le redressement judiciaire (+56%) et la sauvegarde (+54%). Les liquidations judiciaires directes quant à elles augmentent de 48%.

La part de chaque procédure collective dans le nombre total des défaillances reste très stable entre 2021 et 2022 avec comme seule variation une augmentation de 1% pour les redressements judiciaires compensée par une baisse de 1% pour les liquidations judiciaires directes. Le poids des procédures de sauvegarde reste stable à c.3%.

En revanche, la part d'emplois menacés par procédure varie significativement. En effet, les emplois menacés au sein des redressements judiciaires augmentent de 69% et représentent 42% du total des emplois menacés en 2022, contre 38% en 2021. Les emplois menacés au sein des sauvegardes et des liquidations judiciaires directes s'élevèrent respectivement à 10% (-3%) et 48% (-2%).

Ouvertures de procédures collectives (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	v.22/21	Part 21	Part 22
Sauvegardes	1 184	1 054	971	833	729	1 125	54%	3%	3%
Redressements judiciaires	16 472	16 359	15 875	8 030	6 504	10 132	56%	23%	24%
Liquidations judiciaires directes	37 519	37 214	35 156	23 321	21 138	31 257	48%	75%	74%
Total (entreprises)	55 175	54 627	52 002	32 184	28 371	42 514	50%	100%	100%
Sauvegardes	9 725	9 205	12 911	18 427	12 091	14 902	23%	13%	10%
Redressements judiciaires	76 402	76 321	83 022	64 632	35 397	59 893	69%	38%	42%
Liquidations judiciaires directes	85 540	80 149	77 887	47 718	46 700	68 592	47%	50%	48%
Total (emplois menacés)	171 667	165 675	173 820	130 777	94 188	143 387	52%	100%	100%
Sauvegardes	8,2	8,7	13,3	22,1	16,6	13,2	(20%)		
Redressements judiciaires	4,6	4,7	5,2	8,0	5,4	5,9	9%		
Liquidations judiciaires directes	2,3	2,2	2,2	2,0	2,2	2,2	(1%)		
Emplois menacés par procédure	3,1	3,0	3,3	4,1	3,3	3,4	2%		

Source : Altares/Deloitte

Procédures concernant les entreprises de plus de 1 000 salariés

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	v.22/21	Part 21	Part 22
Sauvegardes	-	1	1	2	2	2	-	67%	50%
Redressements judiciaires	2	3	2	5	1	2	100%	33%	50%
Liquidations judiciaires directes	-	1	-	-	-	-	n/a	-	-
Total (entreprises)	2	5	3	7	3	4	33%	100%	100%
Sauvegardes	-	1 000	1 659	8 131	6 084	3 538	(42%)	77%	45%
Redressements judiciaires	2 267	4 034	3 806	15 027	1 820	4 359	140%	23%	55%
Liquidations judiciaires directes	-	1 382	-	-	-	-	n/a	-	-
Total (emplois menacés)	2 267	6 416	5 465	23 158	7 904	7 897	(0%)	100%	100%
Emplois menacés en% du total	1%	4%	3%	18%	8%	6%			

Source : Altares/Deloitte

Au total, 4 entreprises de plus de 1 000 salariés sont rentrées en procédure judiciaire en 2022, vs 3 en 2021. Cette légère augmentation provient des 2 entreprises en redressement judiciaire en 2022, contre une seule en 2021. Ainsi, le nombre d'emplois menacés au sein des procédures de redressement judiciaires passe de 1 820 à 4 359 (+140%).

Cette hausse est compensée par la baisse des emplois menacés par les sauvegardes de 6 084 à 3 538 (-42%). Au total le nombre d'emplois menacés par les procédures concernant les entreprises de plus de 1 000 salariés reste stable à c.7 900.

À noter que les emplois menacés par les 2 procédures de sauvegarde des

entreprises de plus de 1 000 salariés représentent 24% des emplois menacés par les procédures de sauvegarde, contre 50% en 2021, illustrant clairement la poursuite de la tendance identifiée en 2021, de la réduction de la taille des entreprises ayant recours à une procédure de sauvegarde.

Ouvertures de procédures collectives (nombre d'entreprises et d'emplois menacés) - hors entités > 1 000 salariés

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	v.22/21	Part 21	Part 22
Sauvegardes	1 184	1 053	970	831	727	1 123	54%	3%	3%
Redressements judiciaires	16 470	16 356	15 873	8 025	6 503	10 130	56%	23%	24%
Liquidations judiciaires directes	37 519	37 213	35 156	23 321	21 138	31 257	48%	75%	74%
Total (entreprises)	55 173	54 622	51 999	32 177	28 368	42 510	50%	100%	100%
Sauvegardes	9 725	8 205	11 252	10 296	6 007	11 364	89%	7%	8%
Redressements judiciaires	74 135	72 287	79 216	49 605	33 577	55 534	65%	39%	41%
Liquidations judiciaires directes	85 540	78 767	77 887	47 718	46 700	68 592	47%	54%	51%
Total (emplois menacés)	169 400	159 259	168 355	107 619	86 284	135 490	57%	100%	100%
Sauvegardes	8,2	7,8	11,6	12,4	8,3	10,1	22%		
Redressements judiciaires	4,5	4,4	5,0	6,2	5,2	5,5	6%		
Liquidations judiciaires directes		2,1	2,2	2,0	2,2	2,2	(1%)		
Emplois menacés par procédure	3,1	2,9	3,2	3,3	3,0	3,2	5%		

Source : Altares/Deloitte

S'agissant des entreprises de moins de 1 000 salariés et étant donné qu'elles représentent la très grande majorité des défaillances, la tendance est identique à celle observée globalement.

Les procédures concernant les entreprises de plus de 1 000 salariés passent de 3 à 4 entre 2021 et 2022 portées par un redressement judiciaire supplémentaire. En revanche, la part des emplois menacés reste stable autour de 8 000, soit une moyenne de

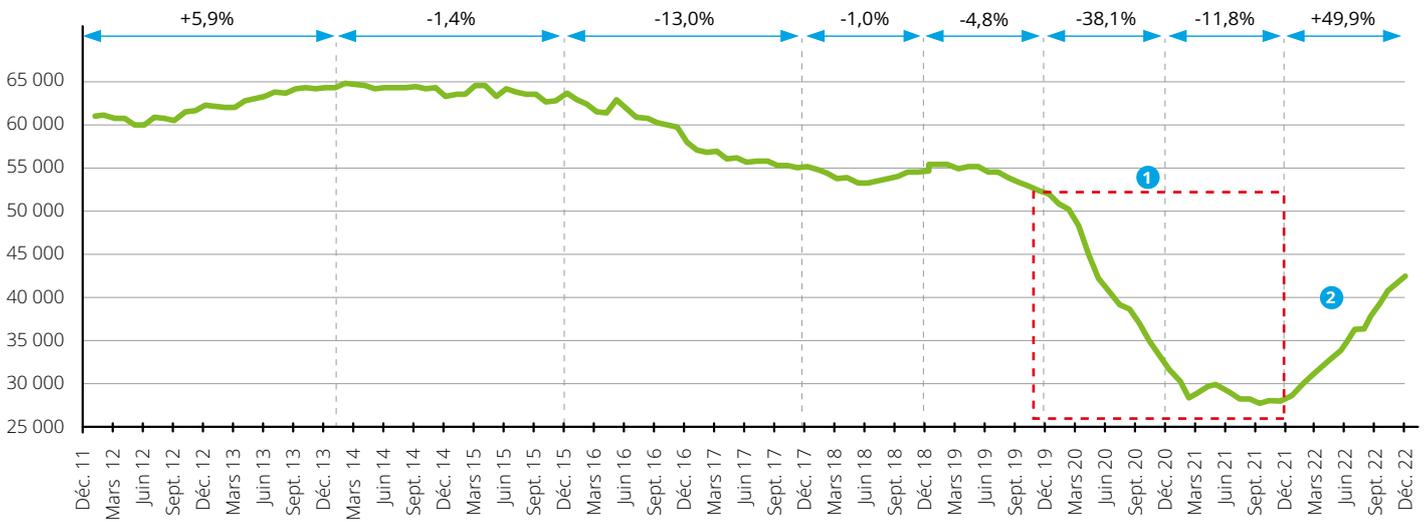
1 974 emplois menacés par procédure en 2022 vs 2 635 emplois menacés par procédure en 2021. Compte tenu du faible nombre de procédures concernant plus de 1 000 salariés, il est difficile d'en ressortir des tendances.

Evolution mensuelle sur 10 ans

1 Après une chute de 38,1% des défaillances sur l'année 2020, 2021 est marquée par une baisse de 11,8% entre fin décembre 2020 et fin décembre 2021.

2 L'année 2022 a été marquée par le retour à la hausse des défaillances d'entreprises (+49,9%) de manière quasiment continue sur toute la période pour atteindre 42 500 au 31 décembre.

Evolution mensuelle des défaillances depuis décembre 2011 (sauvegardes, RJ et LJ sur 12 mois glissants)



Source : Altares/Deloitte

Evolution par trimestre

Le nombre de défaillances augmente de 50% au niveau national par rapport à 2021.

Les défaillances sur l'année 2022 s'élèvent à 42 514 entreprises, à comparer aux 28 371 défaillances de 2021 et aux 32 184 défaillances de 2020.

L'analyse comparative des années 2021 et 2022 par trimestre fait ressortir différentes tendances :

- Le premier trimestre et le deuxième trimestre 2022 enregistrent une augmentation de 35% et 52% des défaillances principalement portées par la hausse des redressements judiciaires (+46% au T1 et +58% au T2) et des liquidations judiciaires (+33% au T1 et +50% au T2).

Néanmoins, les emplois menacés suivent la tendance de manière limitée au T1 avec une augmentation restreinte à 10% grâce à la baisse de -30% des emplois menacés par les sauvegardes. Au T2 la baisse de -9% des emplois menacés par les sauvegardes n'est pas suffisante pour endiguer l'augmentation de 96% des emplois menacés par les redressements judiciaires.

- Le troisième trimestre enregistre la hausse la plus significative des défaillances (+69%) et des emplois menacés (+96%). La tendance est à nouveau portée par les redressements judiciaires et liquidations judiciaires alors que les emplois menacés par les sauvegardes augmentent à nouveau (+80%).

- Le quatrième trimestre enregistre une augmentation de 48% des défaillances et 67% des emplois menacés. On note que la tendance concernant les sauvegardes s'est totalement inversée par rapport au début d'année avec une augmentation de 210% des emplois menacés.

Evolution par trimestre du nombre de défaillances et d'emplois menacés

	Nombre de défaillances					Nombre d'emplois menacés				
	T1	T2	T3	T4	Total	T1	T2	T3	T4	Total
Sauvegardes	189	172	171	197	729	6 473	2 342	1 484	1 792	12 091
Redressements judiciaires	1 581	1 591	1 404	1 928	6 504	10 984	6 863	7 592	9 958	35 397
Liquidations judiciaires	5 900	5 058	4 049	6 131	21 138	13 229	10 803	9 163	13 505	46 700
Total 2021	7 670	6 821	5 624	8 256	28 371	30 686	20 008	18 239	25 255	94 188
<i>Var. entre trimestres</i>	<i>n/a</i>	<i>(11,1%)</i>	<i>(17,5%)</i>	<i>46,8%</i>	<i>n/a</i>	<i>n/a</i>	<i>(34,8%)</i>	<i>(8,8%)</i>	<i>38,5%</i>	<i>n/a</i>
Sauvegardes	228	300	247	350	1 125	4 552	2 132	2 665	5 553	14 902
Redressements judiciaires	2 301	2 511	2 293	3 027	10 132	12 028	13 428	17 814	16 623	59 893
Liquidations judiciaires	7 834	7 571	6 973	8 879	31 257	17 065	16 302	15 332	19 893	68 592
Total 2022	10 363	10 382	9 513	12 256	42 514	33 645	31 862	35 811	42 069	143 387
<i>Var. entre trimestres</i>	<i>n/a</i>	<i>0,2%</i>	<i>(8,4%)</i>	<i>28,8%</i>	<i>n/a</i>	<i>n/a</i>	<i>(5,3%)</i>	<i>12,4%</i>	<i>17,5%</i>	<i>n/a</i>
Sauvegardes	39	128	76	153	396	(1 921)	(210)	1 181	3 761	2 811
Redressements judiciaires	720	920	889	1 099	3 628	1 044	6 565	10 222	6 665	24 496
Liquidations judiciaires	1 934	2 513	2 924	2 748	10 119	3 836	5 499	6 169	6 388	21 892
Var. 22/21 (en valeur)	2 693	3 561	3 889	4 000	14 143	2 959	11 854	17 572	16 814	49 199
Sauvegardes	21%	74%	44%	78%	54%	(30%)	(9%)	80%	210%	23%
Redressements judiciaires	46%	58%	63%	57%	56%	10%	96%	135%	67%	69%
Liquidations judiciaires	33%	50%	72%	45%	48%	29%	51%	67%	47%	47%
Var. 22/21 (en%)	35%	52%	69%	48%	50%	10%	59%	96%	67%	52%

Source : Altares/Deloitte

Les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés

En 2022, la tendance globale annuelle haussière (+50%) du nombre de procédures ouvertes s'explique par le nombre des entreprises de moins de 20 salariés qui représentent de manière stable 97% des procédures collectives. Cette hausse globale se traduit par une augmentation plus importante des défaillances de sociétés de plus de 20 salariés (+76% en 2022) que celle des sociétés de moins de 20 salariés (+49% en 2022).

La répartition des ouvertures entre les procédures de moins ou plus de 20 salariés reste historiquement très stable entre 2017 à 2022, à c.97% (< 20 salariés) et c.3% (> 20 salariés).

Le nombre d'emplois menacés par les entreprises de moins de 20 salariés, représentant 57,3% des emplois menacés, augmente de 53,3% en 2022. La tendance est similaire pour les sociétés de plus de 20 salariés : le nombre d'emplois menacés (42,7% du total) est en augmentation de 50,8% au global (avec +70,5% pour les procédures de redressements judiciaires).

La répartition des emplois menacés entre les procédures de moins ou plus de 20 salariés, historiquement à 63% de moyenne sur la période 2016 à 2019, qui s'était inversée sur l'année 2020 (58,5% des emplois menacés par les procédures collectives étaient alors représentés par les entreprises de plus de 20 salariés) avait retrouvé en 2021 un niveau en lien avec l'historique. L'année 2022 confirme le retour à la tendance historique : 57,3% des emplois menacés concernent des entreprises de moins de 20 salariés.

Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés, en nombre de procédures et d'emplois menacés

	2017			2018			2019			2020		
	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total
Sauvegardes	1 072	112	1 184	943	111	1 054	856	115	971	716	117	833
Redressements judiciaires	15 746	726	16 472	15 611	748	16 359	15 125	750	15 875	7 515	515	8 030
Liquidations judiciaires	37 101	418	37 519	36 789	425	37 214	34 757	399	35 156	23 035	286	23 321
Total (entreprises)	53 919	1 256	55 175	53 343	1 284	54 627	50 738	1 264	52 002	31 266	918	32 184
<i>En% du total</i>	<i>97,7%</i>	<i>2,3%</i>	<i>100,0%</i>	<i>97,6%</i>	<i>2,4%</i>	<i>100,0%</i>	<i>97,6%</i>	<i>2,4%</i>	<i>100,0%</i>	<i>97,1%</i>	<i>2,9%</i>	<i>100,0%</i>
Sauvegardes	3 406	6 319	9 725	3 080	6 125	9 205	2 897	10 014	12 911	2 271	16 156	18 427
Redressements judiciaires	37 992	38 410	76 402	36 036	40 285	76 321	34 475	48 547	83 022	16 170	48 462	64 632
Liquidations judiciaires	72 542	12 998	85 540	63 773	16 376	80 149	63 449	14 438	77 887	35 771	11 947	47 718
Total (emplois menacés)	113 940	57 727	171 667	102 889	62 786	165 675	100 821	72 999	173 820	54 212	76 565	130 777
<i>En% du total</i>	<i>66,4%</i>	<i>33,6%</i>	<i>100,0%</i>	<i>62,1%</i>	<i>37,9%</i>	<i>100,0%</i>	<i>58,0%</i>	<i>42,0%</i>	<i>100,0%</i>	<i>41,5%</i>	<i>58,5%</i>	<i>100,0%</i>
Sauvegardes	3,2	56,4	8,2	3,3	55,2	8,7	3,4	87,1	13,3	3,2	138,1	22,1
Redressements judiciaires	2,4	52,9	4,6	2,3	53,9	4,7	2,3	64,7	5,2	2,2	94,1	8,0
Liquidations judiciaires	2,0	31,1	2,3	1,7	38,5	2,2	1,8	36,2	2,2	1,6	41,8	2,0
Total (effectif moyen par procédure)	2,1	46,0	3,1	1,9	48,9	3,0	2,0	57,8	3,3	1,7	83,4	4,1

Source : Altares/Deloitte

L'effectif moyen par procédure, qui s'établissait en 2021 à 1,9 salarié pour les entreprises de moins de 20 salariés et 58,4 pour les entreprises de plus de 20 salariés, a connu lors de l'exercice 2022 (i) une légère augmentation en passant à 2,0 pour les sociétés de moins de 20 salariés et (ii) une baisse significative pour les sociétés de plus de 20 salariés (en passant à 50 salariés), soit une variation de -14% par rapport à 2021.

Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés, en nombre de procédures et d'emplois menacés, suite

	2021			2022			Var. 22/21 (< 20)		Var. 22/21 (> 20)	
							En val.	En%	En val.	En%
Sauvegardes	649	80	729	982	143	1 125	333	51%	63	79%
Redressements judiciaires	6 164	340	6 504	9 470	662	10 132	3 306	54%	322	95%
Liquidations judiciaires	20 863	275	21 138	30 841	416	31 257	9 978	48%	141	51%
Total (entreprises)	27 676	695	28 371	41 293	1 221	42 514	13 617	49%	526	76%
<i>En% du total</i>	<i>97,6%</i>	<i>2,4%</i>	<i>100,0%</i>	<i>97,1%</i>	<i>2,9%</i>	<i>100,0%</i>				
Sauvegardes	2 017	10 074	12 091	3 260	11 642	14 902	1 243	62%	1 568	16%
Redressements judiciaires	14 431	20 966	35 397	24 156	35 737	59 893	9 725	67%	14 771	70%
Liquidations judiciaires	37 160	9 540	46 700	54 774	13 818	68 592	17 614	47%	4 278	45%
Total (emplois menacés)	53 608	40 580	94 188	82 190	61 197	143 387	28 582	53%	20 617	51%
<i>En% du total</i>	<i>56,9%</i>	<i>43,1%</i>	<i>100,0%</i>	<i>57,3%</i>	<i>42,7%</i>	<i>100,0%</i>				-
Sauvegardes	3,1	125,9	16,6	3,3	81,4	13,2	0,2	7%	(44,5)	(35%)
Redressements judiciaires	2,3	61,7	5,4	2,6	54,0	5,9	0,2	9%	(7,7)	(12%)
Liquidations judiciaires	1,8	34,7	2,2	1,8	33,2	2,2	(0,0)	(0%)	(1,5)	(4%)
Total (effectif moyen par procédure)	1,9	58,4	3,3	2,0	50,1	3,4	0,1	3%	(8,3)	(14%)

Source : Altares/Deloitte

La part d'emplois menacés concernant les entreprises de plus de 20 salariés est stable en 2022 (baisse de -0,4 pt) et s'établit à 42,7%, en phase avec la moyenne 2017-2022 (43%), et supérieure à la période 2017-2019 (37,8%). Par rapport à 2021, la baisse des sauvegardes (-5,2 pts) et des liquidations judiciaires (-0,3 pt) est compensée par l'augmentation des redressements judiciaires (+0,4 pt).

Cette diminution de la part d'emplois menacés concernant les entreprises de plus de 20 salariés, et ce retour à un niveau comparable avec l'année 2019, s'explique principalement par une année 2020 caractérisée par l'ouverture de procédures collectives au bénéfice de 7 entreprises de plus de 1 000 salariés (vs 3 et 4 entreprises respectivement en 2021 et 2022) et représentant un effectif cumulé de 7 904 et 7 897 salariés respectivement en 2021 et 2022 (vs 23 158 salariés en 2020).

La part des emplois menacés par les procédures au bénéfice d'entreprises de plus de 20 salariés sur le total des défaillances (hors effectif de plus de 1 000 salariés) s'établit à 36,6% en 2022, un chiffre en croissance (+1,9 pt) par rapport à 2021.

Concernant les procédures de sauvegarde, nous avons noté en 2021, une baisse considérable du poids des emplois menacés par les procédures de sauvegarde de plus de 20 salariés (hors procédure de > 1 000 salariés) d'environ 11 points en raison des 2 procédures de sauvegarde de grande ampleur concernant un cumul de 6 084 emplois. Ce chiffre en 2022 enregistre une hausse de 21 pts pour atteindre 54,4% et se rapproche de la moyenne 2017-2020.

Ratio défaillances pour les entreprises de plus de 20 salariés sur les défaillances totales

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	v. 22/21
Sauvegardes	9,5%	10,5%	11,8%	14,0%	11,0%	12,7%	1,7 pts
Redressements judiciaires	4,4%	4,6%	4,7%	6,4%	5,2%	6,5%	1,3 pts
Liquidations judiciaires directes	1,1%	1,1%	1,1%	1,2%	1,3%	1,3%	0,0 pts
Total (entreprises)	2,3%	2,4%	2,4%	2,9%	2,4%	2,9%	0,4 pts
Sauvegardes	65,0%	66,5%	77,6%	87,7%	83,3%	78,1%	(5,2 pts)
Redressements judiciaires	50,3%	52,8%	58,5%	75,0%	59,2%	59,7%	0,4 pts
Liquidations judiciaires directes	15,2%	20,4%	18,5%	25,0%	20,4%	20,1%	(0,3 pts)
Total (emplois menacés)	33,6%	37,9%	42,0%	58,5%	43,1%	42,7%	(0,4 pts)

Source : Altares

Part des emplois menacés par les procédures de plus de 20 salariés (en% du total des emplois menacés)



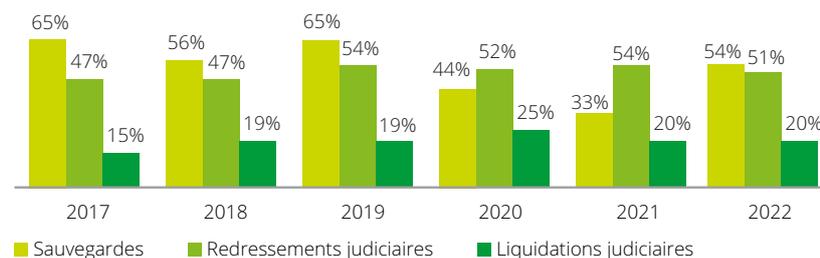
Source : Altares

Ratio défaillances pour les entreprises de >20 salariés sur les défaillances totales (hors effectif > 1 000)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	v. 22/21
Sauvegardes	9,5%	10,4%	11,7%	13,8%	10,7%	12,5%	1,8pts
Redressements judiciaires	4,4%	4,6%	4,7%	6,4%	5,2%	6,5%	1,3pts
Liquidations judiciaires directes	1,1%	1,1%	1,1%	1,2%	1,3%	1,3%	0,0pts
Total (entreprises)	2,3%	2,3%	2,4%	2,8%	2,4%	2,9%	0,4pts
Sauvegardes	65,0%	55,7%	64,7%	43,6%	33,0%	54,4%	21,4pts
Redressements judiciaires	47,3%	47,5%	53,9%	51,7%	54,1%	51,0%	(3,1pts)
Liquidations judiciaires directes	15,2%	18,7%	18,5%	25,0%	20,4%	20,1%	(0,3pts)
Total (emplois menacés)	32,3%	34,0%	38,9%	40,8%	34,7%	36,6%	1,9pts

Source : Altares

Part des emplois menacés par les procédures de plus de 20 salariés par type de procédures (hors procédure de >1 000 salariés) (en% du total des emplois menacés)



Source : Altares

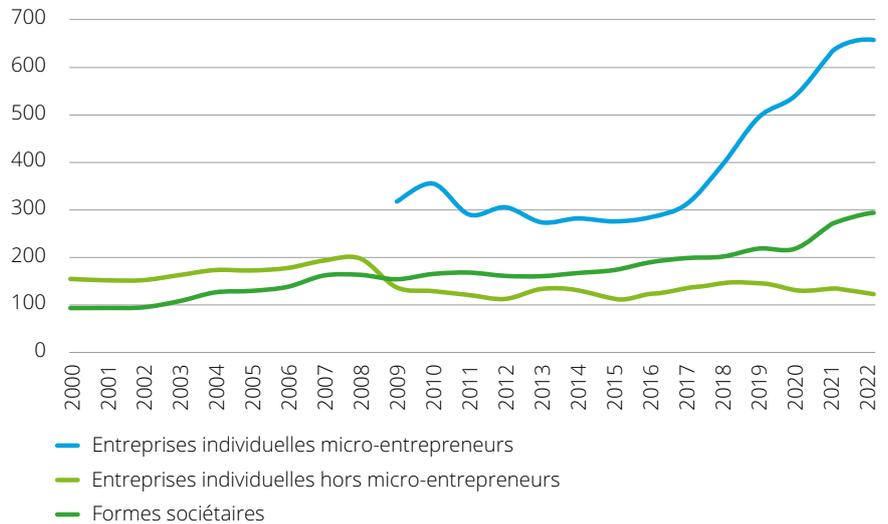
Les défaillances d'entreprises au regard des créations d'entreprises

Les défaillances d'entreprises augmentent nettement en 2022 (+50%) alors que les créations d'entreprises poursuivent leur progression.

En effet, les créations d'entreprises sont en hausse de 2% sur 2022 avec environ 1 072 000 entreprises nouvelles (contre environ 1 051 000 en 2021), portées majoritairement par les entreprises individuelles micro-entrepreneurs (656 400, +2,7%).

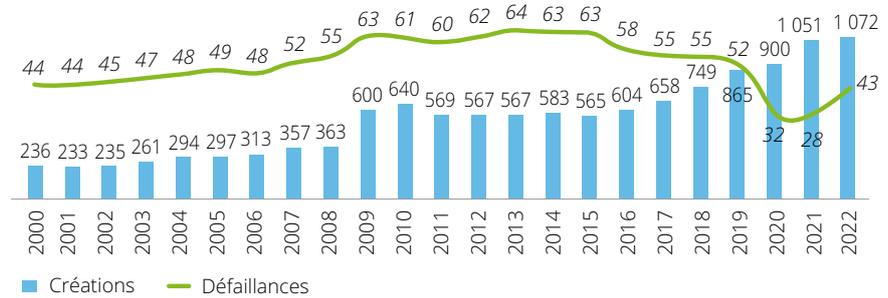
Le taux de défaillances rapporté aux créations d'entreprises marque une nette progression pour atteindre un niveau de 4,0%, supérieur à 2021 (2,7%), mais inférieur à 2019 (6,0%), après trois années consécutives de baisse. Concrètement cela signifie que pour une entreprise défaillante, 25 autres seront créées (contre 37 en 2021).

Créations d'entreprises 2000-2022 (entreprises individuelles ou formes sociétaires)



Source : Insee

Evolution du nombre de créations d'entreprises au regard du nombre de défaillances (en milliers)



Source : Insee

Part de défaillances dans les créations d'entreprises (en%)



Source : Insee

Taux de défaillances

Nous n'avons pas pu obtenir de données plus récentes concernant les stocks d'entreprise au 31 décembre 2022.

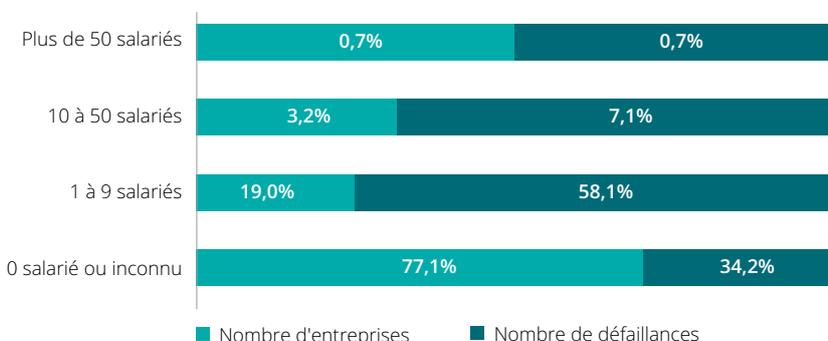
Comme les années précédentes, les entreprises les plus vulnérables sont les entreprises employant entre 1 et 9 salariés (avec un taux de défaillances de 2%). Ensuite, les sociétés comptant de 10 à 50 salariés sont impactées avec un taux de défaillance de 1,6% et enfin les structures ayant plus de 50 salariés (0,8%). Les entreprises avec un effectif inférieur à 10 salariés représentent 96% du stock d'entreprises et 92% des défaillances.

Stock d'entreprises par tranche d'effectifs au 31 décembre 2020

	2017	2018	2019	2020
0 salarié ou inconnu	3 152 007	3 522 163	3 516 871	4 352 781
1 à 9 salariés	1 042 776	1 229 302	1 227 455	1 074 286
10 à 50 salariés	172 033	208 127	207 814	183 414
plus de 50 salariés	32 652	41 055	40 993	37 052
Total	4 399 468	5 000 647	4 993 133	5 647 533

Note : les dernières statistiques Insee relatives au stock d'entreprises, au global, sont disponibles au 31/12/2020.
Source : Insee

Comparaison du stock d'entreprises (2020) et de défaillances (2022) par tranche d'effectif



Note : le nombre de défaillances est celui de l'année 2021 et le stock d'entreprises de l'année 2020.
Source : Altares/Insee

Historique du taux de défaillances

	Nombre de défaillances						Taux de défaillances					
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
0 salarié ou inconnu	12 970	5 378	13 908	8 968	8 811	14 522	0,4%	0,2%	0,4%	0,3%	0,2%	0,3%
1 à 9 salariés	38 840	45 810	34 924	21 040	17 682	24 685	3,7%	3,7%	2,8%	1,7%	1,6%	2,3%
10 à 50 salariés	3 070	3 134	2 822	1 887	1 691	3 022	1,8%	1,5%	1,4%	0,9%	0,9%	1,6%
plus de 50 salariés	295	305	348	289	187	285	0,9%	0,7%	0,8%	0,7%	0,5%	0,8%
Total	55 175	54 627	52 002	32 184	28 371	42 514	1,3%	1,1%	1,0%	0,6%	0,5%	0,8%

Note * : à la date de nos travaux, le stock d'entreprises le plus récent disponible est celui au 31/12/2020. Le taux de défaillances 2022 a donc été calculé sur la base des défaillances 2022 et le stock d'entreprises de l'année 2020.

Source : Altares/Insee

Répartition du nombre de procédures et d'emplois menacés par tranche d'effectif

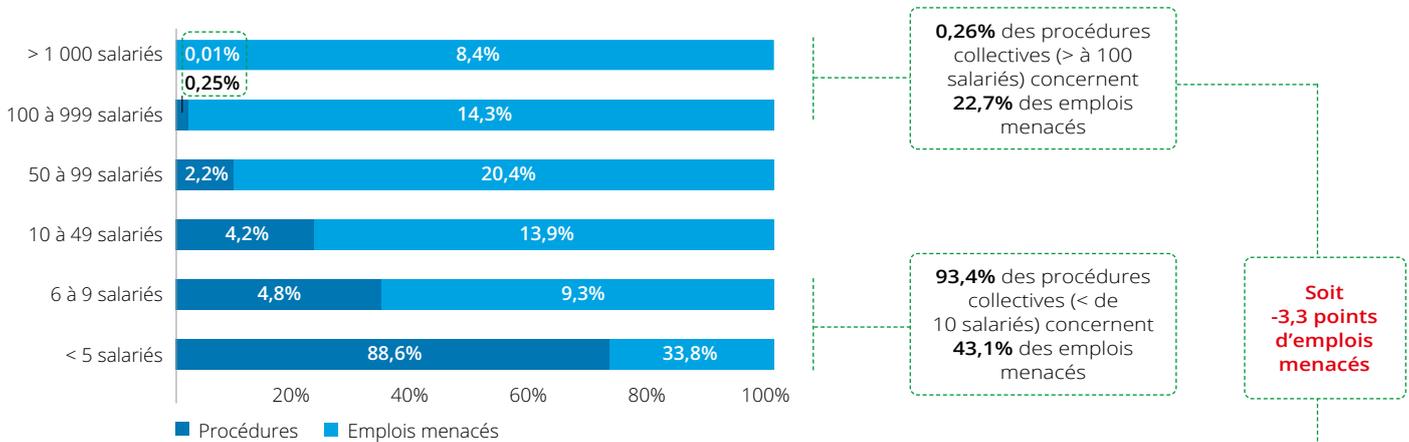
L'année 2022 a été marquée par 96 procédures collectives de sociétés avec un effectif supérieur à 100 salariés, dont :

- 5 procédures collectives, Aciam, Scopelec (sauvegarde puis redressement judiciaire) et Place du marché (sauvegarde puis redressement judiciaire) avec un effectif supérieur à 1 000 salariés.

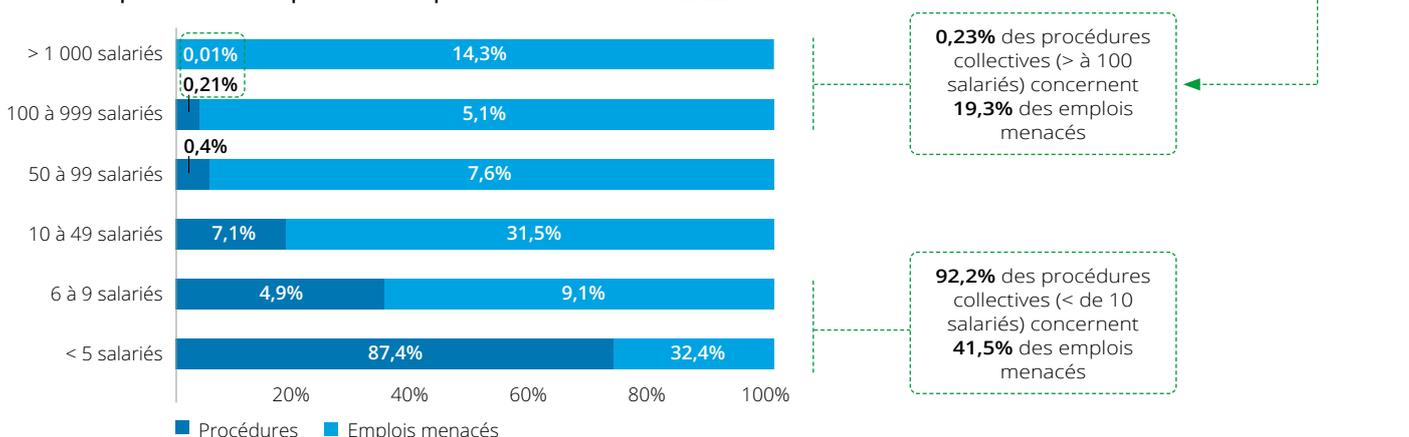
- 7 procédures collectives, pour la tranche 500-999 salariés ;
- 18 procédures collectives, pour la tranche 250-499 salariés ; et
- 66 procédures collectives, pour la tranche 100-249 salariés.

Ces 96 défaillances, qui représentent 0,23% des procédures collectives de l'année 2022 et 19,3% des emplois menacés, ont engendré une baisse d'environ 3 pts du poids des emplois menacés par les procédures de plus de 100 salariés, qui passe de 22,7% en 2021 à 19,3% en 2022. Cette baisse est principalement portée par le segment des entreprises de plus de 1 000 salariés, avec une baisse de 3,2 pts.

Nombre de procédures et emplois menacés par tranches d'effectif en 2021



Nombre de procédures et emplois menacés par tranches d'effectif en 2022



Avec une augmentation de 2,9 points du nombre de procédures de 10 à 49 salariés, le poids des emplois menacés par ces procédures a fortement augmenté pour passer de 13,9% à 31,5%.

Grille de lecture : à titre d'exemple, en 2022, 0,01% des procédures collectives concernaient des entreprises avec un effectif supérieur à 1 000 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures atteignait 14,3% du total des emplois menacés. Si en 2021 ces entreprises représentaient environ le même pourcentage des ouvertures (0,01%), elles représentaient seulement 8,4% du total des emplois menacés (soit +5,9 pts entre 2021 et 2022).

Analyse détaillée par tranche d'effectif

62% des procédures collectives concernent les entreprises de moins de 3 salariés.

L'augmentation globale de 49,9% du nombre de procédures ouvertes en 2022 (+14 143 procédures) implique une augmentation de 52,2% des emplois menacés au total. L'augmentation du nombre de procédures collectives ouvertes au bénéfice d'entreprises de moins de 20 salariés atteint 49,2%. Compte tenu du poids de cette tranche d'effectif (97%), l'augmentation globale du nombre de procédures judiciaires ouvertes en 2022 (+49,9%) est en ligne avec la variation observée au niveau de la catégorie d'entreprises précitée (+49,2%). Les emplois menacés dans les entreprises comptant moins de 20 salariés et celles comptant entre 20 et 499 salariés sont en augmentation de c.53% dans chacune de ces catégories. Ils sont en augmentation de 43,6% dans les entreprises de plus de 500 salariés dont le poids est moins important (9%).

Au global, le nombre d'emplois menacés est en augmentation dans la totalité des tranches.

Enfin, l'analyse de l'évolution de l'effectif moyen par procédure entre 2021 et 2022 fait ressortir une hausse relativement limitée à +2,8% pour les entreprises de moins de 20 salariés (portée par les entreprises de moins de 3 salariés), une baisse de -12,7% pour les sociétés avec un effectif de 20 à 499 salariés et une baisse de -40,2% pour les entreprises de plus de 500 salariés.

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'entreprises

	2021				2022			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	48	397	1 865	2 310	68	902	4 276	5 246
0 à 2	353	4 128	14 846	19 327	526	5 628	20 143	26 297
3 à 5	123	814	2 550	3 487	171	1 448	3 982	5 601
6 à 9	59	393	917	1 369	83	672	1 308	2 063
10 à 19	66	432	685	1 183	134	820	1 132	2 086
< 20 salariés	649	6 164	20 863	27 676	982	9 470	30 841	41 293
20 à 49	41	232	235	508	104	474	358	936
50 à 99	26	59	28	113	23	126	40	189
100 à 249	11	37	7	55	8	45	13	66
250 à 499	-	9	5	14	3	11	4	18
20 à 499	78	337	275	690	138	656	415	1 209
500 à 999	-	2	-	2	3	3	1	7
1 000 à 4 999	2	1	-	3	2	3	-	5
> 500	2	3	-	5	5	6	1	12
Total	729	6 504	21 138	28 371	1 125	10 132	31 257	42 514

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'entreprises, suite

	Var. 2022/2021 (en valeur)				Var. 2022/2021 (en%)				Poids		
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2021	2022	Var.
Inconnu	20	505	2 411	2 936	41,7%	127,2%	129,3%	127,1%	8%	12%	4,2pts
0 à 2	173	1 500	5 297	6 970	49,0%	36,3%	35,7%	36,1%	68%	62%	(6,3pts)
3 à 5	48	634	1 432	2 114	39,0%	77,9%	56,2%	60,6%	12%	13%	0,9pts
6 à 9	24	279	391	694	40,7%	71,0%	42,6%	50,7%	5%	5%	0,0pts
10 à 19	68	388	447	903	103,0%	89,8%	65,3%	76,3%	4%	5%	0,7pts
< 20 salariés	333	3 306	9 978	13 617	51,3%	53,6%	47,8%	49,2%	98%	97%	(0,4pts)
20 à 49	63	242	123	428	153,7%	104,3%	52,3%	84,3%	2%	2%	0,4pts
50 à 99	(3)	67	12	76	(11,5%)	113,6%	42,9%	67,3%	0%	0%	0,0pts
100 à 249	(3)	8	6	11	(27,3%)	21,6%	85,7%	20,0%	0%	0%	(0,0pts)
250 à 499	3	2	(1)	4	-	22,2%	(20,0%)	28,6%	0%	0%	(0,0pts)
20 à 499	60	319	140	519	76,9%	94,7%	50,9%	75,2%	2%	3%	0,4pts
500 à 999	3	1	1	5	-	50,0%	-	250,0%	0%	0%	0,0pts
1 000 à 4 999	-	2	-	2	-	200,0%	-	66,7%	0%	0%	0,0pts
> 500	3	3	1	7	150,0%	100,0%	-	140,0%	0%	0%	0,0pts
Total	396	3 628	10 119	14 143	54,3%	55,8%	47,9%	49,9%	100%	100%	-

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'emplois menacés

	2021				2022			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	-	-	-	-	11	34	45
0 à 2	373	4 269	15 385	20 027	561	5 860	21 058	27 479
3 à 5	444	2 787	8 545	11 776	623	4 919	13 422	18 964
6 à 9	396	2 541	5 803	8 740	543	4 270	8 225	13 038
10 à 19	804	4 834	7 427	13 065	1 533	9 096	12 035	22 664
< 20 salariés	2 017	14 431	37 160	53 608	3 260	24 156	54 774	82 190
20 à 49	1 019	5 652	5 511	12 182	2 544	11 949	8 054	22 547
50 à 99	1 750	3 675	1 630	7 055	1 432	7 321	2 164	10 917
100 à 249	1 221	5 688	1 068	7 977	1 369	6 000	1 764	9 133
250 à 499	-	2 859	1 331	4 190	880	3 208	1 336	5 424
20 à 499	3 990	17 874	9 540	31 404	6 225	28 478	13 318	48 021
500 à 999	-	1 272	-	1 272	1 879	2 083	500	4 462
1 000 à 4 999	6 084	1 820	-	7 904	3 538	5 176	-	8 714
> 500	6 084	3 092	-	9 176	5 417	7 259	500	13 176
Total	12 091	35 397	46 700	94 188	14 902	59 893	68 592	143 387

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'emplois menacés, suite

	Var. 2022/2021 (en valeur)				Var. 2022/2021 (en%)				Poids		
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2021	2022	Var.
Inconnu	-	11	34	45	-	-	-	-		0%	0,0pts
0 à 2	188	1 591	5 673	7 452	50,4%	37,3%	36,9%	37,2%	21%	19%	(2,1pts)
3 à 5	179	2 132	4 877	7 188	40,3%	76,5%	57,1%	61,0%	13%	13%	0,7pts
6 à 9	147	1 729	2 422	4 298	37,1%	68,0%	41,7%	49,2%	9%	9%	(0,2pts)
10 à 19	729	4 262	4 608	9 599	90,7%	88,2%	62,0%	73,5%	14%	16%	1,9pts
< 20 salariés	1 243	9 725	17 614	28 582	61,6%	67,4%	47,4%	53,3%	57%	57%	0,4pts
20 à 49	1 525	6 297	2 543	10 365	149,7%	111,4%	46,1%	85,1%	13%	16%	2,8pts
50 à 99	(318)	3 646	534	3 862	(18,2%)	99,2%	32,8%	54,7%	7%	8%	0,1pts
100 à 249	148	312	696	1 156	12,1%	5,5%	65,2%	14,5%	8%	6%	(2,1pts)
250 à 499	880	349	5	1 234	-	12,2%	0,4%	29,5%	4%	4%	(0,7pts)
20 à 499	2 235	10 604	3 778	16 617	56,0%	59,3%	39,6%	52,9%	33%	33%	0,1pts
500 à 999	1 879	811	500	3 190	-	63,8%	-	250,8%	1%	3%	1,8pts
1 000 à 4 999	(2 546)	3 356	-	810	(41,8%)	184,4%	-	10,2%	8%	6%	(2,3pts)
> 500	(667)	4 167	500	4 000	(11,0%)	134,8%	-	43,6%	10%	9%	(0,6pts)
Total	2 811	24 496	21 892	49 199	23,2%	69,2%	46,9%	52,2%	100%	100%	-

Source : Altares/Deloitte

Effectif moyen par procédure (au global et hors procédures de plus de 1 000 salariés)

L'augmentation du nombre de procédures collectives ouvertes en 2022 (+49,9%) est accompagnée d'une augmentation de 1,6% de l'effectif moyen par procédure. Le nombre d'emplois menacés augmente, au global, par rapport à l'année dernière avec 3,4 emplois menacés par procédure (vs 3,3 en 2021). Cette augmentation est hétérogène en termes de nombre de salariés. L'effectif moyen des entreprises de moins de 20 salariés augmente de 2,8% alors que dans le même temps l'effectif moyen des entreprises en 20 et 499 salariés, et plus de 500 salariés diminuent respectivement de 12,7% et 40,2%.

Cette augmentation s'explique principalement par les procédures de redressement judiciaire. Bien qu'elles ne représentent que 23,8% du poids des ouvertures de procédures collectives, elles représentent 41,8% des emplois menacés, ces dernières ont significativement augmenté en 2022 en nombre d'ouvertures (+69%). Leurs effectifs moyens par ouverture s'établissent à 5,9, représentant une augmentation de +8,6%.

Les procédures de liquidation judiciaires font ressortir un nombre stable d'emplois menacés par procédure avoisinant les 2 salariés. Les procédures de sauvegarde quant à elles ne représentent que c.3% des procédures collectives pour c.10% des emplois menacés. L'effectif moyen des emplois menacés (hors entreprises de plus de 500 salariés) demeure stable autour de 8,5 (croissance de 2,5% sur l'exercice).

Effectif moyen par ouverture (par tranche d'effectif)

	2021				2022			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0
0 à 2	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0
3 à 5	3,6	3,4	3,4	3,4	3,6	3,4	3,4	3,4
6 à 9	6,7	6,5	6,3	6,4	6,5	6,4	6,3	6,3
10 à 19	12,2	11,2	10,8	11,0	11,4	11,1	10,6	10,9
< 20 salariés	3,1	2,3	1,8	1,9	3,3	2,6	1,8	2,0
20 à 49	24,9	24,4	23,5	24,0	24,5	25,2	22,5	24,1
50 à 99	67,3	62,3	58,2	62,4	62,3	58,1	54,1	57,8
100 à 249	111,0	153,7	152,6	145,0	171,1	133,3	135,7	138,4
250 à 499	-	317,7	266,2	299,3	293,3	291,6	334,0	301,3
20 à 499	51,2	53,0	34,7	45,5	45,1	43,4	32,1	39,7
500 à 999	-	636,0	-	636,0	626,3	694,3	500,0	637,4
1 000 à 4 999	3 042,0	1 820,0	-	2 634,7	1 769,0	1 725,3	-	1 742,8
> 500	3 042,0	1 030,7	-	1 835,2	1 083,4	1 209,8	500,0	1 098,0
Total	16,6	5,4	2,2	3,3	13,2	5,9	2,2	3,4

Source : Altares/Deloitte

Effectif moyen par ouverture (par tranche d'effectif), suite

	Var. 2022/2021 (en valeur)				Var. 2022/2021 (en%)			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	0	0	0	-	-	-	-
0 à 2	0	0	0	0	0,9%	0,7%	0,9%	0,8%
3 à 5	0	(0)	0	0	0,9%	(0,8%)	0,6%	0,3%
6 à 9	(0)	(0)	(0)	(0)	(2,5%)	(1,7%)	(0,6%)	(1,0%)
10 à 19	(1)	(0)	(0)	(0)	(6,1%)	(0,9%)	(1,9%)	(1,6%)
< 20 salariés	0	0	(0)	0	6,8%	9,0%	(0,3%)	2,8%
20 à 49	(0)	1	(1)	0	(1,6%)	3,5%	(4,1%)	0,5%
50 à 99	(5)	(4)	(4)	(5)	(7,5%)	(6,7%)	(7,1%)	(7,5%)
100 à 249	60	(20)	(17)	(7)	54,2%	(13,3%)	(11,1%)	(4,6%)
250 à 499	293	(26)	68	2	-	(8,2%)	25,5%	0,7%
20 à 499	(6)	(10)	(3)	(6)	(11,8%)	(18,2%)	(7,5%)	(12,7%)
500 à 999	626	58	500	1	-	9,2%	-	0,2%
1 000 à 4 999	(1 273)	(95)	-	(892)	(41,8%)	(5,2%)	-	(33,9%)
> 500	(1 959)	179	500	(737)	(64,4%)	17,4%	-	(40,2%)
Total	(3)	0	(0)	0	(20,1%)	8,6%	(0,7%)	1,6%

Source : Altares/Deloitte

Procédures - Effectif > 1 000 salariés

	Procédure	Mois	CA m€	Effectif	Effectif moyen	Nombre
FLUNCH	SVG	2021-01	212	5 000		1
OFFICE DEPOT FRANCE	RJ	2021-02	346	1 820		1
APPART'CITY	SVG	2021-04	110	1 084		1
Total 2021			558	7 904	2 635	3
ACIAM	RJ	2022-08		2 574		1
SCOPELEC	SVG	2022-03	429	1 785		1
SCOPELEC	RJ	2022-09	429	nc		1
PLACE DU MARCHE	SVG	2022-11	232	1 753		1
PLACE DU MARCHE	RJ	2022-11	232	nc		1
Total 2022			1 089	8 714	1 743	5

Source : Altares/Deloitte

Effectif moyen par ouverture (par tranche d'effectif) - hors entreprises de plus de 1 000 salariés

	2021				2022			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0
0 à 2	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0
3 à 5	3,6	3,4	3,4	3,4	3,6	3,4	3,4	3,4
6 à 9	6,7	6,5	6,3	6,4	6,5	6,4	6,3	6,3
10 à 19	12,2	11,2	10,8	11,0	11,4	11,1	10,6	10,9
< 20 salariés	3,1	2,3	1,8	1,9	3,3	2,6	1,8	2,0
20 à 49	24,9	24,4	23,5	24,0	24,5	25,2	22,5	24,1
50 à 99	67,3	62,3	58,2	62,4	62,3	58,1	54,1	57,8
100 à 249	111,0	153,7	152,6	145,0	171,1	133,3	135,7	138,4
250 à 499	-	317,7	266,2	299,3	293,3	291,6	334,0	301,3
20 à 499	51,2	53,0	34,7	45,5	45,1	43,4	32,1	39,7
500 à 999	-	636,0	-	636,0	626,3	694,3	500,0	637,4
1 000 à 4 999	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
> 500	-	636,0	-	636,0	626,3	694,3	500,0	637,4
Total	8,3	5,2	2,2	3,0	10,1	5,4	2,2	3,2

Source : Altares/Deloitte

Point d'attention

La catégorie « inconnu » correspond à la publication confidentielle des comptes et est classé par convention dans les entreprises < 20 salariés.

Effectif moyen par ouverture (par tranche d'effectif) - hors entreprises de plus de 1 000 salariés, suite

	Var. 2022/2021 (en valeur)				Var. 2022/2021 (en%)			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	0	0	0	-	-	-	-
0 à 2	0	0	0	0	0,9%	0,7%	0,9%	0,8%
3 à 5	0	(0)	0	0	0,9%	(0,8%)	0,6%	0,3%
6 à 9	(0)	(0)	(0)	(0)	(2,5%)	(1,7%)	(0,6%)	(1,0%)
10 à 19	(1)	(0)	(0)	(0)	(6,1%)	(0,9%)	(1,9%)	(1,6%)
< 20 salariés	0	0	(0)	0	6,8%	9,0%	(0,3%)	2,8%
20 à 49	(0)	1	(1)	0	(1,6%)	3,5%	(4,1%)	0,5%
50 à 99	(5)	(4)	(4)	(5)	(7,5%)	(6,7%)	(7,1%)	(7,5%)
100 à 249	60	(20)	(17)	(7)	54,2%	(13,3%)	(11,1%)	(4,6%)
250 à 499	293	(26)	68	2	-	(8,2%)	25,5%	0,7%
20 à 499	(6)	(10)	(3)	(6)	(11,8%)	(18,2%)	(7,5%)	(12,7%)
500 à 999	626	58	500	1	-	9,2%	-	0,2%
1 000 à 4 999	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
> 500	626	58	500	1	n/a	9,2%	-	0,2%
Total	2	0	(0)	0	22,5%	4,6%	(0,7%)	4,2%

Source : Altares/Deloitte

Analyse détaillée par chiffre d'affaires

En 2022, l'augmentation du nombre de défaillances à l'échelle nationale de +50% provient essentiellement des entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 20 M€ ou inconnu (voir le point d'attention), qui représentent 99,8% des procédures ouvertes.

Pour les PME réalisant entre 20 M€ et 40 M€ de chiffre d'affaires (0,1% des procédures), l'augmentation du nombre d'ouvertures est d'environ +11%. Et quant aux entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 40 M€, leur nombre de défaillances a augmenté de +80% (dont +100% pour la tranche de 40 à 50 M€ et +160% pour la tranche de 50 à 100 M€).

La même tendance est observée au niveau du nombre d'emplois menacés par les défaillances concernant les tranches de moins de 20 M€ de chiffre d'affaires (+56%), avec une augmentation plus limitée pour les catégories intermédiaires (+16% pour les entreprises avec un chiffre d'affaires entre 20 M€ et 40 M€), et enfin avec une augmentation de +38% pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 40 M€. Les entreprises de plus de 100 M€, qui enregistrent une augmentation des emplois menacés de +2%, sont également celles qui emploient plus de 1 000 salariés.

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'entreprises

	2021				2022			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
0 ou inconnu	247	3 414	10 936	14 597	280	4 428	13 969	18 677
< à 1,5m€	361	2 604	9 702	12 667	659	4 785	16 516	21 960
de 1,5 à 3m€	61	240	337	638	80	471	507	1 058
de 3 à 5m€	23	111	87	221	42	186	153	381
de 5 à 10m€	24	66	49	139	30	156	79	265
de 10 à 20m€	5	38	16	59	17	64	26	107
de 0 à 20m€	721	6 473	21 127	28 321	1 108	10 090	31 250	42 448
de 20 à 30m€	5	14	8	27	3	20	4	27
de 30 à 40m€	-	6	2	8	4	7	1	12
de 20 à 40m€	5	20	10	35	7	27	5	39
de 40 à 50m€	-	4	-	4	4	4	-	8
50 à 100m€	1	3	1	5	3	8	2	13
> à 100m€	2	4	-	6	3	3	-	6
> 40m€	3	11	1	15	10	15	2	27
Total	729	6 504	21 138	28 371	1 125	10 132	31 257	42 514

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'entreprises, suite

	Var. 2022/2021 (en%)				Poids	
	Svg	RJ	LJ	Total	2021	2022
0 ou inconnu	13%	30%	28%	28%	51,5%	43,9%
< à 1,5m€	83%	84%	70%	73%	44,6%	51,7%
de 1,5 à 3m€	31%	96%	50%	66%	2,2%	2,5%
de 3 à 5m€	83%	68%	76%	72%	0,8%	0,9%
de 5 à 10m€	25%	136%	61%	91%	0,5%	0,6%
de 10 à 20m€	240%	68%	63%	81%	0,2%	0,3%
de 0 à 20m€	54%	56%	48%	50%	99,8%	99,8%
de 20 à 30m€	(40%)	43%	(50%)	-	0,1%	0,1%
de 30 à 40m€	n/a	17%	(50%)	50%	0,0%	0,0%
de 20 à 40m€	40%	35%	(50%)	11%	0,1%	0,1%
de 40 à 50m€	n/a	-	n/a	100%	0,0%	0,0%
50 à 100m€	200%	167%	100%	160%	0,0%	0,0%
> à 100m€	50%	(25%)	n/a	-	0,0%	0,0%
> 40m€	233%	36%	100%	80%	0,1%	0,1%
Total	54%	56%	48%	50%	100,0%	100,0%

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'emplois menacés

	2021				2022			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
0 ou inconnu	832	7 145	15 360	23 337	903	8 657	18 169	27 729
< à 1,5m€	1 470	9 205	23 305	33 980	2 701	18 213	38 793	59 707
de 1,5 à 3m€	973	3 593	3 463	8 029	1 188	6 988	5 171	13 347
de 3 à 5m€	627	2 521	1 811	4 959	1 107	4 234	2 522	7 863
de 5 à 10m€	1 369	3 073	1 039	5 481	1 041	6 216	1 749	9 006
de 10 à 20m€	298	2 735	692	3 725	957	4 296	1 228	6 481
de 0 à 20m€	5 569	28 272	45 670	79 511	7 897	48 604	67 632	124 133
de 20 à 30m€	437	2 420	470	3 327	760	2 078	570	3 408
de 30 à 40m€	0	1 245	96	1 341	305	1 536	170	2 011
de 20 à 40m€	437	3 665	566	4 668	1 065	3 614	740	5 419
de 40 à 50m€	0	492	-	492	540	447	-	987
50 à 100m€	1	705	464	1 170	1 533	2 544	220	4 297
> à 100m€	6 084	2 263	0	8 347	3 867	4 684	-	8 551
> 40m€	6 085	3 460	464	10 009	5 940	7 675	220	13 835
Total	12 091	35 397	46 700	94 188	14 902	59 893	68 592	143 387

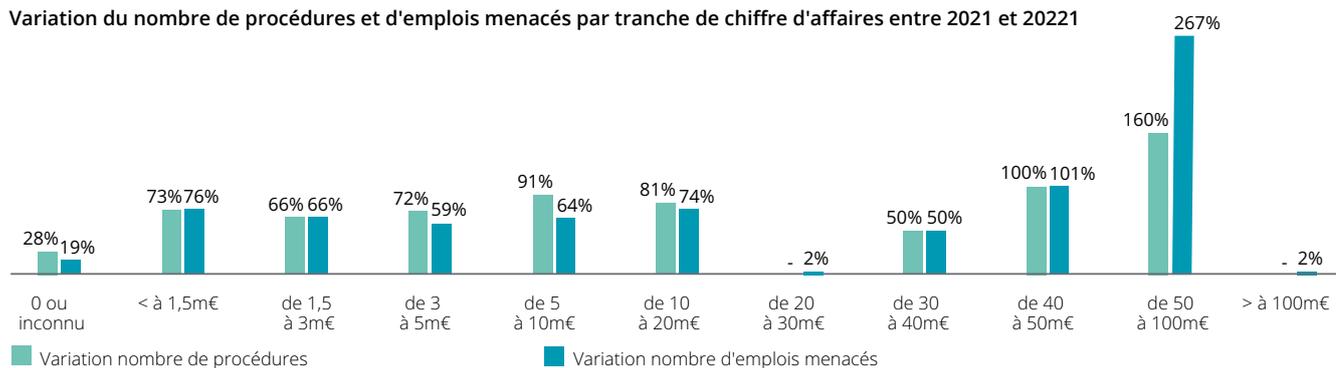
Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'emplois menacés, suite

	Var. 2022/2021 (en%)				Poids	
	Svg	RJ	LJ	Total	2021	2022
0 ou inconnu	9%	21%	18%	19%	24,8%	19,3%
< à 1,5m€	84%	98%	66%	76%	36,1%	41,6%
de 1,5 à 3m€	22%	94%	49%	66%	8,5%	9,3%
de 3 à 5m€	77%	68%	39%	59%	5,3%	5,5%
de 5 à 10m€	(24%)	102%	68%	64%	5,8%	6,3%
de 10 à 20m€	221%	57%	77%	74%	4,0%	4,5%
de 0 à 20m€	42%	72%	48%	56%	84,4%	86,6%
de 20 à 30m€	74%	(14%)	21%	2%	3,5%	2,4%
de 30 à 40m€	-	23%	77%	50%	1,4%	1,4%
de 20 à 40m€	144%	(1%)	31%	16%	5,0%	3,8%
de 40 à 50m€	-	(9%)	-	101%	0,5%	0,7%
50 à 100m€	153 200%	261%	(53%)	267%	1,2%	3,0%
> à 100m€	(36%)	107%	-	2%	8,9%	6,0%
> 40m€	(2%)	122%	(53%)	38%	10,6%	9,6%
Total	23%	69%	47%	52%	100,0%	100,0%

Source : Altares/Deloitte

Variation du nombre de procédures et d'emplois menacés par tranche de chiffre d'affaires entre 2021 et 2022



Source : Altares

Défaillances d'entreprises de plus de 50M€ de chiffre d'affaires ou 300 salariés

En 2022, les entreprises de plus de 50 M€ de CA ou de plus de 300 salariés en France ayant fait l'objet d'une défaillance représentent 1 991 M€ de chiffre d'affaires cumulé (vs 1 664 M€ en 2021, +19,7%) et 14 520 salariés (vs 10 800 en 2021, +34,4%), soit 10% du nombre total d'emplois menacés en 2022. 25 entreprises franchissent l'un des deux seuils retenus en 2022, contre 14 en 2021 (+ 78%).

Note : la limite du traitement individuel des entreprises sans prise en compte de l'effet groupe s'applique à cette analyse.



**25 procédures
en 2022
vs 14 en 2021,
soit +78%**

Défaillances d'entreprises de plus de 50 M€ de CA ou 300 salariés en France placées en sauvegarde, RJ ou LJ (ouvertures) en 2022

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€
SCOPELEC	81	1973	429
PLACE DU MARCHÉ	69	2020	232
CNIM GROUPE	75	1966	179
LUDERIX INTERNATIONAL	59	2018	103
CNIM ENVIRONNEMENT & ENERGIE EPC	75	2018	93
OOGARDEN	01	2006	89
SMARTTV GLOBAL SAS	13	2018	88
SETELEN	42	2003	85
GEOXIA NORD OUEST	59	1998	84
CLESTRA HAUSERMAN	67	2013	77
THE WATCHES CONNECTION	75	1996	76
SAN MARINA	13	1981	63
SOCIETE FRANCAISE DE MAISONS INDIVIDUELLES SFMI	26	1989	58
SALAISONS STEMMELÉN	01	1969	54
BURTON	75	1980	53
RECYLEX SA	75	1954	51
CARELIDE	59	2016	39
FEEDBACK	92	1998	38
5COM	75	2002	26
GEOXIA RESSOURCES	92	2001	25
PROCEDO PRIVATE SECURITY SARL	75	1986	23
ARCOSUR	2A	2000	15
FAST DESPATCH LOGISTICS	93	2018	12
ACIAM	59		
KORBÉY D'OR	974	2008	
Total		1 991	
Evolution 2022/2021, en valeur		327	
Evolution 2022/2021, en%		19,7%	

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible
Source : Altares/Deloitte

Défaillances d'entreprises de plus de 50 M€ de CA ou 300 salariés en France placées en sauvegarde, RJ ou LJ (ouvertures) en 2022, suite

Sociétés	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
SCOPELEC	Svg puis RJ	2022-03	1 785	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
PLACE DU MARCHE	Svg puis RJ	2022-11	1 753	Commerce de détail de produits surgelés
CNIM GROUPE	Svg puis RJ	2022-01	329	Fabrication de fours et brûleurs
LUDERIX INTERNATIONAL	RJ	2022-05	817	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
CNIM ENVIRONNEMENT & ENERGIE EPC	RJ	2022-01	48	Ingénierie, études techniques
OOGARDEN	RJ	2022-12	151	Vente à distance sur catalogue général
SMARTTV GLOBAL SAS	RJ	2022-06	102	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels
SETELEN	Svg puis RJ	2022-03	784	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
GEOXIA NORD OUEST	RJ	2022-05	233	Construction de maisons individuelles
CLESTRA HAUSERMAN	RJ	2022-08	388	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
THE WATCHES CONNECTION	LJ sur résolution du plan	2022-09	20	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'articles d'horlogerie et de bijouterie
SAN MARINA	RJ	2022-09	686	Commerce de détail de la chaussure
SOCIETE FRANCAISE DE MAISONS INDIVIDUELLES	LJ	2022-11	200	Construction de maisons individuelles
SALAISONS STEMMELLEN	Svg	2022-10	145	Préparation industrielle de produits à base de viande
BURTON	Svg	2022-10	595	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
RECYLEX SA	RJ	2022-05	39	Récupération de déchets triés
CARELIDE	RJ	2022-10	406	Fabrication de préparations pharmaceutiques
FEEDBACK	RJ	2022-07	500	Autres activités informatiques
5COM	Svg	2022-11	500	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
GEOXIA RESSOURCES	RJ	2022-05	377	Autre mise à disposition de ressources humaines
PROCEDO PRIVATE SECURITY SARL	LJ	2022-03	416	Activités de sécurité privée
ARCOSUR	LJ	2022-02	368	Activités de sécurité privée
FAST DESPATCH LOGISTICS	LJ	2022-09	649	Transports routiers de fret interurbains
ACIAM	RJ	2022-08	2 574	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
KORBEBY D'OR	LJ	2022-08	655	Aide à domicile
Total			14 520	
Evolution 2022/2021, en valeur			3 720	
Evolution 2022/2021, en%			34,4%	

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible
Source : Altares/Deloitte

Analyse selon le secteur d'activité

En ligne avec 2021, les principaux secteurs en termes de nombre de défaillances en 2022 sont la construction (24%), le commerce (22%), les services aux entreprises (13%), l'hébergement, restauration, débits de boissons (13%). Les poids de la construction et des services aux entreprises ont baissé respectivement de -2,9 points et -1,7 point au profit notamment de l'hébergement, restauration, débits de boissons (+3,4 pts) entre 2021 et 2022. Certaines procédures ont connu une hausse importante selon les secteurs.

Concernant les hausses du nombre de procédures entre 2022 et 2021, les sous-secteurs suivants peuvent être cités :

- pour les procédures de sauvegarde : le transport routier de marchandises (+260%), les débits de boissons (+138%) et l'industrie agroalimentaire (+138%) ;
- pour les procédures de redressement judiciaire : l'industrie agroalimentaire (+150%), la restauration (+121%) et les débits de boissons (+119%) ; et
- pour les procédures de liquidation judiciaire : l'industrie agroalimentaire (+116%), la restauration (+111%) et les débits de boissons (+96%).

La présence récurrente dans la hausse des procédures entre 2021 et 2022 de l'industrie agroalimentaire, de la restauration et des débits de boissons démontre que ces secteurs ont été parmi les plus protégés pendant la période de la Covid-19.

Défaillances selon l'activité

	2020			
	Svg	RJ	LJ	Total
AGRICULTURE	32	504	448	984
Chasse, pêche, forêt	3	46	106	155
Culture	20	188	165	373
Élevage	9	270	177	456
CONSTRUCTION	138	2 063	5 278	7 479
Bâtiment	47	1 639	4 423	6 109
Immobilier	91	424	855	1 370
COMMERCE	187	1 378	5 431	6 996
Commerce & réparation de véhicules	16	275	974	1 265
Commerce de détail	128	784	3 281	4 193
Commerce de gros	43	319	1 176	1 538
INDUSTRIE	79	635	1 384	2 098
Industrie agroalimentaire	14	225	520	759
Industrie hors agroalimentaire	65	410	864	1 339
INFORMATION & COMMUNICATION	16	186	714	916
Services informatiques & édition de logiciels	9	131	477	617
Autres activités information & communication	7	55	237	299
TRANSPORT & LOGISTIQUE	19	268	959	1 246
Transport routier de marchandises	13	143	515	671
Autres activités de transport	6	125	444	575
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	17	74	171	262
SERVICES AUX ENTREPRISES	166	1 053	3 292	4 511
Activités scientifiques et techniques	63	450	1 642	2 155
Services administratifs aux entreprises	103	603	1 650	2 356
SERVICES AUX PARTICULIERS	18	234	1 109	1 361
Activités de réparation	4	24	110	138
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	6	163	764	933
Autres services à la personne	8	47	235	290
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	92	1 109	3 089	4 290
Hébergement	16	73	195	284
Restauration	65	848	2 395	3 308
Débits de boissons	11	188	499	698
AUTRES ACTIVITÉS	69	526	1 446	2 041
Santé humaine & action sociale	13	184	299	496
Activités récréatives	29	143	491	663
Enseignement	19	129	438	586
Autres activités	8	70	218	296
Ouvertures de procédures	833	8 030	23 321	32 184

Source : Altares

Défaillances selon l'activité, suite

	2021				2022				Variation 22/21				Poids		
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2021	2022	22/21
AGRICULTURE	35	511	528	1 074	33	608	562	1 203	(6%)	19%	6%	12%	4%	3%	(1,0pts)
Chasse, pêche, forêt	5	62	108	175	1	69	139	209	(80%)	11%	29%	19%	1%	0%	(0,1pts)
Culture	18	180	183	381	22	265	221	508	22%	47%	21%	33%	1%	1%	(0,1pts)
Élevage	12	269	237	518	10	274	202	486	(17%)	2%	(15%)	(6%)	2%	1%	(0,7pts)
CONSTRUCTION	128	1 883	5 498	7 509	173	2 501	7 359	10 033	35%	33%	34%	34%	26%	24%	(2,9pts)
Bâtiment	64	1 431	4 483	5 978	92	2 007	6 256	8 355	44%	40%	40%	40%	21%	20%	(1,4pts)
Immobilier	64	452	1 015	1 531	81	494	1 103	1 678	27%	9%	9%	10%	5%	4%	(1,4pts)
COMMERCE	134	1 125	4 792	6 051	226	1 840	7 352	9 418	69%	64%	53%	56%	21%	22%	0,8pts
Commerce & réparation de véhicules	21	285	1 063	1 369	33	436	1 402	1 871	57%	53%	32%	37%	5%	4%	(0,4pts)
Commerce de détail	79	537	2 635	3 251	156	1 001	4 517	5 674	97%	86%	71%	75%	11%	13%	1,9pts
Commerce de gros	34	303	1 094	1 431	37	403	1 433	1 873	9%	33%	31%	31%	5%	4%	(0,6pts)
INDUSTRIE	75	513	1 247	1 835	133	930	2 020	3 083	77%	81%	62%	68%	6%	7%	0,8pts
Industrie agroalimentaire	21	145	418	584	50	362	902	1 314	138%	150%	116%	125%	2%	3%	1,0pts
Industrie hors agroalimentaire	54	368	829	1 251	83	568	1 118	1 769	54%	54%	35%	41%	4%	4%	(0,2pts)
INFORMATION & COMMUNICATION	21	151	693	865	36	259	926	1 221	71%	72%	34%	41%	3%	3%	(0,2pts)
Services informatiques & édition de logiciels	17	112	506	635	25	189	657	871	47%	69%	30%	37%	2%	2%	(0,2pts)
Autres activités information & communication	4	39	187	230	11	70	269	350	175%	79%	44%	52%	1%	1%	0,0pts
TRANSPORT & LOGISTIQUE	9	237	937	1 183	26	411	1 334	1 771	189%	73%	42%	50%	4%	4%	(0,0pts)
Transport routier de marchandises	5	147	519	671	18	267	794	1 079	260%	82%	53%	61%	2%	3%	0,2pts
Autres activités de transport	4	90	418	512	8	144	540	692	100%	60%	29%	35%	2%	2%	(0,2pts)
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	13	51	193	257	31	101	323	455	138%	98%	67%	77%	1%	1%	0,2pts
SERVICES AUX ENTREPRISES	150	841	3 206	4 197	184	1 308	4 062	5 554	23%	56%	27%	32%	15%	13%	(1,7pts)
Activités scientifiques et techniques	61	372	1 568	2 001	77	563	2 047	2 687	26%	51%	31%	34%	7%	6%	(0,7pts)
Services administratifs aux entreprises	89	469	1 638	2 196	107	745	2 015	2 867	20%	59%	23%	31%	8%	7%	(1,0pts)
SERVICES AUX PARTICULIERS	24	196	902	1 122	24	340	1 547	1 911	-	73%	72%	70%	4%	4%	0,5pts
Activités de réparation	5	18	99	122	2	24	152	178	(60%)	33%	54%	46%	0%	0%	(0,0pts)
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	16	122	611	749	17	255	1 135	1 407	6%	109%	86%	88%	3%	3%	0,7pts
Autres services à la personne	3	56	192	251	5	61	260	326	67%	9%	35%	30%	1%	1%	(0,1pts)
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	76	611	2 023	2 710	141	1 278	4 097	5 516	86%	109%	103%	104%	10%	13%	3,4pts
Hébergement	17	69	140	226	23	81	175	279	35%	17%	25%	23%	1%	1%	(0,1pts)
Restauration	51	461	1 573	2 085	99	1 020	3 315	4 434	94%	121%	111%	113%	7%	10%	3,1pts
Débites de boissons	8	81	310	399	19	177	607	803	138%	119%	96%	101%	1%	2%	0,5pts
AUTRES ACTIVITÉS	64	385	1 119	1 568	118	556	1 675	2 349	84%	44%	50%	50%	6%	6%	(0,0pts)
Santé humaine & action sociale	22	127	260	409	21	157	413	591	(5%)	24%	59%	44%	1%	1%	(0,1pts)
Activités récréatives	28	141	384	553	65	195	571	831	132%	38%	49%	50%	2%	2%	0,0pts
Enseignement	10	87	330	427	22	160	520	702	120%	84%	58%	64%	2%	2%	0,1pts
Autres activités	4	30	145	179	10	44	171	225	150%	47%	18%	26%	1%	1%	(0,1pts)
Ouvertures de procédures	729	6 504	21 138	28 371	1125	10 132	31257	42 514	54%	56%	48%	50%	100%	100%	-

Source : Altares

Analyse selon le secteur d'activité (entreprises de plus de 20 salariés)

Pour les entreprises de plus de 20 salariés, on constate que :

- la liste des principaux secteurs est différente de celle comprenant l'ensemble des entreprises. En tête la construction (23%), l'industrie (20%) et les services aux entreprises (16%) ; à noter que les procédures de restructuration des secteurs du commerce et de la restauration et hébergement impactent principalement des entreprises de moins de 20 salariés.
- les secteurs connaissant la plus importante hausse de défaillances entre 2022 et 2021 sont l'information & communication (+176%), le transport et la logistique (+126%) et les autres activités (+115%) ; et
- le seul secteur connaissant une baisse de défaillances est le secteur de l'hébergement, restauration et débits de boissons (-6%).

Défaillances selon l'activité pour les entreprises de plus de 20 salariés

	2020			
	Svg	RJ	LJ	Total
AGRICULTURE	-	7	2	9
Chasse, pêche, forêt	-	-	-	-
Culture	-	3	2	5
Élevage	-	4	-	4
CONSTRUCTION	10	86	52	148
Bâtiment	8	86	51	145
Immobilier	2	-	1	3
COMMERCE	24	81	36	141
Commerce & réparation de véhicules	1	1	2	4
Commerce de détail	17	50	22	89
Commerce de gros	6	30	12	48
INDUSTRIE	30	135	33	198
Industrie agroalimentaire	1	23	4	28
Industrie hors agroalimentaire	29	112	29	170
INFORMATION & COMMUNICATION	2	31	13	46
Services informatiques & édition de logiciels	1	18	4	23
Autres activités information & communication	1	13	9	23
TRANSPORT & LOGISTIQUE	8	35	30	73
Transport routier de marchandises	4	24	20	48
Autres activités de transport	4	11	10	25
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	2	1	1	4
SERVICES AUX ENTREPRISES	22	79	76	177
Activités scientifiques et techniques	13	31	21	65
Services administratifs aux entreprises	9	48	55	112
SERVICES AUX PARTICULIERS	4	7	2	13
Activités de réparation	2	-	-	2
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	-	2	1	3
Autres services à la personne	2	5	1	8
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	6	27	22	55
Hébergement	2	11	5	18
Restauration	4	16	16	36
Débits de boissons	-	-	1	1
AUTRES ACTIVITÉS	9	26	19	54
Santé humaine & action sociale	2	13	12	27
Activités récréatives	1	3	-	4
Enseignement	3	9	4	16
Autres activités	3	1	3	7
Ouvertures de procédures	117	515	286	918

Source : Altares/Deloitte

Défaillances selon l'activité pour les entreprises de plus de 20 salariés, suite	2021				2022				Variation 22/21				Poids		
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2021	2022	22/21
AGRICULTURE	1	2	3	6	2	5	3	10	100%	150%	-	67%	1%	1%	(0,0pts)
Chasse, pêche, forêt	-	-	-	-	1	2	-	3	-	-	-	-	-	0%	0,2pts
Culture	-	2	1	3	1	2	3	6	-	-	200%	100%	0%	0%	0,1pts
Élevage	1	-	2	3	-	1	-	1	(100%)	-	(100%)	(67%)	0%	0%	(0,3pts)
CONSTRUCTION	9	85	69	163	25	152	108	285	178%	79%	57%	75%	23%	23%	(0,1pts)
Bâtiment	9	82	67	158	24	147	106	277	167%	79%	58%	75%	23%	23%	(0,0pts)
Immobilier	-	3	2	5	1	5	2	8	-	67%	-	60%	1%	1%	(0,1pts)
COMMERCE	11	30	27	68	17	68	34	119	55%	127%	26%	75%	10%	10%	(0,0pts)
Commerce & réparation de véhicules	-	1	3	4	2	13	6	21	-1	200%	100%	425%	1%	2%	1,1pts
Commerce de détail	8	13	13	34	12	39	20	71	50%	200%	54%	109%	5%	6%	0,9pts
Commerce de gros	3	16	11	30	3	16	8	27	-	-	(27%)	(10%)	4%	2%	(2,1pts)
INDUSTRIE	19	83	26	128	36	155	53	244	89%	87%	104%	91%	18%	20%	1,6pts
Industrie agroalimentaire	1	6	2	9	11	27	5	43	1 000%	350%	150%	378%	1%	4%	2,2pts
Industrie hors agroalimentaire	18	77	24	119	25	128	48	201	39%	66%	100%	69%	17%	16%	(0,7pts)
INFORMATION & COMMUNICATION	2	10	5	17	6	28	13	47	200%	180%	160%	176%	2%	4%	1,4pts
Services informatiques & édition de logiciels	1	8	3	12	2	21	7	30	100%	163%	133%	150%	2%	2%	0,7pts
Autres activités information & communication	1	2	2	5	4	7	6	17	300%	250%	200%	240%	1%	1%	0,7pts
TRANSPORT & LOGISTIQUE	-	28	30	58	12	57	62	131	-	104%	107%	126%	8%	11%	2,4pts
Transport routier de marchandises	-	19	23	42	8	44	47	99	-	132%	104%	136%	6%	8%	2,1pts
Autres activités de transport	-	9	7	16	4	13	15	32	-	44%	114%	100%	2%	3%	0,3pts
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	-	5	-	5	-	3	3	6	-	(40%)	-	20%	1%	0%	(0,2pts)
SERVICES AUX ENTREPRISES	18	52	56	126	15	104	79	198	(17%)	100%	41%	57%	18%	16%	(1,9pts)
Activités scientifiques et techniques	6	20	10	36	5	41	14	60	(17%)	105%	40%	67%	5%	5%	(0,3pts)
Services administratifs aux entreprises	12	32	46	90	10	63	65	138	(17%)	97%	41%	53%	13%	11%	(1,6pts)
SERVICES AUX PARTICULIERS	2	4	1	7	1	5	2	8	(50%)	25%	100%	14%	1%	1%	(0,4pts)
Activités de réparation	1	2	-	3	-	2	-	2	(100%)	-	-	(33%)	0%	0%	(0,3pts)
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	1	2	-	3	-	2	1	3	(100%)	-	-	-	0%	0%	(0,2pts)
Autres services à la personne	-	-	1	1	1	1	1	3	-	-	-	200%	0%	0%	0,1pts
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	13	19	33	65	9	34	18	61	(31%)	79%	(45%)	(6%)	9%	5%	(4,4pts)
Hébergement	6	5	7	18	2	6	1	9	(67%)	20%	(86%)	(50%)	3%	1%	(1,9pts)
Restauration	7	13	26	46	6	27	14	47	(14%)	108%	(46%)	2%	7%	4%	(2,8pts)
Débites de boissons	-	1	-	1	1	1	3	5	-	-	-	400%	0%	0%	0,3pts
AUTRES ACTIVITÉS	5	22	25	52	20	51	41	112	300%	132%	64%	115%	7%	9%	1,7pts
Santé humaine & action sociale	4	9	11	24	5	31	18	54	25%	244%	64%	125%	3%	4%	1,0pts
Activités récréatives	-	4	2	6	9	3	10	22	-	(25%)	400%	267%	1%	2%	0,9pts
Enseignement	1	7	7	15	3	14	11	28	200%	100%	57%	87%	2%	2%	0,1pts
Autres activités	-	2	5	7	3	3	2	8	-	50%	(60%)	14%	1%	1%	(0,4pts)
Ouvertures de procédures	80	340	275	695	143	662	416	1 221	79%	95%	51%	76%	100%	100%	-

Source : Altaris Deloitte

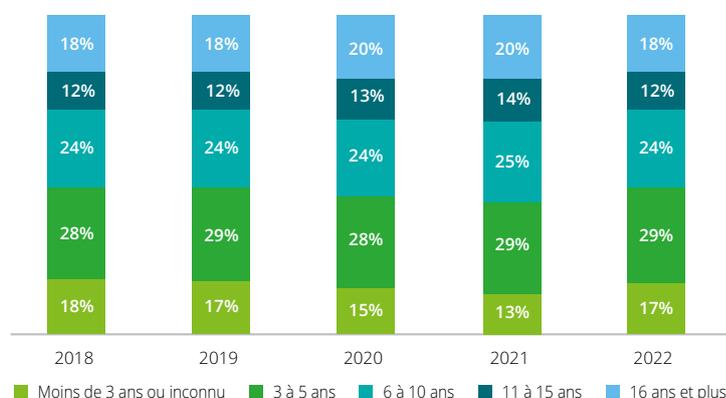
Analyse selon l'ancienneté de l'entreprise

En 2022, comme lors des six dernières années, les défaillances concernent principalement des entreprises âgées de 3 à 10 ans (22 649 procédures) soit 53% du total des défaillances, une augmentation de 48% par rapport à 2021 (15 281 procédures).

L'augmentation du nombre de défaillances concerne toutes les catégories d'âges des sociétés. On note toutefois que l'augmentation du nombre de procédures ouvertes en 2022 concerne en majorité les entreprises de moins de 3 ans (+94% soit +3 461 procédures) alors que l'augmentation des procédures ouvertes au bénéfice des sociétés de plus de 16 ans est limitée à +37%.

Le poids des entreprises de moins de 3 ans (ou inconnu) est en augmentation de +3,8 points tout comme celui des entreprises de 3 à 5 ans (+0,8 point). Cette progression se fait au détriment des entreprises de 6 à 10 ans (-1,4 points), de 11 à 15 ans (-1,5 points), et de 16 ans et plus (-1,7 points).

Poids des procédures collectives par tranche d'âge



Source : Altares

Evolution des défaillances selon l'âge de la société

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22/21		Poids par catégorie		
						En valeur	En%	2021	2022	22/21
Ouvertures de procédures	54 627	52 002	32 184	28 371	42 514	14 143	50%			
Moins de 3 ans ou inconnu	9 876	8 979	4 742	3 676	7 137	3 461	94%	13%	17%	3,8pts
3 à 5 ans	15 370	14 966	9 161	8 107	12 500	4 393	54%	29%	29%	0,8pts
6 à 10 ans	13 063	12 284	7 699	7 174	10 149	2 975	41%	25%	24%	(1,4pts)
11 à 15 ans	6 580	6 333	4 155	3 865	5 142	1 277	33%	14%	12%	(1,5pts)
16 et plus	9 738	9 440	6 427	5 549	7 586	2 037	37%	20%	18%	(1,7pts)
Dont 3 à 10 ans	28 433	27 250	16 860	15 281	22 649	7 368	48%	54%	53%	(0,6pts)

Source : Altares/Deloitte

Focus sauvegarde accélérée et sauvegarde financière accélérée

En 2022, on compte 3 procédures de sauvegarde accélérée soit +2 procédures en plus par rapport à 2021, et aucune procédure de sauvegarde financière accélérée.

De façon générale, les procédures de sauvegarde accélérée et de sauvegarde financière accélérée représentent une part résiduelle des procédures de sauvegarde.

Il est important de rappeler que l'Ordonnance n° 2021-1193 du 15 septembre 2021 portant modification du livre VI du Code de commerce a supprimé la sauvegarde financière accélérée.

Par la même Ordonnance, les seuils d'accessibilité à la procédure de sauvegarde accélérée ont été supprimés, pouvant laisser présager une augmentation du nombre de ces procédures pour les années à venir.

Ouvertures de SA et SFA (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2018	2019	2020	2021	2022
Sauvegardes accélérées	-	1	-	1	3
Sauvegardes financières accélérées	-	2	4		
Total (entreprises)	-	3	4	1	3
Sauvegardes accélérées	-	1	-	1	43
Sauvegardes financières accélérées	-	45	134		
Total (emplois menacés)	-	46	134	1	43

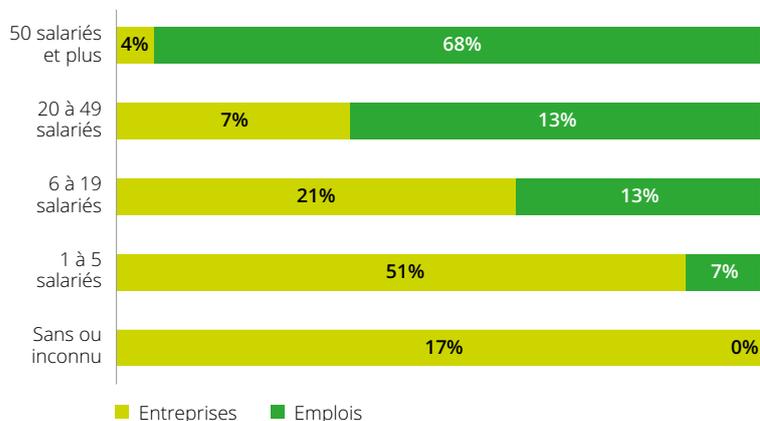
Source : Altares/Deloitte

Focus sauvegarde

En 2022, les sauvegardes ouvertes au bénéfice d'entreprises de plus de 20 salariés ont augmenté par rapport à 2021, avec une hausse de 79% avec 143 sauvegardes (contre 80 en 2021). Le nombre d'emplois menacés par ces procédures a également connu une augmentation, s'élevant à 16% avec 11 642 emplois menacés (contre 10 074 en 2021).

L'effectif moyen des entreprises de plus de 50 salariés, après avoir connu une forte hausse en 2020 atteignant 14 285 (contre 8 138 en 2019 soit 76%) a connu une diminution en 2021 (-37%) pour atteindre 9 055 emplois menacés.

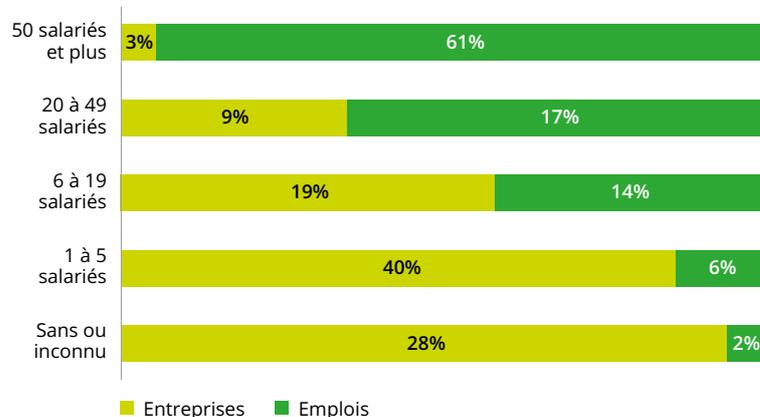
Répartition du nombre d'ouvertures de sauvegardes et d'emplois menacés par tranche d'effectif (moyenne 2018-2021)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en moyenne entre 2018 et 2021, 4% des procédures de sauvegarde ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 68% du total des emplois menacés par les sauvegardes.

Répartition du nombre d'ouvertures de sauvegardes et d'emplois menacés par tranche d'effectif (2022)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en 2022, 3% des procédures de sauvegarde ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 61% du total des emplois menacés par les sauvegardes.

Evolution des ouvertures de sauvegarde selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2018		2019		2020		2021		2022	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	-	n/a	207	n/a	188	n/a	202	n/a	310	242
1 à 5 salariés	718	1 121	440	1 008	339	604	322	817	455	942
6 à 19 salariés	225	1 959	209	1 889	189	1 667	125	1 200	217	2 076
20 à 49 salariés	84	2 063	73	1 876	70	1 871	41	1 019	104	2 544
50 salariés et plus	27	4 062	42	8 138	47	14 285	39	9 055	39	9 098
Total	1 054	9 205	971	12 911	833	18 427	729	12 091	1 125	14 902
Evolution	-11%	-5%	-8%	40%	-14%	43%	-12%	-34%	54%	23%
Dont >20 salariés	111	6 125	115	10 014	117	16 156	80	10 074	143	11 642
Evolution	-1%	-3%	4%	63%	2%	61%	-32%	-38%	79%	16%
<i>Emplois moyens (> à 50 salariés hors > 1000)</i>		118		158		137		232		233
Evolution		7%		34%		-13%		70%		0%

Source : Altares

Evolution des ouvertures de sauvegarde selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés), suite

	2022		Poids 2022		Var. en valeur (22/21)		Var. en% (22/21)	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	310	242	28%	2%	108	n/a	53%	n/a
1 à 5 salariés	455	942	40%	6%	133	125	41%	15%
6 à 19 salariés	217	2 076	19%	14%	92	876	74%	73%
20 à 49 salariés	104	2 544	9%	17%	63	1 525	154%	150%
50 salariés et plus	39	9 098	3%	61%	-	43	-	0%
Total	1 125	14 902	100%	100%	396	n/a	54%	n/a
Evolution	54%	23%	13%	78%				
Dont >20 salariés	143	11 642						
Evolution	79%	16%						
<i>Emplois moyens (> à 50 salariés hors > 1000)</i>		233						
Evolution		0%						

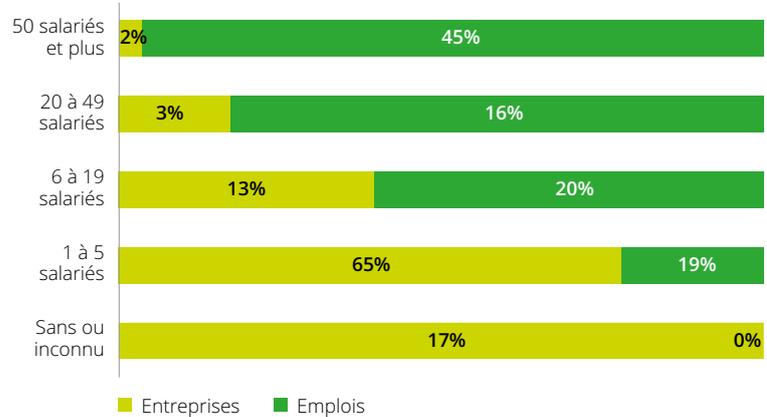
Source : Altares

Focus redressement judiciaire

En 2022, 662 redressements judiciaires (contre 340 en 2021, soit +95%) ont été ouverts au bénéfice d'entreprises de plus de 20 salariés, soit 7% des redressements judiciaires ouverts en 2022. Ils ont concerné 35 737 emplois (contre 20 966 en 2021, soit +70%), soit 60% du total des emplois menacés par l'ouverture d'un redressement judiciaire.

Le nombre de procédures concernant plus de 50 salariés a connu une augmentation de 74% passant ainsi de 108 en 2021 à 188 en 2022. Le nombre d'emplois menacés par ces procédures à lui aussi augmenté (+55%) atteignant ainsi 23 788 emplois en 2022, contre 15 314 l'année précédente. Le nombre d'emplois moyen menacés (procédures de > 50 salariés) s'établit à 127 soit une baisse de 11% par rapport à 2021.

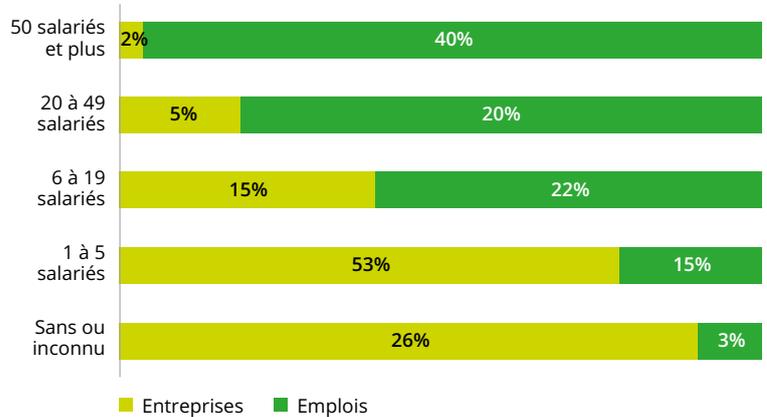
Répartition du nombre d'ouvertures de RJ et d'emplois menacés par tranche d'effectif (moyenne 2018-2021)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en moyenne entre 2018 et 2021, 2% des redressements judiciaires ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 45% du total des emplois menacés par les redressements judiciaires.

Répartition du nombre d'ouvertures de RJ et d'emplois menacés par tranche d'effectif (2022)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en 2022, 2% des redressements judiciaires ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 40% du total des emplois menacés par les redressements judiciaires.

Evolution des ouvertures de redressement judiciaire selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2018		2019		2020		2021		2022	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	1 419	n/a	3 158	n/a	1 641	n/a	1 590	n/a	2 636	1 745
1 à 5 salariés	11 930	17 375	9 911	17 202	4 840	7 112	3 749	7 056	5 342	9 045
6 à 19 salariés	2 262	18 661	2 056	17 273	1 034	9 058	825	7 375	1 492	13 366
20 à 49 salariés	533	12 893	515	13 629	337	9 075	232	5 652	474	11 949
50 salariés et plus	215	27 392	235	34 918	178	39 387	108	15 314	188	23 788
Total	16 359	76 321	15 875	83 022	8 030	64 632	6 504	35 397	10 132	59 893
Evolution	-1%	0%	-3%	9%	-49%	-22%	-19%	-45%	56%	69%
Dont >20 salariés	748	40 285	750	48 547	515	48 462	340	20 966	662	35 737
Evolution	3%	5%	0%	21%	-31%	0%	-34%	-57%	95%	70%
<i>Emplois moyens (> à 50 salariés)</i>		110		134		141		142		127
Evolution		-8%		21%		5%		1%		-11%

Source : Altares

Evolution des ouvertures de redressement judiciaire selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés), suite

	2022		Poids 2022		Var. en valeur (22/21)		Var. en% (22/21)	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	2 636	1 745	26%	3%	1 046	1 745	66%	n/a
1 à 5 salariés	5 342	9 045	53%	15%	1 593	1 989	42%	28%
6 à 19 salariés	1 492	13 366	15%	22%	667	5 991	81%	81%
20 à 49 salariés	474	11 949	5%	20%	242	6 297	104%	111%
50 salariés et plus	188	23 788	2%	40%	80	8 474	74%	55%
Total	10 132	59 893	100%	100%	3 628	24 496	56%	69%
Evolution	56%	69%	7%	60%				
Dont >20 salariés	662	35 737						
Evolution	95%	70%						
<i>Emplois moyens (> à 50 salariés)</i>		127						
Evolution		-11%						

Source : Altares

Focus administrateur judiciaire en redressement judiciaire

Il y a approximativement 1 procédure de redressement judiciaire sur 4 dans laquelle un administrateur judiciaire est désigné (2 844 en 2022). Le taux de désignation a atteint 28,1% en ligne avec la tendance haussière observée en 2020 et 2021.

Pour mémoire, selon les articles L.621-4 et R.621-11 du code de commerce, la désignation d'un administrateur judiciaire n'est pas obligatoire dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire lorsque le chiffre d'affaires est inférieur à 3m€ ou que l'entreprise emploie moins de 20 salariés.

Pour rappel, les articles L.621-4-1 et R.621-11-1 du code de commerce ont instauré le principe de la désignation de deux coadministrateurs judiciaires pour les entreprises de plus de 20m€ de chiffre d'affaires (entre d'autres critères).

Le nombre de procédures concernant les sociétés qui dépassent les seuils relatifs à la nomination obligatoire d'un administrateur judiciaire (cf. ci-dessous), est inférieur (662 pour les sociétés de plus de 20 salariés et 820 pour les entreprises avec un chiffre d'affaires de plus de 3 M€) aux désignations d'administrateurs judiciaires (2 844 en 2022) faisant apparaître une part importante des désignations non obligatoires.

Compte tenu du nombre d'administrateurs judiciaires selon l'annuaire du CNAJMJ (205 au 1^{er} mars 2023), le nombre de dossiers de redressement judiciaire moyen par administrateur judiciaire a atteint 14 en 2022 (vs 11 en 2021).

Nombre d'administrateurs judiciaires dans les procédures de redressement judiciaire

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. en% (22/21)
Redressements judiciaires	16 359	15 875	8 030	6 504	10 132	55,8%
Administrateurs judiciaires	3 757	3 453	2 032	1 723	2 844	65,1%
Taux	23,0%	21,8%	25,3%	26,5%	28,1%	

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon la taille de la société (nombre d'emplois menacés)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. en% (22/21)	Poids 2022
Emplois menacés	76 321	83 022	64 632	35 397	59 893	69,2%	100,0%
Moins de 20 salariés	36 036	34 475	16 170	14 431	24 156	67,4%	40,3%
20 salariés et plus	40 285	48 547	48 462	20 966	35 737	70,5%	59,7%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon le CA de la société (nombre d'entreprises)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. en% (22/21)	Poids 2022
Ouvertures de redressements	16 359	15 875	8 030	6 504	10 132	55,8%	100,0%
< à 3 M€ ou inconnu	15 895	15 337	7 609	6 258	9 312	48,8%	91,9%
> à 3 M€	464	538	421	246	820	233,3%	8,1%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon la taille de la société (nombre d'entreprises)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. en% (22/21)	Poids 2022
Ouvertures de redressements	16 359	15 875	8 030	6 504	10 132	55,8%	100,0%
Moins de 20 salariés	15 611	15 125	7 515	6 164	9 470	53,6%	93,5%
20 salariés et plus	748	750	515	340	662	94,7%	6,5%

Source : Altares/Deloitte

Focus administrateur judiciaire en sauvegarde

Il y a environ 1 procédure de sauvegarde sur 2 dans laquelle un administrateur judiciaire est désigné (520 en 2022). Le taux poursuit sa baisse commencée depuis l'année 2019 (-1,5 points entre 2021 et 2022) pour atteindre 46,2% en 2022.

Ce taux (46,2%) est supérieur au taux de désignation d'administrateurs judiciaires en redressement judiciaire (28,1% en 2022), en lien avec un poids plus important des procédures de plus de 20 salariés parmi les procédures de sauvegarde (12,7%) contre les redressements judiciaires (6,5%).

Compte tenu du nombre d'administrateurs judiciaires selon l'annuaire du CNAJMJ (205 au 1^{er} mars 2023), le nombre moyen de dossiers de sauvegarde a atteint 2,5 par administrateur judiciaire en 2022 (vs 2,2 en 2021).

Nombre d'administrateurs judiciaires dans les procédures de sauvegarde

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. en% (22/21)
Sauvegarde	1 054	971	833	729	1 125	54,3%
Administrateurs judiciaires	489	481	406	348	520	49,4%
Taux	46,4%	49,5%	48,7%	47,7%	46,2%	

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon la taille de la société (nombre d'emplois menacés)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. en% (22/21)	Poids 2022
Emplois menacés	9 205	12 911	18 427	12 091	14 902	23,2%	100,0%
Moins de 20 salariés	3 080	2 897	2 271	2 017	3 260	61,6%	21,9%
20 salariés et plus	6 125	10 014	16 156	10 074	11 642	15,6%	78,1%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon le CA de la société (nombre d'entreprises)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. en% (22/21)	Poids 2022
Ouvertures de sauvegardes	1 054	971	833	729	1 125	54,3%	100,0%
< à 3 M€ ou inconnu	971	868	725	669	939	40,4%	83,5%
> à 3 M€	83	103	108	60	186	210,0%	16,5%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon la taille de la société (nombre d'entreprises)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. en% (22/21)	Poids 2022
Ouvertures de sauvegardes	1 054	971	833	729	1 125	54,3%	100,0%
Moins de 20 salariés	943	856	716	649	982	51,3%	87,3%
20 salariés et plus	111	115	117	80	143	78,8%	12,7%

Source : Altares/Deloitte

Issues des procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire

Statistiquement, la sauvegarde offre deux fois plus de chances de bénéficier d'un plan de continuation que le redressement judiciaire.

Le redressement judiciaire a 2,9 fois plus de risque d'être converti en liquidation judiciaire.

Seuls 5% des redressements judiciaires aboutissent à un plan de cession.

En excluant les années 2021 et 2022, l'analyse historique de la période 2017 à 2020 fait apparaître un ratio de plans de continuation plus important en sauvegarde qu'en redressement judiciaire (60%, contre 26% en moyenne entre 2017 et 2020). Il est possible de rajouter les 5% de plans de cession aux 26% de plans de redressement qui sont également des sorties positives pour l'entreprise et ses employés en redressement judiciaire, soit un taux de réussite des procédures de 31%.

Le taux de plan de sauvegarde atteint reste stable entre 57% et 66%.

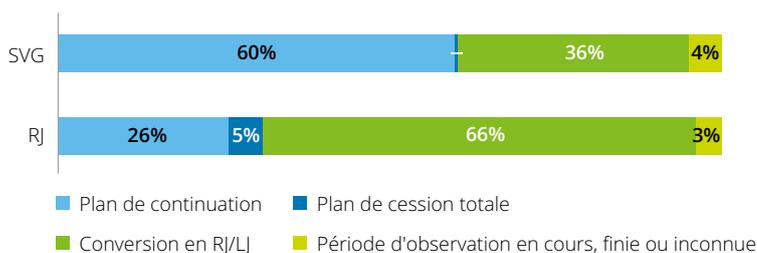
Les plans de continuation consécutifs à un redressement judiciaire restent également stables sur la période analysée à environ 26% tandis que la conversion des procédures de redressement judiciaire en liquidation judiciaire s'établit en moyenne à 66% sur la période analysée.

Issues des procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire

	2017		2018		2019		2020		2021		2022		Moyenne 17-20		Différence
	SVG	RJ	SVG	RJ	SVG	RJ	SVG	RJ	SVG	RJ	SVG	RJ	SVG	RJ	
Période d'observation en cours, finie ou inconnue	98	563	18	354	14	369	34	222	113	204	877	4 047	211	1 039	
Plan de continuation	704	4 463	604	4 006	559	4 039	547	2 120	298	1 218	11	195	404	2 316	
Plan de cession totale	n/a	601	n/a	797	n/a	728	n/a	583	n/a	447	n/a	396	n/a	590	
Conversion en redressement judiciaire	170	n/a	151	n/a	140	n/a	100	n/a	113	n/a	98	n/a	120	n/a	
Conversion en liquidation judiciaire	212	10 845	281	11 202	258	10 739	152	5 105	205	4 635	139	5 494	207	7 435	
Total	1 184	16 472	1 054	16 359	971	15 875	833	8 030	729	6 504	1 125	10 132	942	11 380	
<i>Période d'observation en cours, finie ou inconnue</i>	8%	3%	2%	2%	1%	2%	4%	3%	n/a	n/a	n/a	n/a	4%	3%	1,5x
<i>Plan de continuation</i>	59%	27%	57%	24%	58%	25%	66%	26%	n/a	n/a	n/a	n/a	60%	26%	2,3x
<i>Plan de cession totale</i>	n/a	4%	n/a	5%	n/a	5%	n/a	7%	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	5%	n/a
<i>Conversion en redressement judiciaire</i>	14%	n/a	14%	n/a	14%	n/a	12%	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	14%	n/a	n/a
<i>Conversion en liquidation judiciaire</i>	18%	66%	27%	68%	27%	68%	18%	64%	n/a	n/a	n/a	n/a	22%	66%	0,3x
<i>Total conversions</i>	32%	66%	41%	68%	41%	68%	30%	64%	n/a	n/a	n/a	n/a	36%	66%	0,5x
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	n/a	n/a	n/a	n/a			

Source : Altares/Deloitte

Issues des procédures de RJ et de sauvegarde (moyenne 2017-2020)



Source : Altares/Deloitte

Focus sort des plans de sauvegarde et de redressement

Si la probabilité d'adoption d'un plan de continuation en sauvegarde est de 2 fois supérieure à celle en redressement judiciaire, elle conduit également à l'adoption de plans plus viables avec un taux d'échec à 10 ans (61%) inférieur de 1,2 fois à celui des plans de redressement (74%).

Un écart entre le taux d'échec des plans de sauvegarde et de redressement judiciaire est constaté dès la 1^{re} année suivant l'adoption du plan (7%) et se stabilise à partir de la 3^e année, à 14% en moyenne (années 3 à 10).

Il est rappelé que c'est seulement à partir de la 3^e date anniversaire d'un plan de continuation que le

débiteur doit régler a minima 5% du passif objet du plan. L'analyse des plans adoptés en 2012 fait ressortir que, à cette date **(année 3), 37% des plans de sauvegarde et la moitié des plans de redressement judiciaire échouent.**

Suite des plans de continuation adoptés en 2012 – Sauvegarde

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Liquidation judiciaire	2%	13%	23%	30%	35%	38%	41%	43%	45%	46%	47%
Dissoutes ou absorbées	2%	3%	6%	7%	8%	9%	11%	12%	12%	13%	14%
Fin ou Clôture	-	-	0%	0%	1%	2%	3%	3%	4%	5%	6%
Modification du plan	0%	1%	2%	3%	6%	8%	9%	10%	13%	13%	14%
En cours ou inconnu	96%	83%	69%	59%	50%	43%	37%	31%	27%	23%	20%

Note : l'analyse est à nuancer compte tenu du poids des plans dont le sort est inconnu à l'issue de la période de 10 ans (20%)

Source : Altares

Suite des plans de continuation adoptés en 2012 – Redressement judiciaire

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Liquidation judiciaire	4%	22%	37%	47%	54%	59%	63%	65%	66%	67%	68%
Dissoutes ou absorbées	1%	1%	1%	2%	2%	3%	4%	4%	5%	6%	6%
Fin ou Clôture	0%	0%	0%	1%	1%	1%	2%	2%	2%	3%	3%
Modification du plan	0%	1%	1%	2%	3%	4%	4%	5%	6%	7%	8%
En cours ou inconnu	95%	76%	60%	48%	40%	33%	28%	24%	21%	17%	15%

Note : l'analyse est à nuancer compte tenu du poids des plans dont le sort est inconnu à l'issue de la période de 10 ans (15%)

Source : Altares

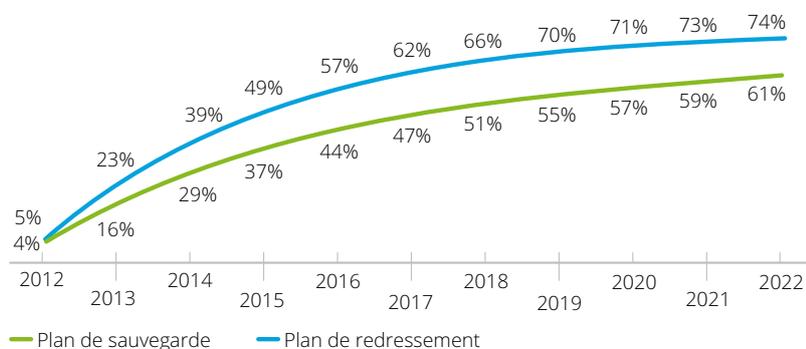
Suite des plans de continuation adoptés en 2012 - Taux d'échec (liquidation judiciaire)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Plan de sauvegarde	4%	16%	29%	37%	44%	47%	51%	55%	57%	59%	61%
Plan de redressement	5%	23%	39%	49%	57%	62%	66%	70%	71%	73%	74%
Ecart RJ par rapport aux SVG	0%	7%	10%	12%	13%	15%	15%	15%	14%	14%	13%

Source : Altares

L'analyse des taux de liquidation judiciaire par tranche de chiffre d'affaires démontre une performance nettement supérieure pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 M€ ou supérieures à 10 M€ de chiffre d'affaires en procédure de sauvegarde avec respectivement un taux d'échec de 60% vs 74% (CA < 1,50 M€) et un taux d'échec de 50% vs 67% (CA > 10 M€). En revanche, les entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 5 M€ et 10 M€ ont un taux d'échec supérieur en procédure de sauvegarde (62% vs 54%).

Taux de liquidation judiciaire des sociétés bénéficiant d'un plan de continuation adopté en 2012



Source : Altares/Deloitte

Suite des plans de continuation adoptés en 2012 - Taux d'échec par tranche de chiffre d'affaires (liquidation judiciaire)

	Nombre entreprises	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
< 1,5m€ ou inconnu	571	3%	15%	27%	36%	43%	47%	51%	54%	57%	59%	61%
1,5 à 5m€	90	6%	17%	26%	34%	41%	42%	47%	52%	54%	56%	56%
5 à 10m€	34	9%	26%	41%	53%	53%	53%	56%	59%	59%	59%	62%
> 10m€	30	7%	20%	33%	33%	37%	37%	40%	47%	47%	47%	50%
Plan de sauvegarde	725	4%	16%	29%	37%	44%	47%	51%	55%	57%	59%	61%
< 1,5m€ ou inconnu	4 860	5%	23%	39%	50%	57%	62%	67%	70%	72%	73%	75%
1,5 à 5m€	244	4%	23%	39%	47%	53%	57%	63%	64%	65%	66%	68%
5 à 10m€	50	-	20%	32%	40%	40%	44%	46%	48%	52%	52%	54%
> 10m€	27	11%	30%	37%	52%	59%	59%	59%	63%	63%	67%	67%
Plan de redressement	5 181	5%	23%	39%	49%	57%	59%	66%	70%	71%	73%	74%

Ecart Rj par rapport aux SVG

	Nombre entreprises	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
< 1,5m€ ou inconnu	4 289	2%	8%	11%	13%	14%	16%	15%	16%	15%	14%	13%
1,5 à 5m€	154	(1%)	6%	13%	13%	12%	14%	16%	12%	11%	11%	12%
5 à 10m€	16	(9%)	(6%)	(9%)	(13%)	(13%)	(9%)	(10%)	(11%)	(7%)	(7%)	(8%)
> 10m€	(3)	4%	10%	4%	19%	23%	23%	19%	16%	16%	20%	17%
Total	4 456	0%	7%	10%	12%	13%	12%	15%	15%	14%	14%	13%

Source : Altares

Les Prêts Garantis par l'État

Focus Prêts Garantis par l'État

Mis en place le 23 mars 2020, le dispositif « Prêt garanti par l'État », le PGE, est l'un des dispositifs phares du soutien de l'État. L'enveloppe globale était initialement prévue à hauteur de 300 Md€. À janvier 2023, le montant des PGE octroyés s'élève à 144 Md€ pour 801 610 PGE. Sur 144 Md€, 130 Md€ (90%) avaient été distribués à fin décembre 2020 et 106 Md€ (74%) à fin juin 2020.

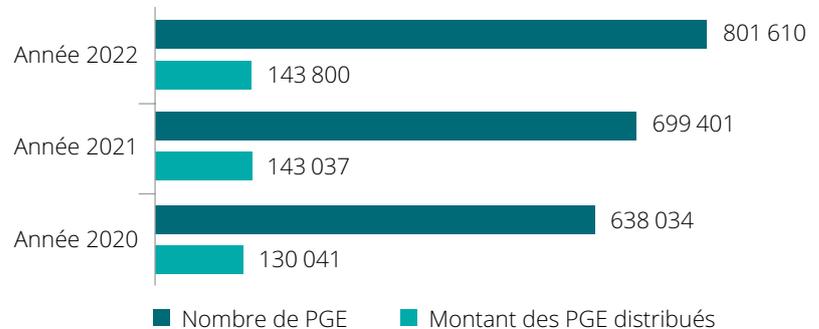
Suite à la persistance de la crise sanitaire de la Covid-19, l'État français a prolongé la possibilité donnée aux entreprises de contracter un prêt garanti par l'État jusqu'au 30 juin 2022, à la suite de la décision de la commission européenne du 18 novembre 2021. Depuis cette date, le dispositif a pris fin.

Le pic de distribution mensuel a été atteint en mai 2020 avec 44,7 Md€ accordés par les banques, compte tenu de l'arrêt total de l'économie durant cette période. Suite à cela et compte tenu de la reprise progressive de l'économie, le niveau mensuel de distribution a fortement diminué. La moyenne mensuelle de distribution sur 2020 et 2021 atteint ainsi 1,1 Md€ avec un pic en avril 2021 à près de 2 Md€, répondant au pic épidémique ponctuel.

Les principaux bénéficiaires des PGE en termes de nombre sont les TPE : elles représentent 81% des bénéficiaires et 28% du montant accordé. En termes de montant d'encours, les PME sont les plus représentées avec 47% de l'encours et 14% des bénéficiaires. Au 31 août 2022, l'encours moyen de PGE s'élève à 210 k€. Ce chiffre est relativement stable pour l'ensemble des régions avec un niveau plus élevé en Île-de-France à 374 k€.

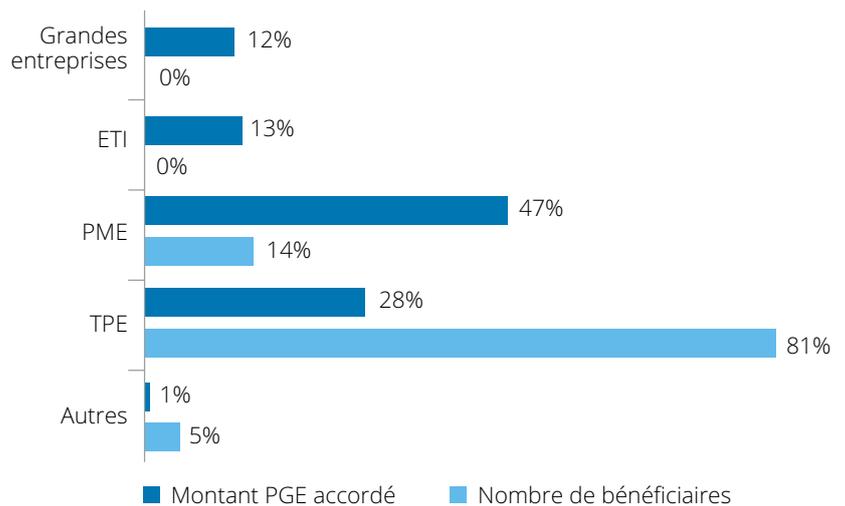
Le remboursement des prêts garantis par l'État est et sera un enjeu majeur pour les années à venir. Aujourd'hui et compte tenu du recul dont on dispose, plusieurs constats peuvent être faits. Nous avons pu obtenir des informations à travers notre échange avec Monsieur Chotard, Secrétaire général du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI). Ces données datent de janvier 2023.

Montant des PGE octroyés depuis 2020 (cumul fin d'année en m€)



Source : Etalab

Répartition des PGE accordés depuis 2020 par type d'entreprise



Source : Banque de France

À cette date, sur les 144 Md€ de PGE octroyés, 50 Md€ ont déjà été remboursés, soit un capital restant dû d'environ 94 Md€. 13% du nombre de PGE octroyés ont été remboursés en totalité, soit 105 246 entreprises. Le montant des PGE remboursés en totalité s'élève à 24 Md€.

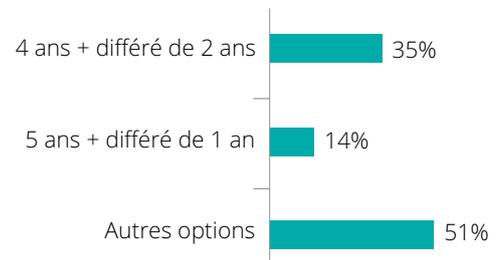
Au 31 janvier 2022, les modalités de remboursement sont les suivantes :

- 51 Md€, soit 35% des PGE octroyés ont profité de la période de franchise plus une année de différée supplémentaire et d'une période de 4 ans d'amortissement. Ces entreprises sont essentiellement constituées de TPE/PME ;
- 20 Md€, soit 14% des PGE contractés ont profité de l'année de franchise et d'un amortissement étalé sur 5 ans.

Ainsi 71 Md€, soit 49% des PGE contractées au 31 janvier 2022 seront remboursés sur la période la plus longue, c'est-à-dire pas avant 2026.

Aussi, au-delà de ce différée supplémentaire proposé, ces encours peuvent, si nécessaire, être amiablement restructurés plus profondément, soit sous la supervision de la médiation du crédit pour les PGE de moins de 50 k€, soit dans le cadre de procédures amiables, le cas échéant sous la supervision du CIRI.

Modalités de remboursement des PGE au 31 janvier 2022



Source : service du Financement de l'économie (SFE) de la Direction Générale du Trésor

Prêts garantis par l'État par secteur d'activité et par région

Sur la base des données à fin août 2022, 5 principaux secteurs représentent 72,2% du montant des encours de PGE accordés, dont 22,5% distribués aux entreprises du commerce réparation d'automobiles et de motocycles. Le nombre de bénéficiaires s'élève à 684 687, pour un nombre de PGE accordé de 801 610.

Si le secteur du commerce réparation d'automobiles et de motocycles est leader du montant de PGE accordés (22,5% du total), c'est grâce au nombre de bénéficiaires (150 690) avec un ticket moyen à 215 k€ par bénéficiaire. En termes de ticket moyen, le secteur des activités financières et d'assurance est en tête avec un montant moyen octroyé de 2 313 k€ (11 072 bénéficiaires).

Les acteurs des secteurs suivants ont bénéficié du plus faible nombre de PGE accordés :

1. Les activités extraterritoriales avec 2 bénéficiaires et les activités des ménages en tant qu'employeurs avec 4 bénéficiaires. Le montant total accordé est non significatif.
2. Administration publique avec 28 bénéficiaires et un ticket moyen de 357 k€.
3. Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné avec 227 bénéficiaires. Le ticket moyen est néanmoins important et atteignant 749 k€.
4. Industries extractives avec 268 bénéficiaires et un ticket moyen de 672 k€ (soit un total de 180 M€).

PGE – Nombre, montant global et ticket moyen par secteur

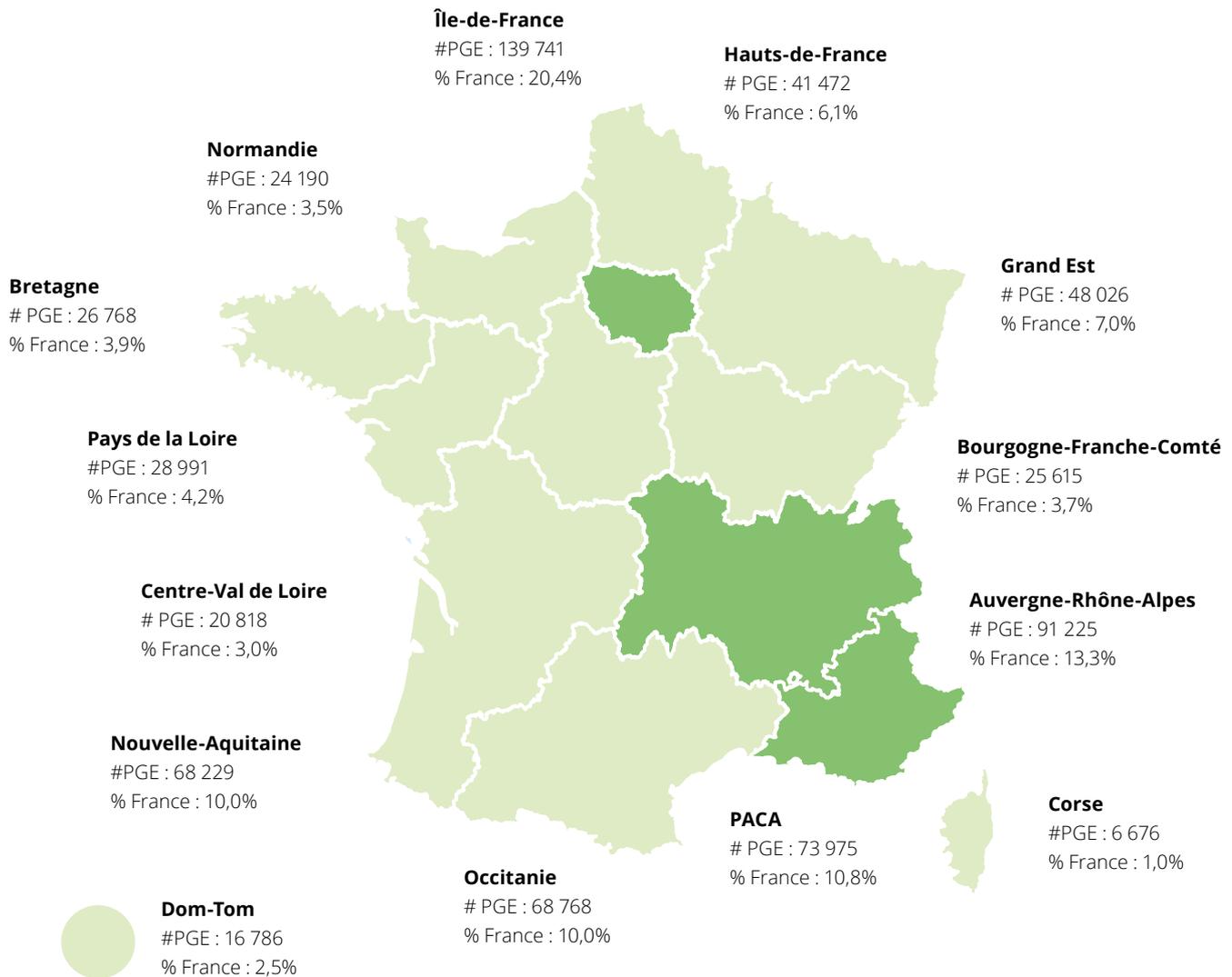
		Nombre	Poids	Montant en md€	Poids	Ticket moyen (k€)
1	Commerce réparation d'automobiles et de motocycles	150 690	22,0%	32	22,5%	215
2	Activités financières et d'assurance	11 072	1,6%	26	17,8%	2 313
3	Industrie manufacturière	48 737	7,1%	18	12,6%	372
4	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	65 530	9,6%	16	11,0%	242
5	Construction	89 276	13,0%	12	8,4%	135
Top 5 secteurs		365 305	53,4%	104	72,2%	285
6	Hébergement et restauration	98 220	14,3%	10	7,2%	106
7	Activités de services administratifs et de soutien	24 840	3,6%	6	3,8%	223
8	Transports et entreposage	22 622	3,3%	5	3,7%	237
9	Information et communication	17 506	2,6%	5	3,3%	274
10	Santé humaine et action sociale	47 590	7,0%	3	2,3%	69
11	Arts, spectacles et activités récréatives	14 109	2,1%	2	1,7%	174
12	Agriculture, sylviculture et pêche	24 433	3,6%	2	1,3%	76
13	Activités immobilières	16 207	2,4%	2	1,2%	108
14	Autres activités de services	38 849	5,7%	1	1,0%	38
15	Enseignement	12 928	1,9%	1	0,8%	93
16	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 408	0,2%	1	0,4%	362
17	Industries extractives	268	0,0%	0	0,1%	672
18	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	227	0,0%	0	0,1%	749
19	Administration publique	28	0,0%	0	0,0%	357
20	Activités des ménages en tant qu'employeurs	4	0,0%	-	-	-
21	Activités extra-territoriales	2	0,0%	-	-	-
22	Non connu	141	0,0%	0	0,0%	71
Total		684 687	100%	144	100%	210

Source : Ministère de l'Economie des Finances et de la Relance

Répartition des PGE octroyés (en nombre) par région

Top 3

Régions représentent 44,5% du nombre de PGE octroyés



Note : (i) # PGE = nombre de PGE déployés sur la région ; (ii)% France – représente la part en nombre de PGE distribués dans la région par rapport au nombre total de PGE distribués en France.
Source : Banque de France

Analyse PIB et PGE par région

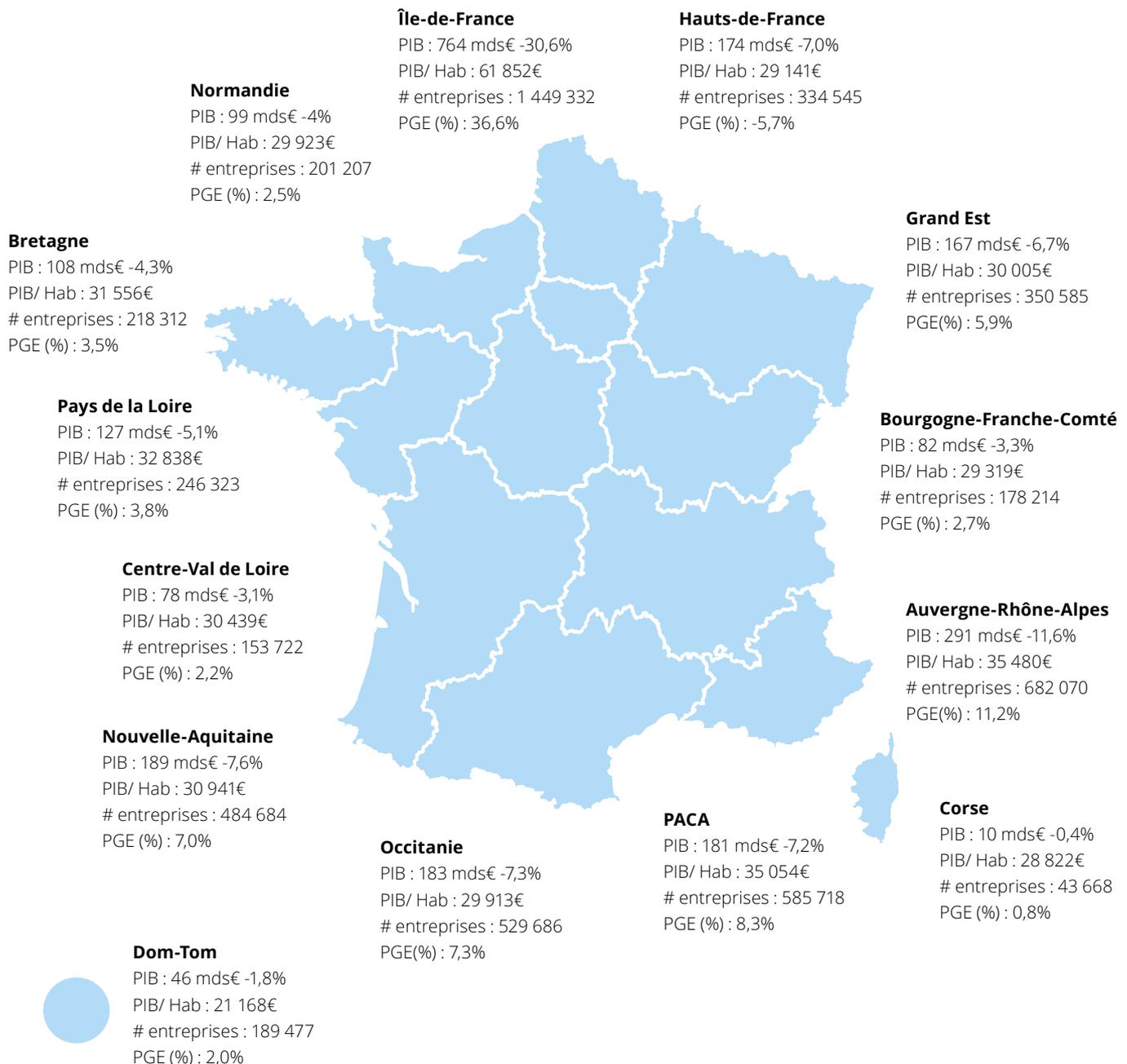
Le taux PGE sur PIB fait ressortir des variations entre 4% à 11% en fonction des régions avec une moyenne de 6% au niveau national.

Analyse PIB et PGE par région

	En milliard d'euros		% France		
	PGE	PIB	PGE	PIB	PGE / PIB
Île-de-France	52	764	36,6%	30,6%	7%
Auvergne-Rhône-Alpes	16	291	11,2%	11,6%	5%
Nouvelle-Aquitaine	10	189	7,0%	7,6%	5%
Occitanie	10	183	7,3%	7,3%	6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12	181	8,3%	7,2%	7%
Hauts-de-France	8	174	5,7%	7,0%	5%
Grand Est	8	167	5,9%	6,7%	5%
Pays de la Loire	5	127	3,8%	5,1%	4%
Bretagne	5	108	3,5%	4,3%	5%
Normandie	4	99	2,5%	4,0%	4%
Bourgogne-Franche-Comté	4	82	2,7%	3,3%	5%
Centre-Val de Loire	3	78	2,2%	3,1%	4%
Dom-Tom-Com	3	46	2,0%	1,8%	6%
Corse	1	10	0,8%	0,4%	11%
Non identifié	1	-	0,5%	-	n/a
Total	144	2 499	100%	100%	6%

Note : PIB utilisé est celui de l'année 2021, dernière donnée disponible sur le site de l'INSEE
Source : Ministère de l'Economie des Finances et de la Relance

Présentation des régions



Note: (i) le pourcentage du PIB représente la part de la région sur le PIB Français (ii) la part du PGE de la région par rapport aux montants des PGE octroyés en France depuis l'année 2020 (iii) le stock d'entreprise correspond aux données 2020 (iv) le PIB aux données 2021 (v) le nombre d'habitants correspond aux données provisoires arrêtées fin 2022.
Source: Insee, Banque de France

Analyse par région

La hausse globale du nombre de procédures ouvertes en France en 2022 concerne toutes les régions. En effet, le nombre de procédures est passé de 28 371 en 2021 à 42 514 en 2022, dont la répartition est globalement homogène sur le territoire.

Comme les années précédentes, l'Île-de-France connaît le nombre de défaillances le plus important (22% du total national) suivie des régions Auvergne-Rhône-Alpes (12% du total national) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (11% du total national).

En 2022, les taux de défaillance les plus significatifs sont enregistrés dans les régions Hauts de France (1,08%), Centre val de Loire (1,00%), Grand Est (0,88%), et Bourgogne Franche Comté (0,85%). Au contraire, les taux de défaillances les plus faibles sont relevés en Corse (0,55%) et en Île-de-France (0,63%).

Evolution des défaillances (SVG, RJ, LJ) par région

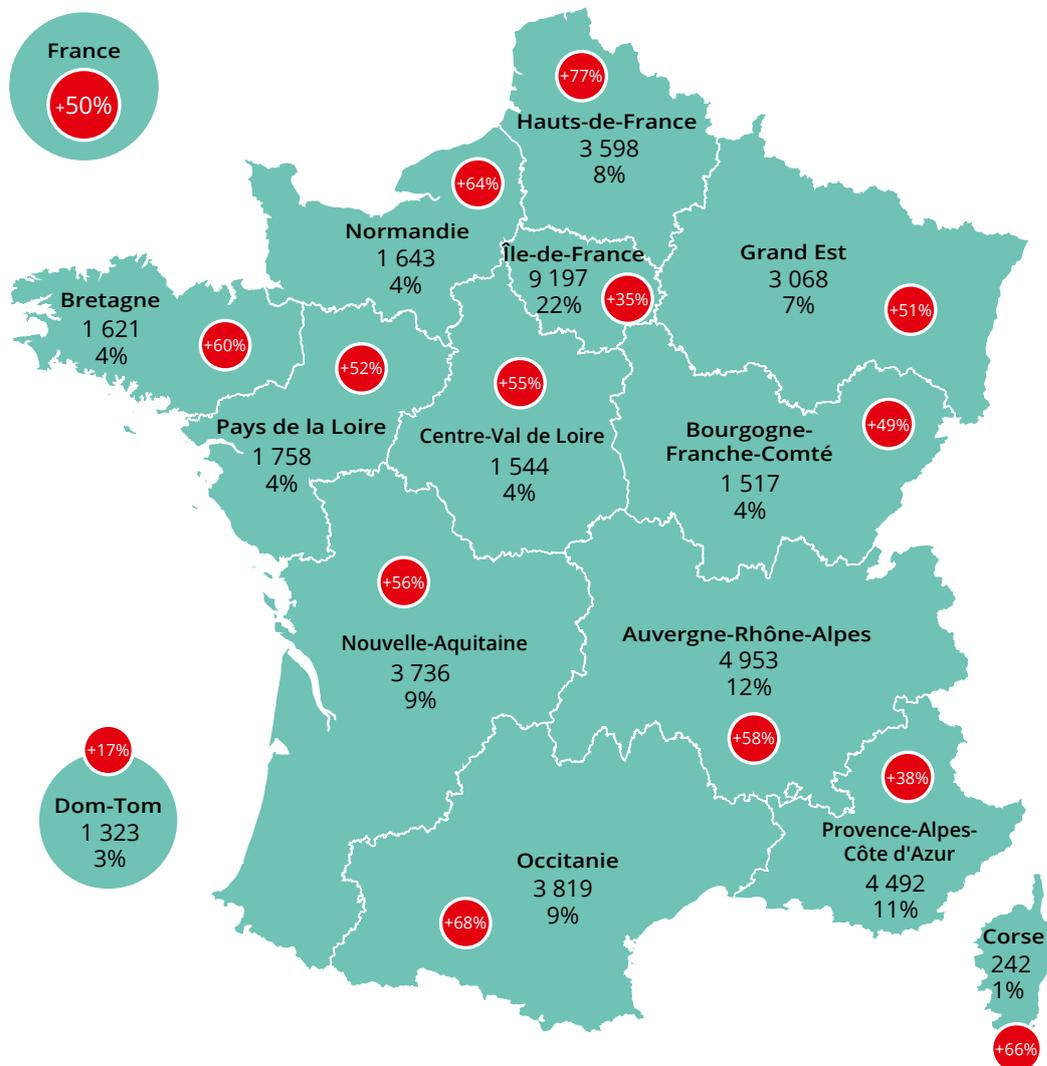
	2018	2019	2020	2021	2022	Défaillances 2022		Evolution		Poids		
						Entreprises	Taux	En valeur	En%	2021	2022	22/21
1 Ile-de-France	12 149	11 508	7 479	6 796	9 197	1 449 332	0,63%	2 401	35%	24%	22%	(2%)
2 Auvergne-Rhône-Alpes	6 294	6 074	3 568	3 127	4 953	682 070	0,73%	1 826	58%	11%	12%	1%
3 Provence-Alpes-Côte d'azur	5 311	5 348	3 499	3 257	4 492	585 718	0,77%	1 235	38%	11%	11%	(1%)
4 Occitanie	4 756	4 511	2 704	2 274	3 819	529 686	0,72%	1 545	68%	8%	9%	1%
5 Nouvelle-Aquitaine	4 626	4 431	2 704	2 389	3 736	484 684	0,77%	1 347	56%	8%	9%	0%
6 Hauts-de-France	4 233	3 930	2 424	2 032	3 598	334 545	1,08%	1 566	77%	7%	8%	1%
7 Grand-Est	4 211	4 051	2 378	2 033	3 068	350 585	0,88%	1 035	51%	7%	7%	0%
8 Pays-de-la-Loire	2 416	2 209	1 298	1 157	1 758	246 323	0,71%	601	52%	4%	4%	0%
9 Normandie	2 389	2 157	1 367	999	1 643	201 207	0,82%	644	64%	4%	4%	0%
10 Bretagne	2 040	2 025	1 296	1 013	1 621	218 312	0,74%	608	60%	4%	4%	0%
11 Centre-Val de Loire	1 848	1 746	1 027	994	1 544	153 722	1,00%	550	55%	4%	4%	0%
12 Bourgogne Franche-Comté	1 928	1 966	1 235	1 021	1 517	178 214	0,85%	496	49%	4%	4%	(0%)
13 Dom-Tom et étranger	2 025	1 642	993	1 133	1 323	189 477	0,70%	190	17%	4%	3%	(1%)
14 Corse	401	404	212	146	242	43 668	0,55%	96	66%	1%	1%	0%
Ouvertures de procédures	54 627	52 002	32 184	28 371	42 514	5 647 543	0,75%	14 140	50%	100%	100%	-

Note : (i) Pour la catégorie Dom-Tom et étranger seul le stock d'entreprises des Dom-Tom est présenté (ii) Le taux de défaillances 2021 = nombre de procédures 2021 / stock d'entreprises 2020
Source : Altares/Deloitte, Insee

Maillage géographique des défaillances

Les chiffres mentionnés dans chaque région indiquent le nombre de défaillances enregistrées en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part de la région ramenée à l'échelon national ; le pourcentage encerclé en rouge traduit l'évolution par rapport à 2021.

Carte d'évolution des défaillances (SVG, RJ, LJ) par région en 2022

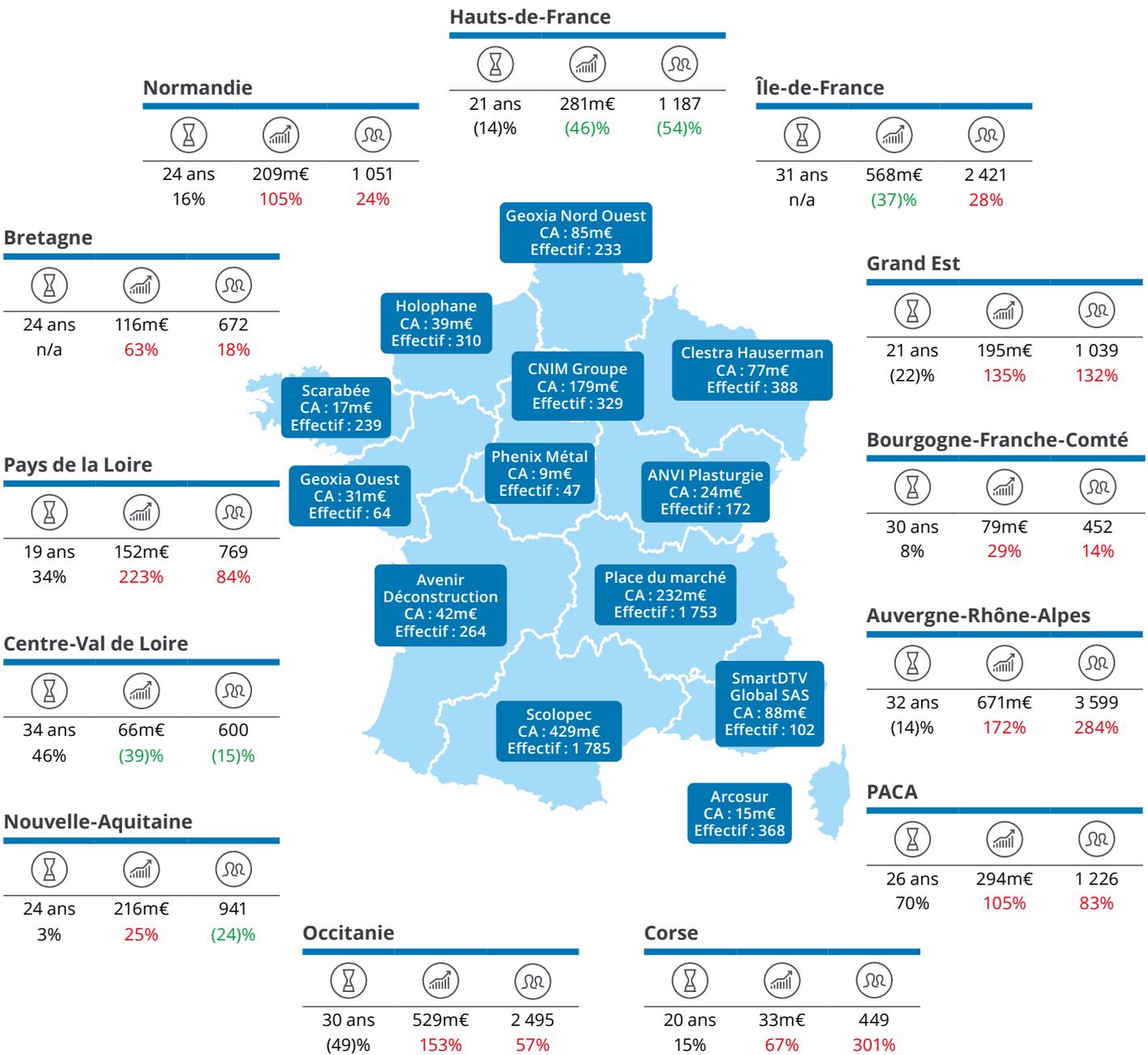


Source : Altarea

Caractéristiques des 10 principales défaillances par région

Cette carte de France présente (i) la principale défaillance par région et (ii) les caractéristiques des dix plus importantes procédures par région.

Note : le pourcentage est la variation de chaque indicateur entre l'année 2021 et 2022.



Auvergne-Rhône-Alpes

Le nombre de procédures en région Auvergne-Rhône-Alpes a augmenté de 58% en 2022, en ligne avec la hausse observée au niveau national. Cette tendance s'explique par :

- La hausse de 61% (soit +412 procédures) du nombre d'ouverture de redressement judiciaire en 2022 dans la région, en ligne par rapport à la hausse du niveau national (+56%) ;
- La hausse de 58% (soit +1 364 procédures) du nombre de liquidations judiciaires ouvertes en 2022 dans la région, toujours en ligne avec la hausse nationale (+48%) ; et
- La hausse des procédures de sauvegarde, contrastant avec la baisse observée l'année dernière.

De plus, la hausse du nombre de procédures ouvertes en 2022 est concentrée dans les entreprises de moins de 10 salariés (+58% soit +1 680 procédures), en ligne avec une hausse nationale de 48%. D'autre part, la hausse du nombre de RJ/LJ dans la région en 2022 (+1 776 procédures) est visible dans tous les départements. Toutefois, les départements du Cantal, de la Haute-Loire, et de l'Ardèche enregistrent les plus fortes hausses sur la région avec +97%, +89% et +80%.

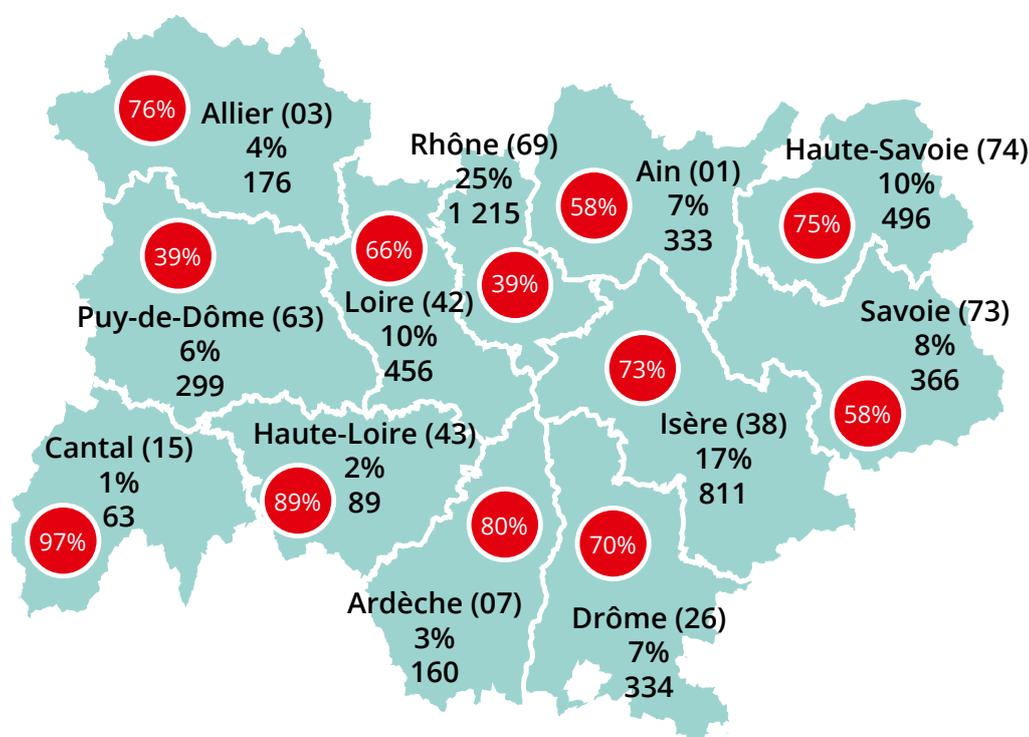
Ensuite, le Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires communique des informations sur les procédures amiables au sein des régions dans son rapport annuel. Celui-ci ne présente pas de ventilation par typologie de procédures amiables (mandat ad hoc et conciliation),

Données clés

Démographie : 8 197 325
(source : Ined au 1^{er} janvier 2023)
Surface : 69 711 km²
PIB 2021 : 290 844 M€ (Insee)
Nombre d'entreprises : 682 070
(source : Insee 2020)
Nombre de défaillances : 4 953
Ratio de défaillances : 0,73%

de répartition par taille d'entreprise ni de données concernant les emplois menacés.

Les procédures amiables dans leur ensemble augmentent de 733 à 967 dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit une augmentation de 32% (légèrement supérieure à la moyenne nationale de 28%).



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	142	123	122	105	155	50	48%	3%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	1 835	1 799	858	674	1 086	412	61%	22%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	4 317	4 152	2 588	2 348	3 712	1 364	58%	75%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	6 152	5 951	3 446	3 022	4 798	1 776	59%	97%	41 389	50%	97%
Total	6 294	6 074	3 568	3 127	4 953	1 826	58%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	5 945	5 747	3 346	2 917	4 597	1 680	58%	93%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	323	290	194	182	320	138	76%	6%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	26	37	28	28	36	8	29%	1%	285	52%	1%
Total	6 294	6 074	3 568	3 127	4 953	1 826	58%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	PLACE DU MARCHE	69	2020	2	232	SVG	nov-22	1 753	Commerce de détail de produits surgelés
2	OOGARDEN	01	2006	16	89	RJ	dec-22	151	Vente à distance sur catalogue général
3	SETELEN	42	2003	19	85	SVG	mars-22	784	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
4	SOCIETE FRANCAISE DE MAISONS INDIVIDUELLES SFMI	26	1989	33	58	LJ	nov-22	200	Construction de maisons individuelles
5	SALAISONS STEMMELLEN	01	1969	53	54	SVG	oct-22	154	Préparation industrielle de produits à base de viande
6	ALLIMAND	38	1961	61	53	SVG	août-22	170	Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton
7	BCM ENERGY (PLANETE OUI)	69	2015	7	31	SVG	janv-22	42	Courtage de valeurs mobilières et de marchandises
8	GEOXIA RHONE-ALPES (MAISONS PHENIX)	69	1979	43	27	RJ	mai-22	46	Construction de maisons individuelles
9	SOGRANLOTRANS	42	1984	38	21	SVG	juil-22	147	Transports routiers de fret interurbains
10	PARALU	69	1974	48	20	RJ	juil-22	152	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
Total 2022				32	671			3 599	
Total 2021				37	247			938	
Var. vs 2021 (%)				(14%)	172%			284%	
Var. vs 2021				(5)	424			2 661	

Source : Altares

La construction (25%), le commerce (22%) et l'hébergement et la restauration (14%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.

La hausse moyenne dans la région est portée par ces trois secteurs : l'hébergement et la restauration (+149% soit +393 procédures), le commerce (+56%) et la construction (+39%).

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	124	130	89	96	124	28	29%	3%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	19	20	13	12	10	(2)	(17%)	0%	208	22%	1%
Culture	42	41	29	28	41	13	46%	1%	486	34%	1%
Élevage	63	69	47	56	73	17	30%	2%	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	1 586	1 605	800	848	1 180	332	39%		9 860	34%	24%
Bâtiment	1 389	1 355	652	631	1 004	373	59%	21%	8 263	40%	20%
Immobilier	197	250	148	217	176	(41)	(19%)	4%	1 597	9%	4%
COMMERCE	1 336	1 297	726	689	1 077	388	56%	22%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	224	259	138	179	214	35	20%	4%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	829	763	456	363	673	310	85%	14%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	283	275	132	147	190	43	29%	4%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	460	435	257	228	400	172	75%	8%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	179	158	78	72	146	74	103%	3%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	281	277	179	156	254	98	63%	5%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	113	131	96	74	94	20	27%	2%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	75	90	70	64	77	13	20%	2%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	38	41	26	10	17	7	70%	0%	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	195	201	97	95	166	71	75%		1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	138	129	61	67	114	47	70%	2%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	57	72	36	28	52	24	86%	1%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	46	47	24	32	54	22	69%		424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	780	704	485	431	566	135	31%		5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	382	334	240	220	268	48	22%	6%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	398	370	245	211	298	87	41%	6%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	230	222	160	102	218	116	114%	5%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	30	39	18	13	20	7	54%	0%	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	157	147	101	65	156	91	140%	3%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	43	36	41	24	42	18	75%	1%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	916	802	499	264	657	393	149%	14%	5 375	104%	13%
Hébergement	64	51	32	21	43	22	105%	1%	256	22%	1%
Restauration	672	593	366	187	507	320	171%	11%	4 335	113%	10%
Débits de boissons	180	158	101	56	107	51	91%	2%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	366	377	213	163	262	99	61%	5%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	110	110	43	37	63	26	70%	1%	570	47%	1%
Activités récréatives	118	111	82	71	81	10	14%	2%	766	46%	2%
Enseignement	95	115	56	41	95	54	132%	2%	680	63%	2%
Autres activités	43	41	32	14	23	9	64%	0%	215	23%	1%
Total	6 152	5 951	3 446	3 022	4 798	1 776	59%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altareas

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.

**RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ**

Bourgogne-Franche-Comté

Le nombre de procédures en région Bourgogne-Franche-Comté a augmenté de 49% en 2022, un niveau légèrement inférieur au niveau national (+50%). Cette augmentation des ouvertures s'explique par :

- Une forte hausse des liquidations judiciaires de 44%, en ligne avec le niveau national (+48%) ;
- Une hausse du nombre des procédures de redressement judiciaire de 56%, en ligne avec le niveau national (+56%).

Cette tendance à la hausse est confirmée par la hausse des procédures de sauvegardes (+82%), supérieur au niveau national (+54%).

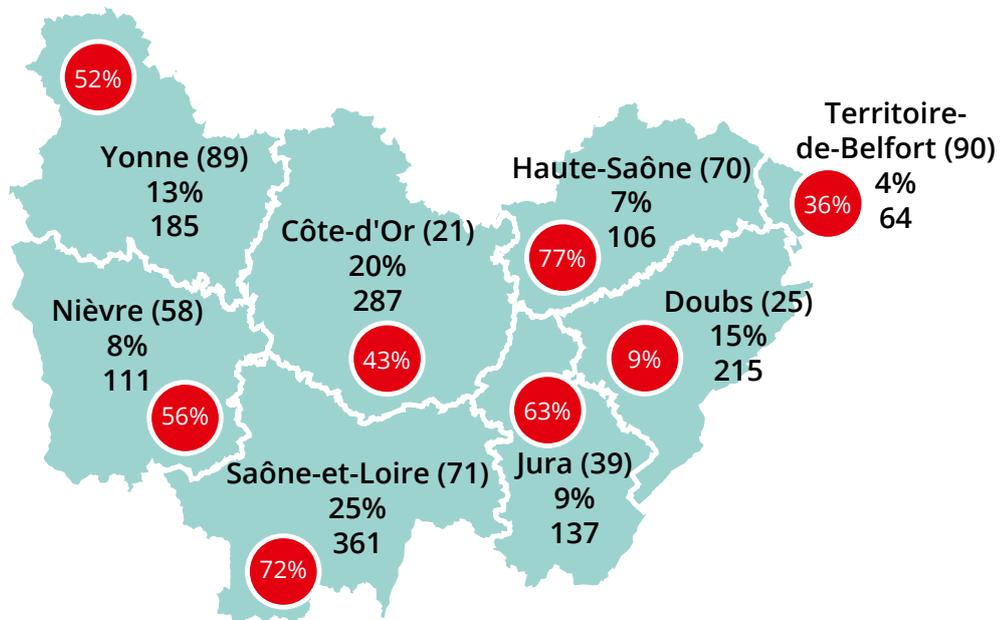
La hausse du nombre d'ouvertures de procédures en 2022 concerne surtout les entreprises dont le nombre de salariés est inférieur à 10 salariés avec une hausse de 47%.

Concernant la répartition des ouvertures des procédures dans la région, le département de la Côte-d'Or, la Saône-et-Loire, le Doubs et l'Yonne enregistrent plus de 70% des procédures. La tendance haussière du nombre d'ouvertures est toutefois la plus marquée dans les départements de la Haute-Saône (+77%), de la Saône-et-Loire (+72%) et du Jura avec (+63%).

Concernant les procédures amiables, nous constatons une forte augmentation de 195 à 256 entre 2021 et 2022 soit une augmentation de 31%. Cette croissance est supérieure de 3 points par rapport à la moyenne nationale.

Données clés

Démographie : 2 786 296
(source : Ined au 1^{er} janvier 2023)
Surface : 47 783 km²
PIB 2021 : 81 693 M€ (Insee)
Nombre d'entreprises : 178 214
(source : Insee 2020)
Nombre de défaillances : 1 517
Ratio de défaillances : 0,85%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	33	42	30	28	51	23	82%	3%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	639	716	326	266	416	150	56%	27%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	1 256	1 208	879	727	1 050	323	44%	69%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	1 895	1 924	1 205	993	1 466	473	48%	97%	41 389	50%	97%
Total	1 928	1 966	1 235	1 021	1 517	496	49%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	1 834	1 848	1 167	966	1 417	451	47%	93%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	85	105	55	51	94	43	84%	6%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	9	13	13	4	6	2	50%	0%	285	52%	1%
Total	1 928	1 966	1 235	1 021	1 517	496	49%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	ANVI PLASTURGIE	71	2017	5	23,9	RJ	oct-22	172	Fabrication de produits de consommation courante en matières plastiques
2	SVDECOUPAGE	25	2008	14	7,7	RJ	janv-22	58	Découpage, emboutissage
3	TRANSPORTS PHILIPPE ET ANTHONY BALLE	70	2002	20	5,4	SVG	juil-22	45	Transports routiers de fret interurbains
4	NOUVELLE FOG AUTOMOTIVE	58	2014	8	15,3	RJ	juil-22	49	Réparation de machines et équipements mécaniques
5	EXPO CHANUSSOT AUTOMOBILES	39	1965	57	4,6	LJ	nov-22	10	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
6	MINOTERIE MEGNAUD	71	2009	13	5,3	RJ	fev-22	11	Meunerie
7	ETABLISSEMENTS PATOUILLET	21	1958	64	4,3	RJ	fev-22	42	Vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés n.c.a.
8	MIROGLACE	58	1967	55	4,2	RJ	janv-22	10	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
9	ROMARY RENE ET FILS	70	1983	39	4,1	LJ	sept-22	33	Transports routiers de fret interurbains
10	BMO AGENCEMENT	89	1995	27	4,0	RJ	juil-22	28	Fabrication de meubles de bureau et de magasin
Total 2022				30	79			458	
Total 2021				28	61			402	
Var. vs 2021 (%)				8%	29%			14%	
Var. vs 2021				2	18			56	

Source : Altares

Le commerce (25%), la construction (23%), et l'hébergement et restauration (14%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures en 2022.

Cette augmentation des ouvertures est notamment portée par la hausse enregistrée sur les secteurs du commerce (+61%),

des services aux entreprises (+63%) et de l'hébergement et restauration (+98%).

À noter également une hausse plus marquée qu'au niveau national dans le secteur du transport & logistique (+129% vs +49% au niveau national).

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	113	107	71	80	73	(7)	(9%)	5%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	14	30	9	11	21	10	91%	1%	208	22%	1%
Culture	37	27	26	28	20	(8)	(29%)	1%	486	34%	1%
Élevage	62	50	36	41	32	(9)	(22%)	2%	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	400	427	269	255	334	79	31%	23%	9 860	34%	24%
Bâtiment	325	353	212	188	281	93	49%	19%	8 263	40%	20%
Immobilier	75	74	57	67	53	(14)	(21%)	4%	1 597	9%	4%
COMMERCE	486	427	308	229	368	139	61%	25%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	87	75	67	57	88	31	54%	6%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	326	276	184	125	226	101	81%	15%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	73	76	57	47	54	7	15%	4%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	167	175	92	81	132	51	63%	9%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	64	74	27	30	65	35	117%	4%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	103	101	65	51	67	16	31%	5%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	23	35	16	20	19	(1)	(5%)	1%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	11	25	13	17	15	(2)	(12%)	1%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	12	10	3	3	4	1	33%	0%	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	49	51	29	21	48	27	129%	3%	1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	35	36	18	16	33	17	106%	2%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	14	15	11	5	15	10	200%	1%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	13	13	11	14	10	(4)	(29%)	1%	424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	168	194	104	93	152	59	63%	10%	5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	82	97	40	47	83	36	77%	6%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	86	97	64	46	69	23	50%	5%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	100	88	59	47	62	15	32%	4%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	20	12	10	6	9	3	50%	1%	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	58	55	40	28	47	19	68%	3%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	22	21	9	13	6	(7)	(54%)	0%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	277	289	189	102	202	100	98%	14%	5 375	104%	13%
Hébergement	18	21	17	12	14	2	17%	1%	256	22%	1%
Restauration	205	213	134	69	155	86	125%	11%	4 335	113%	10%
Débites de boissons	54	55	38	21	33	12	57%	2%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	99	118	57	51	66	15	29%	5%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	23	37	13	13	24	11	85%	2%	570	47%	1%
Activités récréatives	38	42	20	17	23	6	35%	2%	766	46%	2%
Enseignement	24	25	15	12	11	(1)	(8%)	1%	680	63%	2%
Autres activités	14	14	9	9	8	(1)	(11%)	1%	215	23%	1%
Total	1 895	1 924	1 205	993	1 466	473	48%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altarea

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Bretagne

Le nombre de procédures en région Bretagne a augmenté de 60% en 2022, une tendance supérieure à celle enregistrée au niveau national (+50%). Cette hausse des ouvertures s'explique par :

- Une hausse généralisée de toutes les procédures collectives.
- En effet, les procédures de liquidation judiciaire, enregistrant une hausse de 59% et représentant 74% des procédures, sont le principal catalyseur de cette hausse ;
- Les procédures de redressement judiciaire, représentant 382 procédures soit 24% du nombre total des procédures, augmentent quant à elles de 69%

La hausse du nombre de procédures concernant les entreprises de moins de 10 salariés est plus importante (+60%) qu'au niveau national (48%), cela représente 94% du nombre total de procédures de la région. Les entreprises dont le nombre d'employés est supérieur à 10 ont enregistré une hausse des procédures moins importante que le niveau national (+65% vs +79% au niveau national de la tranche 10 à 49 salariés) et (+40% vs +52% au niveau national de la tranche 50 salariés et plus).

Enfin, la hausse observée dans la région est portée notamment dans les départements du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine avec une hausse respectivement de 75% et 72%.

Données clés

Démographie : 3 429 882

(source : Ined au 1^{er} janvier 2023)

Surface : 27 208 km²

PIB 2021 : 108 233 M€ (Insee)

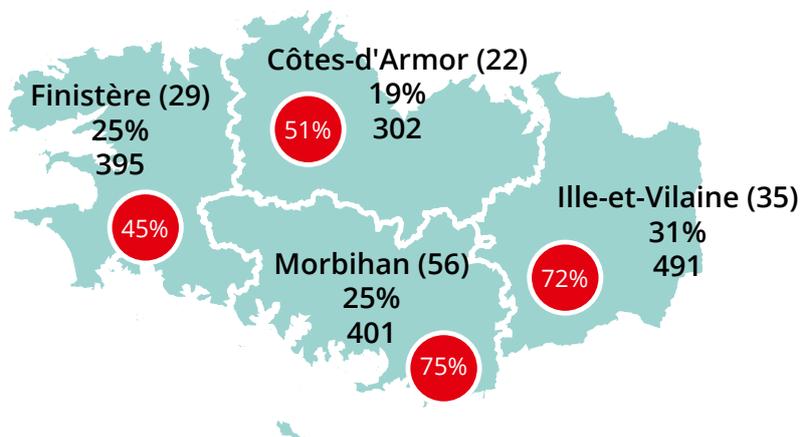
Nombre d'entreprises : 218 312

(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 1 621

Ratio de défaillances : 0,74%

Concernant les procédures amiables, nous constatons une forte augmentation de 257 à 321 entre 2021 et 2022 soit une augmentation de 25%. Cette croissance est en deçà de 3 points par rapport à la moyenne nationale.



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	26	44	35	26	32	6	23%	2%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	631	594	309	226	382	156	69%	24%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	1 383	1 387	952	761	1 207	446	59%	74%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	2 014	1 981	1 261	987	1 589	602	61%	98%	41 389	50%	97%
Total	2 040	2 025	1 296	1 013	1 621	608	60%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	1 943	1 915	1 229	951	1 520	569	60%	94%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	82	96	56	57	94	37	65%	6%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	15	14	11	5	7	2	40%	0%	285	52%	1%
Total	2 040	2 025	1 296	1 013	1 621	608	60%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	SCARABEE	35	1983	39	42,4	RJ	oct-22	239	Supermarchés
2	CORETEC	35	2002	20	17,7	RJ	avr-22	103	Ingénierie, études techniques
3	BEBE AU NATUREL	56	2005	17	11,2	RJ	nov-22	49	Vente à distance sur catalogue spécialisé
4	FLIN ESCALIERS FRANCE	22	2018	4	9,6	RJ	juil-22	112	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries
5	CORETEC FSO	35	2019	3	7,8	RJ	avr-22	66	Ingénierie, études techniques
6	FACET INGENIERIE	29	1995	27	7,3	SVG	oct-22	10	Ingénierie, études techniques
7	RAUB BREST	29	1968	54	4,2	RJ	nov-22	55	Travaux de peinture et vitrerie
8	FP-AUTO EVASION	22	2007	15	4,0	LJ	juin-22	-	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
9	CALLUNE	56	1990	32	7,7	RJ	oct-22	38	Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé
10	ACTUEL DEMENAGEMENTS	35	1995	27	3,9	LJ	oct-22	-	Services de déménagement
Total 2022				24	116			672	
Total 2021				nc	71			569	
Var. vs 2021 (%)				<i>n/a</i>	63%			18%	
Var. vs 2021				<i>n/a</i>	45			103	

Source : Altares

La construction (22%), le commerce (22%) et le service aux entreprises (14%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures. Globalement, la hausse du nombre d'ouvertures des redressements judiciaires et liquidations judiciaires dans la région de Bretagne est plus forte (+61%) que celle observée au niveau national (+50%). Toutefois, des tendances différentes sont à souligner :

- Les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire ont enregistré une forte hausse dans les secteurs de la construction (+67%), du commerce (+85%), du transport et logistique (+86%) et de l'hébergement et restauration (+115%).
- A contrario, le secteur de l'Agriculture (-16%), incluant notamment l'élevage (-49%) enregistre une baisse de ces procédures en 2022 par rapport à 2021.



	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	139	126	75	104	87	(17)	(16%)	5%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	20	12	17	12	15	3	25%	1%	208	22%	1%
Culture	29	25	11	13	32	19	146%	2%	486	34%	1%
Élevage	90	89	47	79	40	(39)	(49%)	3%	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	456	452	286	206	343	137	67%	22%	9 860	34%	24%
Bâtiment	353	376	236	171	268	97	57%	17%	8 263	40%	20%
Immobilier	103	76	50	35	75	40	114%	5%	1 597	9%	4%
COMMERCE	435	436	253	190	352	162	85%	22%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	64	76	38	39	71	32	82%	4%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	293	272	176	112	226	114	102%	14%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	78	88	39	39	55	16	41%	3%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	149	130	87	81	126	45	56%	8%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	65	62	28	27	61	34	126%	4%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	84	68	59	54	65	11	20%	4%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	39	36	21	27	46	19	70%	3%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	33	28	17	21	31	10	48%	2%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	6	8	4	6	15	9	150%	1%	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	38	46	31	28	52	24	86%	3%	1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	23	25	14	21	34	13	62%	2%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	15	21	17	7	18	11	157%	1%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	11	14	10	13	13	-	-	1%	424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	220	242	149	151	216	65	43%	14%	5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	104	111	63	58	106	48	83%	7%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	116	131	86	93	110	17	18%	7%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	91	76	77	39	69	30	77%	4%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	13	10	6	9	9	-	-	1%	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	63	49	49	16	50	34	213%	3%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	15	17	22	14	10	(4)	(29%)	1%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	311	289	198	99	213	114	115%	13%	5 375	104%	13%
Hébergement	18	14	14	10	10	-	-	1%	256	22%	1%
Restauration	204	194	124	66	149	83	126%	9%	4 335	113%	10%
Débits de boissons	89	81	60	23	54	31	135%	3%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	125	134	74	49	72	23	47%	5%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	39	37	22	16	19	3	19%	1%	570	47%	1%
Activités récréatives	27	46	22	12	32	20	167%	2%	766	46%	2%
Enseignement	36	41	26	16	20	4	25%	1%	680	63%	2%
Autres activités	23	10	4	5	1	(4)	(80%)	0%	215	23%	1%
Total	2 014	1 981	1 261	987	1 589	602	61%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altares

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Centre-Val de Loire

Le nombre de procédures en région Centre-Val de Loire a augmenté de 55% par rapport à 2021, légèrement plus forte que la hausse au niveau national de 50%. Cette hausse est expliquée principalement par :

- La hausse du nombre de procédures de liquidation, enregistrant 1 057 procédures en 2022, contre 725 en 2021 soit +47% en deçà de la moyenne nationale ; et
- Une plus forte hausse du nombre de procédures de redressement judiciaire que celle constatée au niveau national avec une hausse de 84%, contre 56%.

Cette hausse du nombre de procédures entre 2021 et 2022 se remarque sur les procédures concernant les entreprises de moins de 10 salariés, représentant près de 94% des procédures de la région et enregistrant une hausse de 54%. La hausse des procédures concernant les entreprises de plus de 50 salariés avec 11 procédures en 2022 par rapport aux 5 procédures par an sur les deux dernières années souligne également cette tendance.

Enfin, cette hausse des ouvertures entre 2021 et 2022 se matérialise également au niveau des départements, notamment ceux du Loir-et-Cher, du Cher et du Loiret qui enregistrent les plus fortes hausses (+91%, +67% et +58%).

Concernant les procédures amiables, nous constatons une forte augmentation de 165 à 219 entre 2021 et 2022 soit une augmentation de 33%. Cette croissance est supérieure de 5 points par rapport à la moyenne nationale.

Données clés

Démographie : 2 572 278
(source : Ined au 1^{er} janvier 2023)

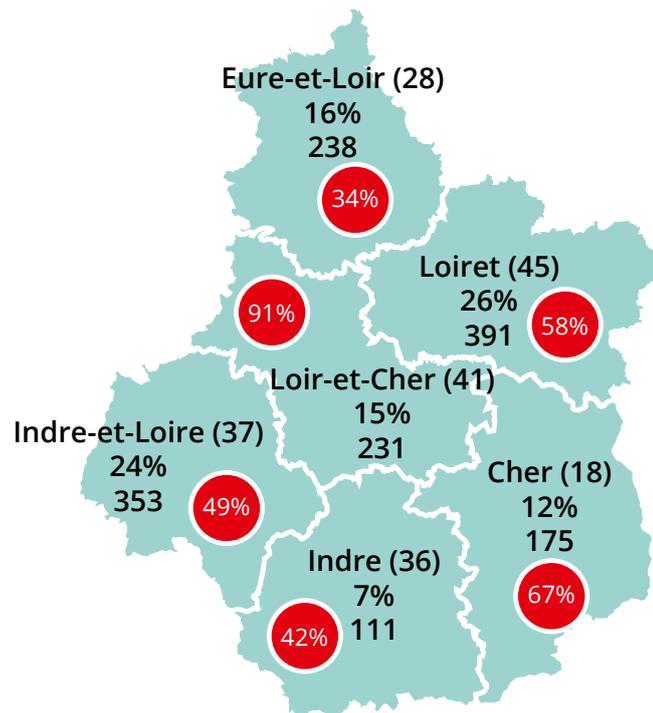
Surface : 39 151 km²

PIB 2020 : 78 297 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 153 722
(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 1 544

Ratio de défaillances : 1,00%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et Lj enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	33	34	37	29	45	16	55%	3%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	590	583	268	240	442	202	84%	29%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	1 225	1 129	722	725	1 057	332	46%	68%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	1 815	1 712	990	965	1 499	534	55%	97%	41 389	50%	97%
Total	1 848	1 746	1 027	994	1 544	550	55%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	1 730	1 648	958	942	1 450	508	54%	94%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	102	95	64	47	83	36	77%	5%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	16	3	5	5	11	6	120%	1%	285	52%	1%
Total	1 848	1 746	1 027	994	1 544	550	55%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	PHENIX METAL INDUSTRIE	37	1957	65	8,9	RJ	mai-22	47	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
2	GOUPIL INDUSTRIE	45	1973	49	8,7	LJ	nov-22	20	Fabrication d'autres articles métalliques
3	MEKAMICRON	41	2002	20	8,3	SVG	oct-22	86	Mécanique industrielle
4	ELIZABETH EUROPE	41	1963	59	8,3	SVG	sept-22	80	Mécanique industrielle
5	NEW ASSOCIATES	37	1996	26	7,3	RJ	fev-22	104	Activités d'enquête
6	DOCUMENTHOM CENTRE VAL DE LOIRE	45	2016	6	6,5	RJ	nov-22	142	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
7	GEOXIA COMPOSANTS	37	1986	36	5,7	RJ	mai-22	50	Fabrication d'éléments en béton pour la construction
8	SIFA TECHNOLOGIES	45	2004	18	5,4	LJ	nov-22	51	Fonderie de métaux légers
9	CONSTRUCTIONS METALLIQUES PUYENCHET	28	1980	42	3,6	RJ	mars-22	19	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
10	VALANTAMA	28	2007	15	3,5	LJ	oct-22	1	Supermarchés
Total 2022				34	66			600	
Total 2021				23	109			709	
Var. vs 2021 (%)				46%	(39%)			(15%)	
Var. vs 2021				11	(43)			(109)	

Source : Altares

Le commerce (24%), la construction (23%), et l'hébergement et la restauration (16%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures en 2022.

La hausse du nombre de procédures observée entre 2022 et 2021 s'explique principalement par la forte variation des procédures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire dans les

secteurs du commerce, de la construction et de l'hébergement et la restauration enregistrant respectivement +58%, +38% et +159% de variation.

Il est toutefois à noter une baisse des procédures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire dans les secteurs de l'information et la communication (-7%).



	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	85	48	49	59	58	(1)	(2%)	4%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	18	9	12	15	19	4	27%	1%	208	22%	1%
Culture	44	23	21	25	18	(7)	(28%)	1%	486	34%	1%
Élevage	23	16	16	19	21	2	11%	1%	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	450	435	245	251	347	96	38%	23%	9 860	34%	24%
Bâtiment	394	367	202	213	298	85	40%	20%	8 263	40%	20%
Immobilier	56	68	43	38	49	11	29%	3%	1 597	9%	4%
COMMERCE	421	385	233	224	355	131	58%	24%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	85	86	47	55	86	31	56%	6%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	273	230	143	126	225	99	79%	15%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	63	69	43	43	44	1	2%	3%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	119	131	74	80	106	26	33%	7%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	66	59	30	26	43	17	65%	3%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	53	72	44	54	63	9	17%	4%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	28	26	15	29	27	(2)	(7%)	2%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	20	19	12	20	22	2	10%	1%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	8	7	3	9	5	(4)	(44%)	0%	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	56	54	30	33	47	14	42%	3%	1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	35	40	20	23	35	12	52%	2%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	21	14	10	10	12	2	20%	1%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	16	12	6	8	18	10	125%	1%	424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	189	162	116	107	156	49	46%	10%	5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	88	77	51	49	76	27	55%	5%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	101	85	65	58	80	22	38%	5%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	76	64	50	33	70	37	112%	5%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	11	9	4	7	5	(2)	(29%)	0%	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	43	43	35	23	50	27	117%	3%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	22	12	11	3	15	12	400%	1%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	269	263	115	94	243	149	159%	16%	5 375	104%	13%
Hébergement	13	17	16	5	13	8	160%	1%	256	22%	1%
Restauration	196	193	71	69	188	119	172%	13%	4 335	113%	10%
Débites de boissons	60	53	28	20	42	22	110%	3%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	106	132	57	47	72	25	53%	5%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	36	36	9	7	16	9	129%	1%	570	47%	1%
Activités récréatives	30	42	16	19	35	16	84%	2%	766	46%	2%
Enseignement	33	48	29	15	17	2	13%	1%	680	63%	2%
Autres activités	7	6	3	6	4	(2)	(33%)	0%	215	23%	1%
Total	1 815	1 712	990	965	1 499	534	55%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altarea

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Corse

Le nombre de procédures en région Corse a augmenté plus fortement qu'au niveau national avec +66% de procédures en 2022, contre +50% au niveau national. Cette hausse des ouvertures s'explique par :

- La hausse (+109% soit +36 procédures) du nombre de redressements judiciaires ouverts en 2022, comparée à la hausse nationale de 56% ; et
- Les 10 procédures de sauvegarde enregistrées en 2022 alors qu'il n'y en avait aucune en 2021.
- L'augmentation des procédures de liquidation judiciaire de 44%, en deçà de la moyenne nationale de 48%.

La hausse des ouvertures de procédures en 2022 concerne toutes les tailles d'entreprises. Les entreprises de moins de 10 salariés ont enregistré une forte hausse avec 58% de procédures en plus soit +81 procédures. Les entreprises dont le nombre de salariés est compris entre 10 et 49 ont enregistré la plus forte hausse (+200%) avec 21 procédures en 2022, contre 7 en 2021. À noter que les entreprises ayant plus de 50 salariés représentent une part infime du spectre des procédures collectives en Corse.

Enfin, la hausse des défaillances observée dans la région en 2022 est hétérogène avec une augmentation des procédures de 70% en Corse du Sud vs 48% en Haute Corse.

Concernant les procédures amiables, nous constatons une forte augmentation de 13 à 14 entre 2021 et 2022 soit une augmentation de 8%. Cette croissance est inférieure à celle de la moyenne nationale qui s'élève à 8.

Données clés

Démographie : 351 255
(source : Ined au 1^{er} janvier 2023)

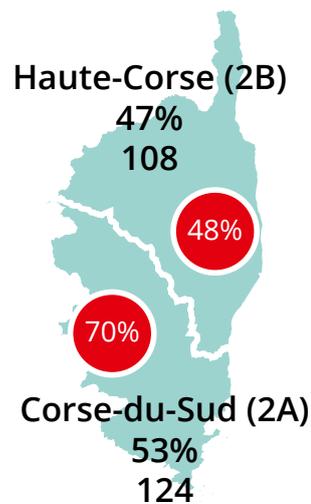
Surface : 8 722 km²

PIB 2021 : 10 124 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 43 668
(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 242

Ratio de défaillances : 0,55%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de R/L enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	7	1	6	-	10	10	n/a	4%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	200	217	91	33	69	36	109%	29%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	194	186	115	113	163	50	44%	67%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	394	403	206	146	232	86	59%	96%	41 389	50%	97%
Total	401	404	212	146	242	96	66%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	382	386	202	139	220	81	58%	91%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	16	17	9	7	21	14	200%	9%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	3	1	1	-	1	1	n/a	0%	285	52%	1%
Total	401	404	212	146	242	96	66%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	ARCOSUR	2A	2000	22	14,7	LJ	fev-22	368	Activités de sécurité privée
2	SARL LES POULETS BASTIAIS	2B	1989	33	9,4	RJ	mai-22	23	Transformation et conservation de la viande de volaille
3	ESPACE AICARDI	2A	2004	18	2,4	RJ	sept-22	9	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
4	KALLISTE TRAVAUX ENERGIE	2B	2017	5	1,6	LJ	juin-22	10	Travaux d'isolation
5	YOHANN LUIS CONSTRUCTION	2B	2010	12	1,1	LJ	janv-22	10	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment
6	VALORIA	2A	2001	21	1,0	SVG	oct-22	6	Ingénierie, études techniques
7	SARL EQUIPEMENTS SIGNALISATIONS AMENAGEMENTS	2B	2000	22	1,0	LJ	dec-22	6	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
8	LOGLI FRERES	2A	2004	18	0,9	LJ	juil-22	6	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment
9	SAS MOTO PRESTIGE	2A	2011	11	0,8	LJ	avr-22	1	Commerce et réparation de motocycles
10	PISCINE AZUR	2A	1989	33	0,7	RJ	dec-22	10	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m ² et plus)
Total 2022				20	33			449	
Total 2021				17	20			112	
Var. vs 2021 (%)				15%	67%			301%	
Var. vs 2021				3	13			337	

Source : Altares

La construction (33%), le commerce (18%) et l'hébergement et la restauration (16%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures. Certains secteurs enregistrent une hausse importante du nombre d'ouverture par rapport au niveau national, notamment la construction qui a enregistré une hausse de 79% des procédures comparée au 34% de hausse au niveau national ainsi que l'industrie (14 ouvertures de plus en 2022 soit une

augmentation de 200% par rapport à 2021 alors que le niveau national est de 68%).

Compte tenu du nombre de procédures peu significatif dans les autres secteurs de la région Corse, les variations peuvent être parfois importantes, mais ne traduisent pas une dynamique de secteur.



	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	4	4	7	2	2	-	-	1%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	2	1	-	-	2	2	n/a	1%	208	22%	1%
Culture	2	1	5	2	-	(2)	(100%)	-	486	34%	1%
Élevage	-	2	2	-	-	-	n/a	-	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	122	112	50	43	77	34	79%	33%	9 860	34%	24%
Bâtiment	111	94	39	29	56	27	93%	24%	8 263	40%	20%
Immobilier	11	18	11	14	21	7	50%	9%	1 597	9%	4%
COMMERCE	68	70	44	33	42	9	27%	18%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	10	13	4	4	4	-	-	2%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	48	50	31	24	31	7	29%	13%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	10	7	9	5	7	2	40%	3%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	21	35	12	7	21	14	200%	9%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	6	17	4	5	14	9	180%	6%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	15	18	8	2	7	5	250%	3%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	6	5	4	1	1	-	-	0%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	4	2	1	1	1	-	-	0%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	2	3	3	-	-	-	n/a	-	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	9	8	2	2	4	2	100%	2%	1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	4	3	1	1	2	1	100%	1%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	5	5	1	1	2	1	100%	1%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	5	2	1	-	-	-	n/a	-	424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	36	40	19	17	26	9	53%	11%	5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	12	14	9	10	11	1	10%	5%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	24	26	10	7	15	8	114%	6%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	11	16	6	6	9	3	50%	4%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	3	3	-	4	-	(4)	(100%)	-	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	6	12	5	2	7	5	250%	3%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	2	1	1	-	2	2	n/a	1%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	76	84	45	25	37	12	48%	16%	5 375	104%	13%
Hébergement	7	6	6	3	1	(2)	(67%)	0%	256	22%	1%
Restauration	60	72	37	18	31	13	72%	13%	4 335	113%	10%
Débites de boissons	9	6	2	4	5	1	25%	2%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	36	27	16	10	13	3	30%	6%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	14	14	4	4	5	1	25%	2%	570	47%	1%
Activités récréatives	9	5	11	3	3	-	-	1%	766	46%	2%
Enseignement	5	3	1	1	2	1	100%	1%	680	63%	2%
Autres activités	8	5	-	2	3	1	50%	1%	215	23%	1%
Total	394	403	206	146	232	86	59%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altares

Grille de lecture

En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Grand Est

Le nombre de procédures en région Grand Est a augmenté de 51% en 2022, une hausse légèrement supérieure à celle du niveau national (+50%). Cette hausse des ouvertures s'explique principalement par la hausse du nombre de liquidations judiciaires, représentant près de 73% des procédures de la région, et enregistrant une hausse de 47%, inférieure de 1 point par rapport à la hausse du niveau national. Les procédures de sauvegarde enregistrent quant à elles une hausse de 41%, contre 54% à l'échelle nationale et les redressements judiciaires, représentant 25% des procédures enregistrent une hausse de 65%, contre 56% au niveau national.

Au regard de la taille des entreprises, les entreprises de moins de 10 salariés (92% des entreprises en défaillances de la région), enregistrent une hausse de 48% comme au niveau national. À noter toutefois une dynamique particulière dans cette région sur les entreprises dont le nombre de salariés est supérieur à 10. En effet, les procédures concernant les entreprises entre 10 et 49 salariés ont augmenté de près de 107% alors qu'elles ont augmenté de 79% au niveau national. Enfin les entreprises de plus de 50 salariés ont augmenté de 125%, contre 52% au niveau national.

La hausse des défaillances observée dans la région en 2022 est concentrée dans les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin qui représentent 50% des procédures de la région.

Données clés

Démographie : 5 562 262

(source : Ined au 1^{er} janvier 2023)

Surface : 57 433 km²

PIB 2021 : 166 894 M€ (Insee)

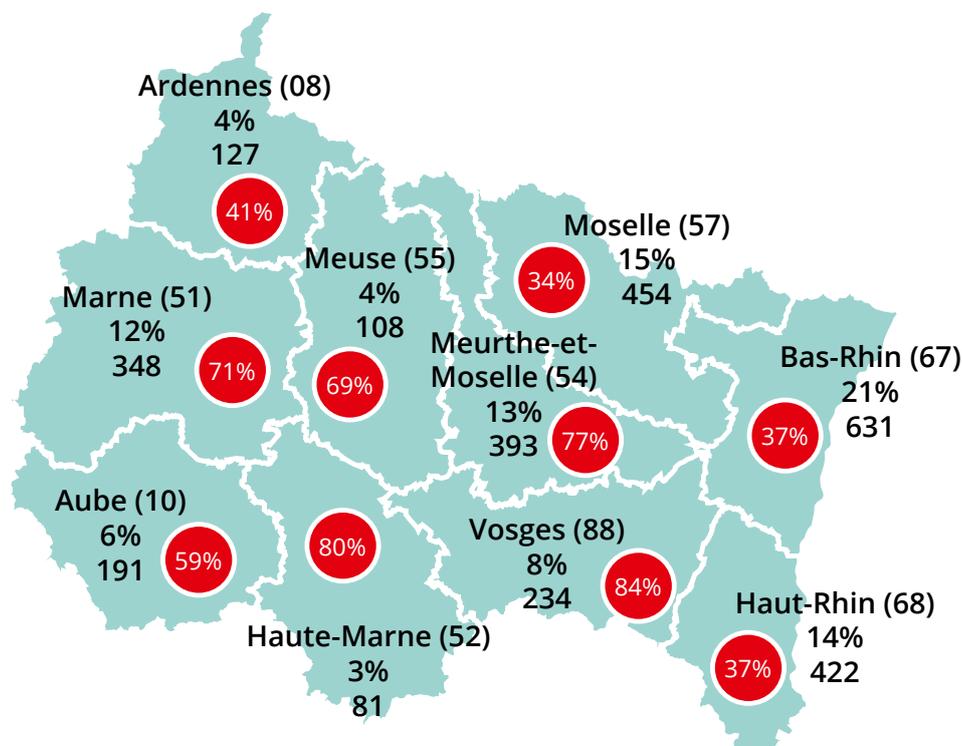
Nombre d'entreprise : 350 585

(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 3 068

Ratio de défaillances : 0,88%

Concernant les procédures amiables, nous constatons une forte augmentation de 251 à 293 entre 2021 et 2022 soit une augmentation de 17%. Cette croissance est en deçà de 11 points par rapport à la moyenne nationale.



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	81	75	65	56	79	23	41%	3%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	1 221	1 202	562	460	757	297	65%	25%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	2 909	2 774	1 751	1 517	2 232	715	47%	73%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	4 130	3 976	2 313	1 977	2 989	1 012	51%	97%	41 389	50%	97%
Total	4 211	4 051	2 378	2 033	3 068	1 035	51%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	3 921	3 817	2 277	1 921	2 835	914	48%	92%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	257	209	88	104	215	111	107%	7%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	33	25	13	8	18	10	125%	1%	285	52%	1%
Total	4 211	4 051	2 378	2 033	3 068	1 035	51%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	CLESTRA HAUSERMAN	67	2013	9	77,3	RJ	août-22	388	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
2	TREFILUNION	55	2018	4	23,5	RJ	dec-22	87	Tréfilage à froid
3	STEIN ENERGY	68	2015	7	20,5	RJ	mai-22	118	Fabrication de générateurs de vapeur, à l'exception des chaudières pour le chauffage central
4	LES ATELIERS REUNIS - CADDIE	67	2014	8	15,0	RJ	janv-22	182	Fabrication d'autres équipements de transport n.c.a.
5	HOMELINES	68	2015	7	13,0	RJ	oct-22	20	Construction de maisons individuelles
6	AB SERVE	57	1996	26	11,0	SVG	août-22	74	Récupération de déchets triés
7	FROMAGERIE DE LA MEIX BIOGAM	54	1985	37	10,5	RJ	nov-22	46	Fabrication de fromage
8	J2G CONSTRUCTION	67	2008	14	8,8	RJ	nov-22	33	Construction d'autres bâtiments
9	ROTH FRERES	68	1977	45	7,3	SVG	oct-22	36	Supermarchés
10	CLINIQUE FRANCOIS 1ER - LOUIS PASTEUR	52	1968	54	8,5	RJ	dec-22	55	Activités hospitalières
Total 2022				21	195			1 039	
Total 2021				27	83			448	
Var. vs 2021 (%)				(22%)	135%			132%	
Var. vs 2021				(6)	112			591	

Source : Altares

La construction (24%), le commerce (24%) et l'hébergement et la restauration (14%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.

Tous les secteurs sauf le commerce, l'information et la communication, le service aux entreprises et le service aux

particuliers enregistrent une augmentation plus importante que celui enregistré au niveau national. Le secteur de l'hébergement et de la restauration est le plus touché avec une hausse de 116% (+218 procédures) suivi par celui de la construction avec une augmentation de 40% (+204 procédures).



	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	90	100	54	65	75	10	15%	3%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	34	37	15	23	33	10	43%	1%	208	22%	1%
Culture	30	38	22	28	22	(6)	(21%)	1%	486	34%	1%
Élevage	26	25	17	14	20	6	43%	1%	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	1 033	967	557	512	716	204	40%	24%	9 860	34%	24%
Bâtiment	818	787	428	400	579	179	45%	19%	8 263	40%	20%
Immobilier	215	180	129	112	137	25	22%	5%	1 597	9%	4%
COMMERCE	960	967	568	479	715	236	49%	24%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	209	206	135	123	158	35	28%	5%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	568	577	322	252	422	170	67%	14%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	183	184	111	104	135	31	30%	5%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	352	303	187	153	261	108	71%	9%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	148	122	82	42	116	74	176%	4%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	204	181	105	111	145	34	31%	5%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	57	46	47	43	59	16	37%	2%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	42	33	30	32	39	7	22%	1%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	15	13	17	11	20	9	82%	1%	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	117	137	73	65	120	55	85%	4%	1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	82	90	44	42	83	41	98%	3%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	35	47	29	23	37	14	61%	1%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	34	25	17	17	30	13	76%	1%	424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	431	437	260	264	303	39	15%	10%	5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	220	214	125	134	153	19	14%	5%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	211	223	135	130	150	20	15%	5%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	206	183	109	93	145	52	56%	5%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	24	16	10	6	10	4	67%	0%	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	138	135	74	67	114	47	70%	4%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	44	32	25	20	21	1	5%	1%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	616	601	304	188	406	218	116%	14%	5 375	104%	13%
Hébergement	35	22	19	12	22	10	83%	1%	256	22%	1%
Restauration	476	477	244	142	328	186	131%	11%	4 335	113%	10%
Débites de boissons	105	102	41	34	56	22	65%	2%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	234	210	137	98	159	61	62%	5%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	60	66	35	24	34	10	42%	1%	570	47%	1%
Activités récréatives	64	53	40	31	53	22	71%	2%	766	46%	2%
Enseignement	65	62	44	34	56	22	65%	2%	680	63%	2%
Autres activités	45	29	18	9	16	7	78%	1%	215	23%	1%
Total	4 130	3 976	2 313	1 977	2 989	1 012	51%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altares

Grille de lecture

En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Hauts-de-France

Le nombre de procédures en région Hauts-de-France a augmenté de 77% en 2022, une tendance haussière plus accentuée que celle enregistrée au niveau national (+50%). Cette tendance provient principalement de la hausse de 78% des procédures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire. Ces deux procédures représentent 98% des procédures collectives de la région et près de 97% au niveau national. Leur croissance au niveau national est toutefois plus mesurée avec +50% enregistrés.

Il est important de noter également la hausse du nombre de procédures de sauvegarde de 23 procédures sur la région soit une hausse de 48%, contre une hausse de 54% enregistrée au niveau national.

De plus, dans la région Hauts-de-France, l'augmentation du nombre de procédures impacte principalement les entreprises de moins de 10 salariés avec une hausse de 79%, contre 48% au niveau national. Toutefois, une tendance différente à celle observée au niveau national est constatée sur les entreprises de plus de 10 salariés. En effet, les entreprises dont le nombre de salariés est compris entre 10 et 49 ont enregistré une hausse des procédures de près de 63%, contre 79% au niveau national. Les procédures concernant les entreprises de plus de 50 salariés ont enregistré une hausse de 37%, contre 52% au niveau national.

Enfin, la part des défaillances observée dans la région en 2022 est concentrée dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais qui représentent près de 73% des procédures de la région. Les départements de l'Aisne, la Somme et de l'Oise ont toutefois enregistré de fortes hausses également, de 98% pour le premier, 88% pour le deuxième et 57% pour le dernier.

Concernant les procédures amiables, nous constatons une forte augmentation de 402 à 621 entre 2021 et 2022 soit une augmentation de 54%. Cette croissance est largement supérieure à la moyenne nationale qui s'élève à 28%.

Données clés

Démographie : 5 980 697
(source : Ined au 1^{er} janvier 2023)

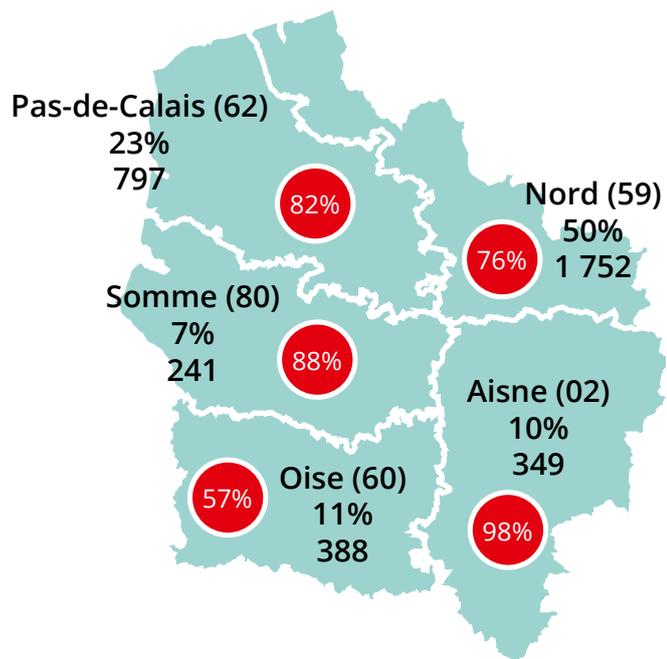
Surface : 31 813 km²

PIB 2021 : 174 281 (Insee)

Nombre d'entreprises : 334 545
(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 3 598

Ratio de défaillances : 1,08%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	53	47	45	48	71	23	48%	2%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	1 379	1 212	632	458	804	346	76%	22%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	2 801	2 671	1 747	1 526	2 723	1 197	78%	76%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	4 180	3 883	2 379	1 984	3 527	1 543	78%	98%	41 389	50%	97%
Total	4 233	3 930	2 424	2 032	3 598	1 566	77%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	3 945	3 702	2 260	1 866	3 333	1 467	79%	93%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	253	196	143	147	239	92	63%	7%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	35	32	21	19	26	7	37%	1%	285	52%	1%
Total	4 233	3 930	2 424	2 032	3 598	1 566	77%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	GEOXIA NORD OUEST	59	1998	24	84,5	RJ	mai-22	233	Construction de maisons individuelles
2	OUI ENERGY	59	2017	5	46,9	RJ	janv-22	62	Commerce d'électricité
3	CARELIDE	59	2016	6	39,3	RJ	oct-22	406	Fabrication de préparations pharmaceutiques
4	SEISSIGMA MAISONS PIERRE	02	2013	9	21,1	LJ	oct-22	46	Construction de maisons individuelles
5	SYNTHEXIM	62	1997	25	17,1	RJ	nov-22	105	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
6	BEST ENVIRONNEMENT SECURITE ET TECHNOLOGIE	59	1996	26	14,7	RJ	nov-22	62	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
7	BSL PIPES & FITTINGS	02	2000	22	14,8	RJ	fev-22	75	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier
8	TRANSPORTS COMATA	62	1986	36	14,5	RJ	janv-22	110	Transports routiers de fret interurbains
9	ARTROME'MAT	62	2014	8	13,8	RJ	fev-22	38	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques
10	SAINTHIMAT	59	1977	45	13,7	LJ	nov-22	50	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m ² et plus)
Total 2022				21	281			1 187	
Total 2021				24	518			2 585	
Var. vs 2021 (%)				(14%)	(46%)			(54%)	
Var. vs 2021				(3)	(237)			(1 398)	

Source : Altares

La construction (24%), le commerce (24%) et l'hébergement et la restauration (15%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures. Tous les secteurs ont enregistré des augmentations plus fortes

qu'au niveau national à l'exception de l'industrie avec 63%, contre 68% au niveau national. Le secteur Hébergement et restauration est particulièrement touché avec une augmentation de 167%, contre 104% au niveau national.



	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	56	51	38	39	69	30	77%	2%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	13	10	9	14	13	(1)	(7%)	0%	208	22%	1%
Culture	26	18	9	13	31	18	138%	1%	486	34%	1%
Élevage	17	23	20	12	25	13	108%	1%	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	1 035	910	550	523	830	307	59%	24%	9 860	34%	24%
Bâtiment	915	761	465	424	725	301	71%	21%	8 263	40%	20%
Immobilier	120	149	85	99	105	6	6%	3%	1 597	9%	4%
COMMERCE	1 038	937	550	486	862	376	77%	24%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	200	189	130	130	167	37	28%	5%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	666	568	332	267	549	282	106%	16%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	172	180	88	89	146	57	64%	4%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	305	285	168	146	238	92	63%	7%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	127	122	64	53	118	65	123%	3%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	178	163	104	93	120	27	29%	3%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	71	57	45	39	62	23	59%	2%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	48	43	33	35	43	8	23%	1%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	23	14	12	4	19	15	375%	1%	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	145	145	105	74	121	47	64%	3%	1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	82	83	66	39	83	44	113%	2%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	63	62	39	35	38	3	9%	1%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	26	25	22	22	40	18	82%	1%	424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	457	424	307	244	374	130	53%	11%	5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	214	188	127	119	169	50	42%	5%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	243	236	180	125	205	80	64%	6%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	186	218	132	99	203	104	105%	6%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	20	21	10	7	11	4	57%	0%	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	127	148	92	73	164	91	125%	5%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	39	49	30	19	28	9	47%	1%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	593	569	307	200	534	334	167%	15%	5 375	104%	13%
Hébergement	12	16	16	13	11	(2)	(15%)	0%	256	22%	1%
Restauration	443	424	239	149	426	277	186%	12%	4 335	113%	10%
Débits de boissons	138	129	52	38	97	59	155%	3%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	268	262	155	112	194	82	73%	6%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	84	86	32	26	58	32	123%	2%	570	47%	1%
Activités récréatives	75	70	56	37	58	21	57%	2%	766	46%	2%
Enseignement	75	79	49	34	60	26	76%	2%	680	63%	2%
Autres activités	34	27	18	15	18	3	20%	1%	215	23%	1%
Total	4 180	3 883	2 379	1 984	3 527	1 543	78%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altarea

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Île-de-France

Le nombre de procédures en région Île-de-France a augmenté de 35% en 2022, un niveau sensiblement plus faible qu'au niveau national (+50%). Cette évolution s'explique par :

- La hausse de 35% des procédures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire, représentant 98% des procédures de la région. Au niveau national, le nombre de ces procédures a augmenté de 50% expliquant donc principalement la plus faible hausse dans cette région ;
- À noter que les procédures de sauvegarde ont augmenté dans une proportion plus importante que celle enregistrée au niveau national avec 62% de hausse des procédures de sauvegarde, contre 54% au niveau national. Ces procédures représentent seulement 2% des procédures de la région.

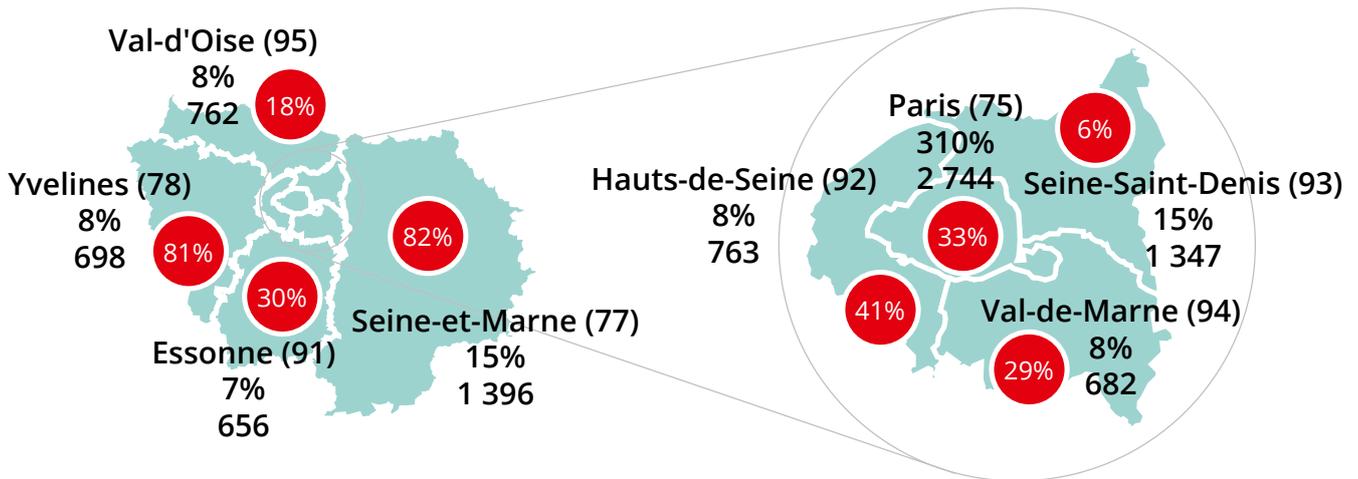
Concernant la typologie des entreprises dans la région Île-de-France, celles comprises entre 10 salariés et 49 salariés ont enregistré une plus faible augmentation des procédures que le niveau observé au niveau national avec 72%, contre 79% au niveau national. Les procédures concernant les entreprises de plus de 50 salariés ont augmenté de +42, contre 52% au niveau national. Les entreprises de moins de 10 salariés, représentant 90% des procédures, ont augmenté de 32%, contre 48% au niveau national, expliquant donc principalement la tendance régionale.

Les défaillances observées dans la région concernant principalement Paris, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis, représentent 61% des procédures. Le département des Yvelines a enregistré une forte hausse de 81% des procédures alors que le département de Seine-Saint-Denis enregistre la plus faible augmentation avec 6%.

Données clés

Démographie : 12 358 392
 (source : Ined au 1^{er} janvier 2023)
 Surface : 12 012 km²
 PIB 2021 : 764 428 M€ (Insee)
 Nombre d'entreprises : 1 449 332
 (source : Insee 2020)
 Nombre de défaillances : 9 197
 Ratio de défaillances : 0,63%

Concernant les procédures amiables, nous constatons une forte augmentation de 1 412 à 1 759 entre 2021 et 2022 soit une augmentation de 25%, soit 3 points en deçà de la moyenne nationale.



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
 Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	114	116	126	92	149	57	62%	2%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	2 340	2 348	1 177	995	1 657	662	67%	18%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	9 695	9 044	6 176	5 709	7 391	1 682	29%	80%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	12 035	11 392	7 353	6 704	9 048	2 344	35%	98%	41 389	50%	97%
Total	12 149	11 508	7 479	6 796	9 197	2 401	35%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	11 238	10 631	6 783	6 249	8 275	2 026	32%	90%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	844	800	598	487	837	350	72%	9%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	67	77	98	60	85	25	42%	1%	285	52%	1%
Total	12 149	11 508	7 479	6 796	9 197	2 401	35%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	CNIM GROUPE	75	1966	56	178,6	SVG	nc	329	Fabrication de fours et brûleurs
2	CNIM ENVIRONNEMENT & ENERGIE EPC	75	2018	4	92,9	RJ	nc	48	Ingénierie, études techniques
3	BURTON	75	1980	42	52,6	SVG	nc	595	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
4	RECYLEX SA	75	1954	68	51,1	RJ	nc	39	Récupération de déchets triés
5	GEOXIA ILE DE France MAISONS PHENIX	92	1980	42	43,2	RJ	nc	119	Construction de maisons individuelles
6	FEEDBACK	92	1998	24	37,9	RJ	nc	500	Autres activités informatiques
7	CNIM ENVIRONNEMENT & ENERGIE SERVICES	92	2018	4	33,6	LJ	nc	170	Ingénierie, études techniques
8	HAMON THERMAL EUROPE FRANCE	93	1985	37	31,5	RJ	nc	120	Fabrication d'autres machines d'usage général
9	5COM	75	2002	20	26,3	SVG	nc	500	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
10	ACTION ENERGIE	93	2005	17	20,4	RJ	nc	1	Travaux d'isolation
Total 2022				31	568			2 421	
Total 2021				nc	896			1 891	
Var. vs 2021 (%)				<i>n/a</i>	<i>(37%)</i>			<i>28%</i>	
Var. vs 2021				<i>n/a</i>	<i>(328)</i>			<i>530</i>	

Source : Altares

La construction (24%), le commerce (20%) et les services aux entreprises (17%) sont les secteurs les plus impactés par les procédures. La région connaît une hausse de 35% des procédures de redressement et de liquidation judiciaire, un niveau inférieur au niveau national (+50%).

Seuls les secteurs de l'agriculture (+100%, contre 13%), de l'information et communication (+44%, contre 40%) et des autres activités (+50%, contre 48%) enregistrent des hausses plus importantes que celles enregistrées au niveau national.



	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	19	18	16	18	36	18	100%	0%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	8	5	7	5	19	14	280%	0%	208	22%	1%
Culture	4	6	6	5	12	7	140%	0%	486	34%	1%
Élevage	7	7	3	8	5	(3)	(38%)	0%	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	3 400	3 056	1 624	1 742	2 168	426	24%	24%	9 860	34%	24%
Bâtiment	3 118	2 766	1 442	1 467	1 869	402	27%	21%	8 263	40%	20%
Immobilier	282	290	182	275	299	24	9%	3%	1 597	9%	4%
COMMERCE	2 329	2 265	1 515	1 329	1 773	444	33%	20%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	353	356	223	255	342	87	34%	4%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	1 148	1 108	779	639	911	272	43%	10%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	828	801	513	435	520	85	20%	6%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	572	498	350	302	420	118	39%	5%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	181	164	90	80	133	53	66%	1%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	391	334	260	222	287	65	29%	3%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	590	578	412	346	498	152	44%	6%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	332	328	258	232	337	105	45%	4%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	258	250	154	114	161	47	41%	2%	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	889	897	513	531	677	146	27%	7%	1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	409	430	238	260	347	87	33%	4%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	480	467	275	271	330	59	22%	4%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	71	83	65	63	98	35	56%	1%	424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 916	1 877	1 361	1 245	1 574	329	26%	17%	5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	1 008	965	717	641	848	207	32%	9%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	908	912	644	604	726	122	20%	8%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	491	425	277	275	422	147	53%	5%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	61	41	29	34	38	4	12%	0%	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	332	308	188	185	302	117	63%	3%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	98	76	60	56	82	26	46%	1%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	1 157	1 097	806	546	922	376	69%	10%	5 375	104%	13%
Hébergement	25	35	37	26	26	-	-	0%	256	22%	1%
Restauration	1 039	965	705	465	825	360	77%	9%	4 335	113%	10%
Débites de boissons	93	97	64	55	71	16	29%	1%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	601	598	414	307	460	153	50%	5%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	162	133	80	60	87	27	45%	1%	570	47%	1%
Activités récréatives	156	175	127	103	163	60	58%	2%	766	46%	2%
Enseignement	197	229	138	109	161	52	48%	2%	680	63%	2%
Autres activités	86	61	69	35	49	14	40%	1%	215	23%	1%
Total	12 035	11 392	7 353	6 704	9 048	2 344	35%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altares

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Normandie

Le nombre de procédures en région Normandie a augmenté de 64% en 2022, une hausse plus importante que celle enregistrée au niveau national. Cette tendance résulte d'une hausse importante de près de 64% des procédures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire, représentant 96% des procédures de la région, influençant donc la tendance générale. À noter une hausse d'une procédure de sauvegarde par rapport à 2021 (63 procédures en 2022, contre 35 en 2021).

Dans la région de Normandie, le nombre de procédures ouvertes par des entreprises de moins de 50 salariés, représentant la grande majorité des procédures (99%), augmente de 64%. Cette augmentation est beaucoup plus marquée que celle observée au niveau national. Dans le détail, il est constaté une augmentation de 61% des procédures pour les entreprises de moins de 10 salariés et 108% pour lesquelles le nombre de salariés est compris entre 10 et 49. Étant donné le nombre très faible d'entreprises en défaillances ayant plus de 50 salariés dans cette région (13), il est difficile de commenter la tendance.

En 2022, seul le département de la Manche enregistre une hausse moins importante que celle enregistrée à l'échelle nationale. Tous les autres départements enregistrent des augmentations comprises entre 52% et 83%.

Concernant les procédures amiables, nous constatons une forte augmentation de 198 à 229 entre 2021 et 2022 soit une augmentation de 16%. Cette croissance est en deçà de 12 points par rapport à la moyenne nationale.

Données clés

Démographie : 3 317 023
(source : Ined au 1^{er} janvier 2023)

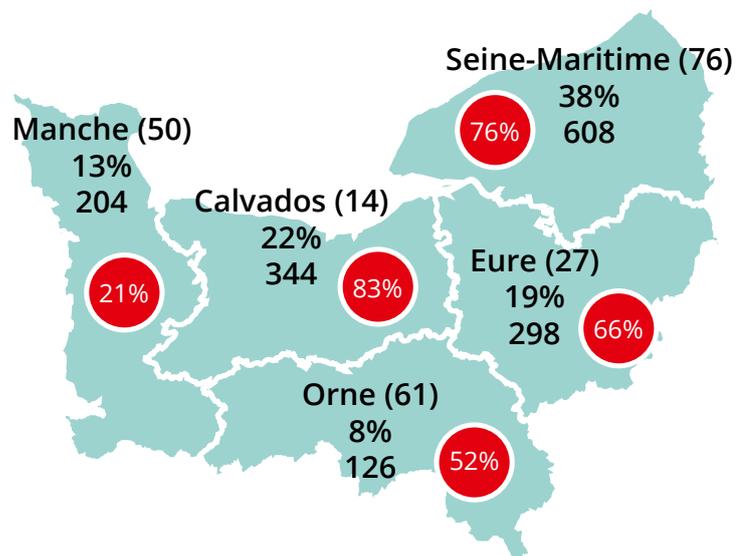
Surface : 29 906 km²

PIB 2021 : 99 255 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 201 207
(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 1 643

Ratio de défaillances : 0,82%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	50	36	34	35	63	28	80%	4%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	824	709	348	227	411	184	81%	25%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	1 515	1 412	985	737	1 169	432	59%	71%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	2 339	2 121	1 333	964	1 580	616	64%	96%	41 389	50%	97%
Total	2 389	2 157	1 367	999	1 643	644	64%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	2 233	2 026	1 277	933	1 505	572	61%	92%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	145	118	84	60	125	65	108%	8%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	11	13	6	6	13	7	117%	1%	285	52%	1%
Total	2 389	2 157	1 367	999	1 643	644	64%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	HOLOPHANE	27	1995	27	39,4	RJ	nov-22	310	Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique
2	COMPAGNIE NOUVELLE DE MANUTENTIONS PORTUAIRES	76	1989	33	42,4	RJ	juil-22	31	Manutention portuaire
3	EISMANN FRANCE	76	2020	2	35,3	RJ	nov-22	280	Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé
4	INTERIOR'S COUNTRY CORNER	76	1977	45	31,1	SVG	juil-22	205	Commerce de détail de meubles
5	MENAPHI INTERMARCHÉ	27	1998	24	18,0	RJ	avr-22	54	Hypermarchés
6	NORMANDY MOTORS	76	1990	32	12,0	SVG	janv-22	27	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
7	THELLIER CAMPING CAR	14	2006	16	8,7	RJ	avr-22	20	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
8	AVDIS	50	2013	9	8,5	LJ	juin-22	30	Supermarchés
9	CENTRE D ETUDES ET REALISATIONS INDUSTRI	27	1976	46	8,0	RJ	sept-22	44	Fabrication de machines-outils pour le travail des métaux
10	OCYTRANS CARREFOUR MARKET	14	2013	9	5,7	RJ	mars-22	50	Messagerie, fret express
Total 2022				24	209			1 051	
Total 2021				21	102			846	
Var. vs 2021 (%)				16%	105%			24%	
Var. vs 2021				3	107			205	

Source : Altares

Le commerce (24%), la construction (22%), l'hébergement & restauration (13%) et les services aux entreprises (12%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures de redressement judiciaire et liquidation judiciaire en 2022.

Compte tenu de la tendance haussière plus importante que celle observée au niveau national, la majorité des activités enregistrent une évolution du nombre d'entreprises défaillantes supérieure

à celle observée au niveau national. Cela exclut les secteurs de l'information et la communication (+20%, contre +40%), l'hébergement et la restauration (96%, contre 104%) et les autres activités (+40%, contre 48%) qui ont connu une tendance haussière moins importante que l'agriculture qui a connu une tendance baissière (-18%), contre +13% au niveau national.



	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	80	63	69	74	61	(13)	(18%)	4%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	11	14	7	11	6	(5)	(45%)	0%	208	22%	1%
Culture	20	14	8	10	16	6	60%	1%	486	34%	1%
Élevage	49	35	54	53	39	(14)	(26%)	2%	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	613	472	322	244	340	96	39%	22%	9 860	34%	24%
Bâtiment	518	393	262	188	291	103	55%	18%	8 263	40%	20%
Immobilier	95	79	60	56	49	(7)	(13%)	3%	1 597	9%	4%
COMMERCE	489	505	297	202	381	179	89%	24%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	92	80	59	52	80	28	54%	5%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	323	341	187	117	247	130	111%	16%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	74	84	51	33	54	21	64%	3%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	172	161	105	75	137	62	83%	9%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	91	84	42	25	66	41	164%	4%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	81	77	63	50	71	21	42%	4%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	28	34	31	25	30	5	20%	2%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	19	22	22	19	25	6	32%	2%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	9	12	9	6	5	(1)	(17%)	0%	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	76	68	42	38	67	29	76%	4%	1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	46	46	27	22	45	23	105%	3%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	30	22	15	16	22	6	38%	1%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	12	15	10	7	17	10	143%	1%	424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	239	215	145	110	189	79	72%	12%	5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	110	103	67	60	79	19	32%	5%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	129	112	78	50	110	60	120%	7%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	97	98	56	33	82	49	148%	5%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	18	13	6	5	12	7	140%	1%	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	63	68	48	27	60	33	122%	4%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	16	17	2	1	10	9	900%	1%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	388	353	181	103	202	99	96%	13%	5 375	104%	13%
Hébergement	29	15	11	10	7	(3)	(30%)	0%	256	22%	1%
Restauration	279	264	128	72	161	89	124%	10%	4 335	113%	10%
Débites de boissons	80	74	42	21	34	13	62%	2%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	145	137	75	53	74	21	40%	5%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	36	36	23	7	13	6	86%	1%	570	47%	1%
Activités récréatives	42	39	25	25	34	9	36%	2%	766	46%	2%
Enseignement	42	40	19	19	18	(1)	(5%)	1%	680	63%	2%
Autres activités	25	22	8	2	9	7	350%	1%	215	23%	1%
Total	2 339	2 121	1 333	964	1 580	616	64%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altarex

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Nouvelle-Aquitaine

Le nombre de procédures collectives en région Nouvelle-Aquitaine a augmenté de 56% en 2022, en ligne avec le niveau national (+50%). Cette tendance observée résulte de :

- La hausse de 57% du nombre de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire. Cette hausse résulte des variations suivantes :
 - les procédures de liquidation judiciaire ouvertes, représentant près de 70% des procédures de la région, ont augmenté de 51%, un niveau légèrement supérieur à celui observé au niveau national (+48%) ;
 - cette tendance est accentuée par la forte hausse du nombre de procédures de redressement judiciaire ouvertes (représentant 27% des procédures de la région) de +75%, contre +56% au niveau national.
- La hausse de 49% des procédures de sauvegarde ouvertes passant de 89 procédures à 133 procédures en 2022, est en ligne avec le niveau national.

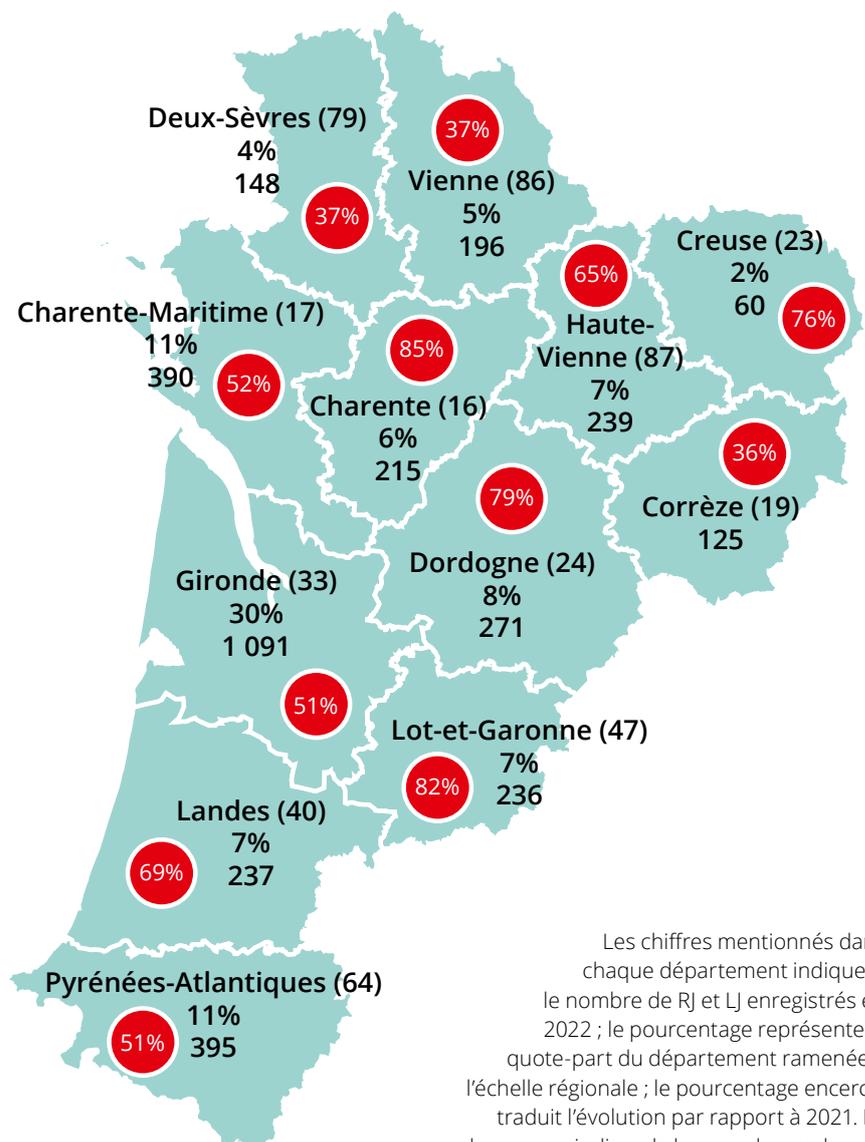
Cette hausse se reflète également sur toutes les typologies d'entreprises. Les procédures concernant les entreprises de moins de 10 salariés qui représentent 93% des procédures, ont augmenté de 53%, contre 48% au niveau national. Les entreprises de 10 à 49 salariés ont enregistré une hausse de 112%, contre 79% au niveau national. Concernant les entreprises de plus de 50 salariés, l'augmentation est de 82%, contre 52% au niveau national.

Concernant les départements de la région Nouvelle-Aquitaine, la totalité enregistre une tendance à la hausse. À noter que les départements de la Corrèze (+36%), des Deux-Sèvres (+37%) et de la Vienne (+37%) sont en dessous du niveau national.

Concernant les procédures amiables, nous constatons une forte augmentation de 509 à 643 entre 2021 et 2022 soit une augmentation de 26%, en ligne avec la moyenne nationale de 28%.

Données clés

Démographie : 6 110 365
 (source : Ined au 1^{er} janvier 2023)
 Surface : 84 036 km²
 PIB 2021 : 189 063 M€ (Insee)
 Nombre d'entreprises : 484 684
 (source : Insee 2020)
 Nombre de défaillances : 3 736
 Ratio de défaillances : 0,77%



Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.

Source : Altareas

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	165	121	99	89	133	44	49%	4%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	1 570	1 541	766	569	996	427	75%	27%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	2 891	2 769	1 839	1 731	2 607	876	51%	70%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	4 461	4 310	2 605	2 300	3 603	1 303	57%	96%	41 389	50%	97%
Total	4 626	4 431	2 704	2 389	3 736	1 347	56%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	4 359	4 224	2 537	2 262	3 470	1 208	53%	93%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	250	184	142	116	246	130	112%	7%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	17	23	25	11	20	9	82%	1%	285	52%	1%
Total	4 626	4 431	2 704	2 389	3 736	1 347	56%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	AVENIR DECONSTRUCTION	33	1997	25	42,0	SVG	sept-22	264	Travaux de démolition
2	GEORHIN	47	2011	11	41,3	SVG	fev-22	6	Ingénierie, études techniques
3	SAS LAFONTAINE 64	64	1960	62	25,3	RJ	nov-22	48	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
4	SAS AGOSAC CONSTRUCTION MAISONS CONFORT ECO	40	2014	8	20,1	RJ	juil-22	20	Construction de maisons individuelles
5	TAM TAM	33	1986	36	18,1	RJ	avr-22	164	Messagerie, fret express
6	CARTOL	79	2013	9	17,1	RJ	juil-22	129	Fabrication d'autres équipements automobiles
7	TRANSPORTS CAZAUX	33	1986	36	14,8	RJ	août-22	93	Transports routiers de fret de proximité
8	SYSTEL SYSTEMES ET TELECOMMUNICATIONS SA	17	1985	37	14,7	RJ	nov-22	141	Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques
9	AQUITAINE 33 CONSTRUCTION BATIMENT	33	2013	9	13,2	RJ	oct-22	26	Construction de maisons individuelles
10	ATN PLATFORMS	47	2018	4	9,4	RJ	mai-22	50	Fabrication de matériel de levage et de manutention
Total 2022				24	216			941	
Total 2021				23	173			1 237	
Var. vs 2021 (%)				3%	25%			(24%)	
Var. vs 2021				1	43			(29%)	

Source : Altares

Le commerce (23%), la construction (22%), et l'hébergement et la restauration (14%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.

La majorité des secteurs connaissent une augmentation du nombre de procédures supérieure au niveau national à l'exception

de l'agriculture (+11%), de la construction (+29%) et des autres activités (+36%). À noter l'augmentation importante concernant l'hébergement et la restauration (+147%) avec 490 procédures en 2022, contre 198 en 2021.



	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	266	291	212	240	267	27	11%	7%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	46	51	36	41	45	4	10%	1%	208	22%	1%
Culture	124	113	82	90	116	26	29%	3%	486	34%	1%
Élevage	96	127	94	109	106	(3)	(3%)	3%	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	1 044	1 004	573	605	778	173	29%	22%	9 860	34%	24%
Bâtiment	871	830	432	454	650	196	43%	18%	8 263	40%	20%
Immobilier	173	174	141	151	128	(23)	(15%)	4%	1 597	9%	4%
COMMERCE	996	966	559	475	811	336	71%	23%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	176	171	94	105	157	52	50%	4%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	670	613	356	272	525	253	93%	15%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	150	182	109	98	129	31	32%	4%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	357	323	171	154	322	168	109%	9%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	160	134	70	52	167	115	221%	5%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	197	189	101	102	155	53	52%	4%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	81	77	43	47	77	30	64%	2%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	55	52	33	36	58	22	61%	2%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	26	25	10	11	19	8	73%	1%	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	98	100	59	45	85	40	89%	2%	1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	65	65	34	32	52	20	63%	1%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	33	35	25	13	33	20	154%	1%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	24	32	20	16	37	21	131%	1%	424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	476	486	330	296	400	104	35%	11%	5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	229	225	153	142	177	35	25%	5%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	247	261	177	154	223	69	45%	6%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	176	177	120	86	149	63	73%	4%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	26	27	16	10	17	7	70%	0%	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	119	107	82	55	101	46	84%	3%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	31	43	22	21	31	10	48%	1%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	668	588	353	198	490	292	147%	14%	5 375	104%	13%
Hébergement	50	44	34	16	34	18	113%	1%	256	22%	1%
Restauration	494	443	253	155	373	218	141%	10%	4 335	113%	10%
Débites de boissons	124	101	66	27	83	56	207%	2%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	275	266	165	138	187	49	36%	5%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	107	95	44	49	61	12	24%	2%	570	47%	1%
Activités récréatives	83	85	53	42	69	27	64%	2%	766	46%	2%
Enseignement	62	51	46	36	49	13	36%	1%	680	63%	2%
Autres activités	23	35	22	11	8	(3)	(27%)	0%	215	23%	1%
Total	4 461	4 310	2 605	2 300	3 603	1 303	57%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altarex

Grille de lecture

En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Occitanie

Le nombre de procédures collectives en région Occitanie a augmenté de 68% en 2022, dix-huit points de plus que le niveau national (50%). Cette augmentation des ouvertures s'explique par :

- Une hausse importante des ouvertures de redressement judiciaire et liquidation judiciaire (+67%) par rapport au niveau national (+50%).
- L'augmentation des procédures de sauvegarde ouvertes passant de 53 procédures en 2021 à 111 procédures en 2022.

Dans la région Occitanie, l'augmentation du nombre d'ouvertures se reflète sur toutes les typologies d'entreprises. Les procédures concernant les entreprises de moins de 10 salariés, qui représentent 93% des procédures, ont augmenté de 67%, contre 48% au niveau national. Les entreprises de 10 à 49 salariés ont enregistré une hausse de 84%, contre 79% au niveau national. Concernant les entreprises de plus de 50 salariés, l'augmentation est de 178%, contre 52% au niveau national.

Enfin, 46% des procédures ouvertes en 2022 proviennent du département de l'Hérault et de la Haute-Garonne. Ces deux départements enregistrent une hausse de 52% et 77% respectivement.

Concernant les procédures amiables, nous constatons une forte augmentation de 388 à 450 entre 2021 et 2022 soit une augmentation de 39%, soit 11 points au-dessus de la moyenne nationale de 28%.

Données clés

Démographie : 6 101 005
(source : Ined au 1^{er} janvier 2023)

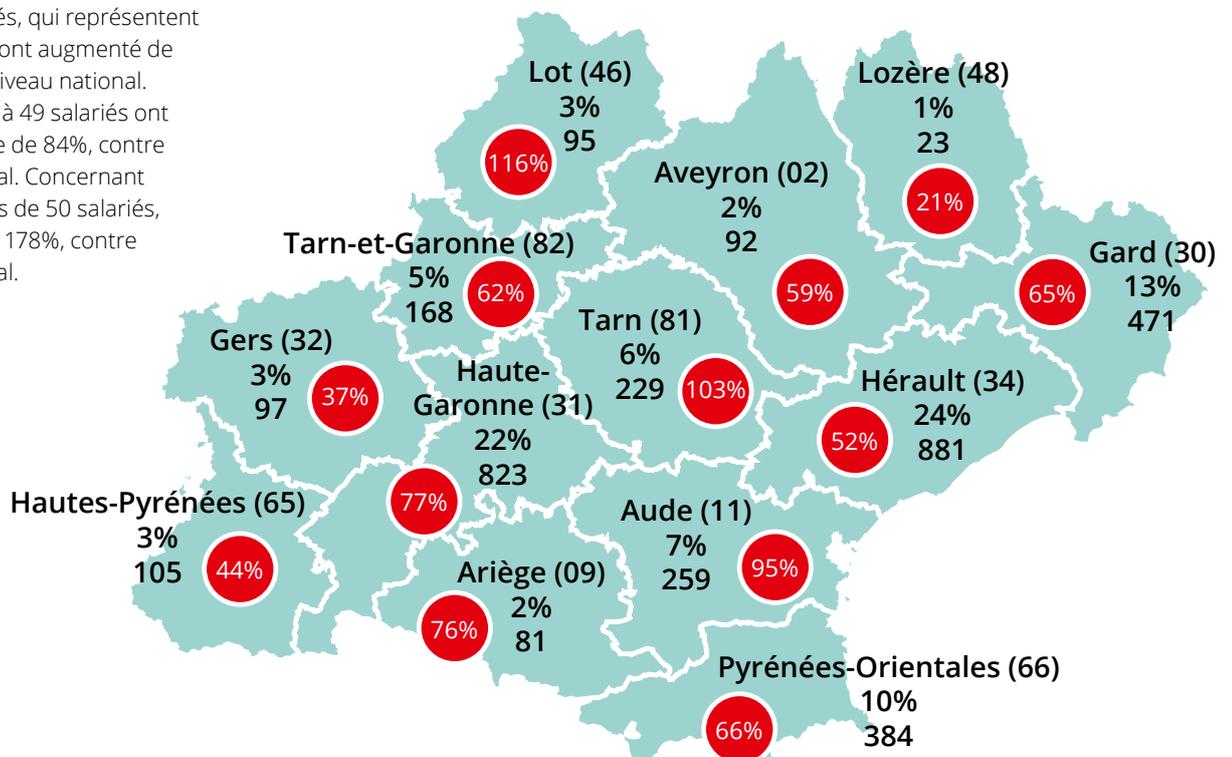
Surface : 72 724 km²

PIB 2021 : 182 502 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 529 686
(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 3 819

Ratio de défaillances : 0,72%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	87	96	54	53	111	58	109%	3%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	1 555	1 464	769	539	936	397	74%	25%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	3 114	2 951	1 881	1 682	2 772	1 090	65%	73%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	4 669	4 415	2 650	2 221	3 708	1 487	67%	97%	41 389	50%	97%
Total	4 756	4 511	2 704	2 274	3 819	1 545	68%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	4 513	4 249	2 568	2 136	3 557	1 421	67%	93%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	230	231	117	129	237	108	84%	6%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	13	31	19	9	25	16	178%	1%	285	52%	1%
Total	4 756	4 511	2 704	2 274	3 819	1 545	68%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	SCOPELEC	81	1973	49	428,9	SVG	mars-22	1 785	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
2	SIGFOX	31	2009	13	24,2	RJ	janv-22	232	Ingénierie, études techniques
3	FLOW CONTROL TECHNOLOGIES	81	2020	2	14,4	RJ	dec-22	70	Fabrication d'autres articles de robinetterie
4	GIESPER - CONSTRUCTION	31	1998	24	14,2	RJ	sept-22	59	Construction de maisons individuelles
5	GEOXIA MIDI PYRENEES	31	1979	43	10,6	RJ	mai-22	30	Construction de maisons individuelles
6	CLINIQUE DE GASCOGNE	32	1967	55	8,1	RJ	juil-22	118	Activités hospitalières
7	PLANET CARDS	31	2003	19	7,9	RJ	janv-22	61	Autre imprimerie (labeur)
8	BENNES 30 SARL	30	1996	26	7,6	LJ	nov-22	11	Transports routiers de fret de proximité
9	RECAPE SA	31	1964	58	7,0	SVG	oct-22	75	Fabrication de plats préparés
10	TSM EXP	66	2013	9	6,4	RJ	mai-22	54	Messagerie, fret express
Total 2022				30	529			2 495	
Total 2021				20	209			1 591	
Var. vs 2021 (%)				49%	153%			57%	
Var. vs 2021				10	320			904	

Source : Altares

La construction (25%), le commerce (22%) et l'hébergement et la restauration (15%) sont les secteurs les plus touchés par les défaillances en 2022.

La majorité des secteurs connaissent une augmentation du nombre de procédures supérieure au niveau national à l'exception du service aux particuliers (+72%) en ligne avec le niveau national.

À noter l'augmentation importante concernant l'hébergement et la restauration (+132%) avec 545 procédures en 2022, contre 235 en 2021.



	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	161	149	103	88	118	30	34%	3%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	22	11	13	9	11	2	22%	0%	208	22%	1%
Culture	96	93	60	55	74	19	35%	2%	486	34%	1%
Élevage	43	45	30	24	33	9	38%	1%	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	1 167	1 112	638	636	915	279	44%	25%	9 860	34%	24%
Bâtiment	954	958	505	514	773	259	50%	21%	8 263	40%	20%
Immobilier	213	154	133	122	142	20	16%	4%	1 597	9%	4%
COMMERCE	1 120	1 004	594	501	818	317	63%	22%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	194	223	109	109	171	62	57%	5%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	716	594	375	286	515	229	80%	14%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	210	187	110	106	132	26	25%	4%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	299	307	140	128	262	134	105%	7%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	136	134	72	45	119	74	164%	3%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	163	173	68	83	143	60	72%	4%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	93	93	54	59	90	31	53%	2%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	69	71	39	43	65	22	51%	2%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	24	22	15	16	25	9	56%	1%	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	102	102	74	62	112	50	81%	3%	1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	60	64	40	41	82	41	100%	2%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	42	38	34	21	30	9	43%	1%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	31	32	20	13	41	28	215%	1%	424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	459	471	295	276	434	158	57%	12%	5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	221	217	141	133	205	72	54%	6%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	238	254	154	143	229	86	60%	6%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	181	173	104	92	158	66	72%	4%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	21	20	8	6	15	9	150%	0%	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	124	123	77	65	111	46	71%	3%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	36	30	19	21	32	11	52%	1%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	740	676	413	235	545	310	132%	15%	5 375	104%	13%
Hébergement	40	44	25	20	22	2	10%	1%	256	22%	1%
Restauration	570	531	315	187	434	247	132%	12%	4 335	113%	10%
Débites de boissons	130	101	73	28	89	61	218%	2%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	316	296	215	131	215	84	64%	6%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	110	97	57	42	59	17	40%	2%	570	47%	1%
Activités récréatives	79	100	69	50	82	32	64%	2%	766	46%	2%
Enseignement	92	64	45	19	59	40	211%	2%	680	63%	2%
Autres activités	35	35	44	20	15	(5)	(25%)	0%	215	23%	1%
Total	4 669	4 415	2 650	2 221	3 708	1 487	67%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altares

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.

Pays de la Loire

Le nombre d'ouvertures de procédure dans la région Pays de la Loire est en hausse de 52% en 2022, un niveau légèrement supérieur à celui relevé au niveau national (+50%). Cette hausse des ouvertures s'explique par :

- Une hausse des procédures de liquidation judiciaire de 56% au niveau régional, contre 48% au niveau national, qui représentent 77% des ouvertures de 2022, compensée par la hausse moins importante des redressements judiciaires de 39%, contre +56% au niveau national.
- Une augmentation de même ampleur des procédures de sauvegarde passant de 29 procédures en 2021 à 44 en 2022 soit +52%, contre 54% au niveau national.

En région Pays de la Loire, l'augmentation du nombre de procédures s'est ressentie sur toutes les typologies d'entreprises. Plus précisément, les entreprises dont le nombre d'employé est inférieur à 10 ont enregistré une hausse des ouvertures de 50% et celles dont le nombre est compris en 10 et 49, de 84%. Les entreprises de plus de 49 salariés ont également enregistré une hausse de près de 11%. Cette hausse est toutefois plus mesurée que celle observée sur le territoire national (+52%).

Concernant les départements de la région Pays de la Loire, deux tendances s'opposent :

- Les départements de la Loire-Atlantique (+43%), du Maine-et-Loire (+28%) enregistrent une augmentation des ouvertures des procédures inférieure au niveau national ; et
- Les départements de la Sarthe (+80%), de la Mayenne (+65%) et la Vendée (+76%) connaissent en revanche une hausse plus importante que le niveau national.

Concernant les procédures amiables, nous constatons une forte augmentation de 243 à 310 entre 2021 et 2022 soit une augmentation de 28%, en ligne avec la moyenne nationale.

Données clés

Démographie : 3 907 426
 (source : Ined au 1^{er} janvier 2023)

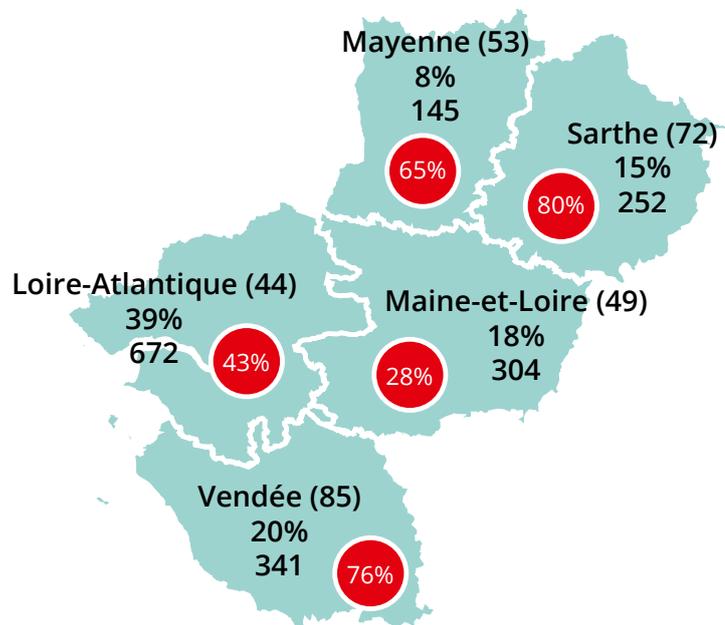
Surface : 32 082 km²

PIB 2021 : 127 036 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 246 323
 (source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 1 758

Ratio de défaillances : 0,71%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de R et L enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
 Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	54	51	38	29	44	15	52%	3%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	768	762	309	262	363	101	39%	21%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	1 594	1 396	951	866	1 351	485	56%	77%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	2 362	2 158	1 260	1 128	1 714	586	52%	97%	41 389	50%	97%
Total	2 416	2 209	1 298	1 157	1 758	601	52%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	2 270	2 073	1 209	1 085	1 632	547	50%	93%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	125	105	77	63	116	53	84%	7%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	21	31	12	9	10	1	11%	1%	285	52%	1%
Total	2 416	2 209	1 298	1 157	1 758	601	52%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	GEOXIA OUEST	44	2003	19	30,5	RJ	mai-22	64	Construction de maisons individuelles
2	EXFRET 44	44	2003	19	27,9	SVG	nov-22	219	Transports routiers de fret interurbains
3	IP3 VENDEE	85	1985	37	19,5	RJ	oct-22	149	Fabrication d'autres équipements automobiles
4	SAINT JEAN INDUSTRIES LAVAL	53	2009	13	13,9	RJ	sept-22	105	Fonderie de fonte
5	E4V PRODUCTION	72	2011	11	11,6	RJ	dec-22	42	Fabrication de piles et d'accumulateurs électriques
6	BELLIARD	53	2001	21	13,9	RJ	juil-22	83	Travaux de charpente
7	SOLUMAT DU PAYS D'AURAY	44	2007	15	10,7	RJ	oct-22	48	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
8	MATAMEX	44	2016	6	8,2	RJ	oct-22	15	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
9	MINOTERIE TROTTIN	72	1996	26	7,9	SVG	sept-22	25	Meunerie
10	COFERM'ING	85	2002	20	7,7	LJ	nov-22	19	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
Total 2022				19	152			769	
Total 2021				14	47			418	
Var. vs 2021 (%)				34%	223%			84%	
Var. vs 2021				5	105			351	

Source : Altares

Le commerce (24%), la construction (19%), et les services aux entreprises (13%) sont les secteurs les plus touchés par les ouvertures de procédure en 2022.

Plus précisément, le secteur du commerce a enregistré 191 procédures en plus par rapport à 2021 soit +88%. Cette tendance est largement supérieure à celle observée au niveau national (+55%). Ceux de l'industrie (+129%) et de l'hébergement et la

restauration (+163%) ont également enregistré une tendance supérieure au niveau national (+68% pour le premier et +104% pour le second).

A contrario, les secteurs de l'agriculture (-2%) et de la construction (-1%) ont enregistré une baisse du nombre d'ouvertures au niveau régional alors que les tendances sont à la hausse au niveau national (+13% et +34%).

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	127	137	95	85	83	(2)	(2%)	5%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	9	8	9	4	5	1	25%	0%	208	22%	1%
Culture	28	32	18	14	19	5	36%	1%	486	34%	1%
Élevage	90	97	68	67	59	(8)	(12%)	3%	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	533	511	276	333	329	(4)	(1%)	19%	9 860	34%	24%
Bâtiment	422	415	219	259	274	15	6%	16%	8 263	40%	20%
Immobilier	111	96	57	74	55	(19)	(26%)	3%	1 597	9%	4%
COMMERCE	481	450	237	217	408	191	88%	24%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	87	76	47	50	76	26	52%	4%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	310	280	142	123	262	139	113%	15%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	84	94	48	44	70	26	59%	4%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	197	164	100	76	174	98	129%	10%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	80	51	40	25	65	40	160%	4%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	117	113	60	51	109	58	114%	6%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	49	50	29	31	53	22	71%	3%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	30	35	25	25	43	18	72%	3%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	19	15	4	6	10	4	67%	1%	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	53	46	27	32	43	11	34%	3%	1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	29	32	17	19	22	3	16%	1%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	24	14	10	13	21	8	62%	1%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	12	14	13	14	17	3	21%	1%	424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	323	284	184	150	222	72	48%	13%	5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	175	135	82	78	116	38	49%	7%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	148	149	102	72	106	34	47%	6%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	99	86	48	33	64	31	94%	4%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	13	16	3	4	8	4	100%	0%	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	60	51	30	20	40	20	100%	2%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	26	19	15	9	16	7	78%	1%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	340	280	164	84	221	137	163%	13%	5 375	104%	13%
Hébergement	16	14	6	8	9	1	13%	1%	256	22%	1%
Restauration	250	196	120	59	170	111	188%	10%	4 335	113%	10%
Débites de boissons	74	70	38	17	42	25	147%	2%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	148	136	87	73	100	27	37%	6%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	42	27	18	20	21	1	5%	1%	570	47%	1%
Activités récréatives	50	54	29	37	37	-	-	2%	766	46%	2%
Enseignement	42	40	26	11	33	22	200%	2%	680	63%	2%
Autres activités	14	15	14	5	9	4	80%	1%	215	23%	1%
Total	2 362	2 158	1 260	1 128	1 714	586	52%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altarea

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le nombre de procédures en région Provence-Alpes-Côte d'Azur a augmenté de 38% en 2022, soit une tendance haussière plus faible que celle observée sur le territoire national (+50%). Cette tendance résulte notamment de la faible hausse des ouvertures de redressement judiciaire de 19%, contre 56% au niveau national. La hausse du niveau de liquidation judiciaire s'élève à 48% en 2022, tendance similaire au niveau national (+48%). Toutefois, cette tendance est légèrement compensée par une plus forte augmentation des procédures de sauvegarde ouvertes (représentant 3% des procédures totales) passant de 80 procédures en 2021 à 127 en 2022 soit une hausse de 59%, contre 54% au niveau national.

Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la hausse du nombre de procédures s'est ressentie sur les entreprises de moins de 10 salariés, représentant près de 94% des entreprises défaillantes sur la période, avec une hausse de 37%, contre 48% à l'échelle nationale. Les entreprises dont le nombre de salariés est compris entre 10 et 49 ont connu, elles aussi, une hausse du nombre de procédures, moins marquée qu'au niveau national (+65%, contre +79%). Les ouvertures de procédures concernant des entreprises de plus de 50 salariés sont restées stables passant de 15 ouvertures en 2021 à 16 en 2022 soit une augmentation de 7% à la différence du niveau national qui augmente de 52%.

Concernant les départements de la région, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône et le Var représentent 83% des procédures et enregistrent des tendances relativement différentes. En effet, les deux premiers enregistrent une hausse du nombre d'ouvertures des procédures de près de 30%, soit une variation inférieure au niveau national. Le département du Var, de son côté, a enregistré une hausse des procédures de 50% au même niveau que l'augmentation nationale.

Concernant les procédures amiables, nous constatons une forte augmentation de 616 à 747 entre 2021 et 2022 soit une augmentation de 21%, en deçà de 7 points à la moyenne nationale.

Données clés

Démographie : 5 160 091
(source : Ined au 1^{er} janvier 2023)

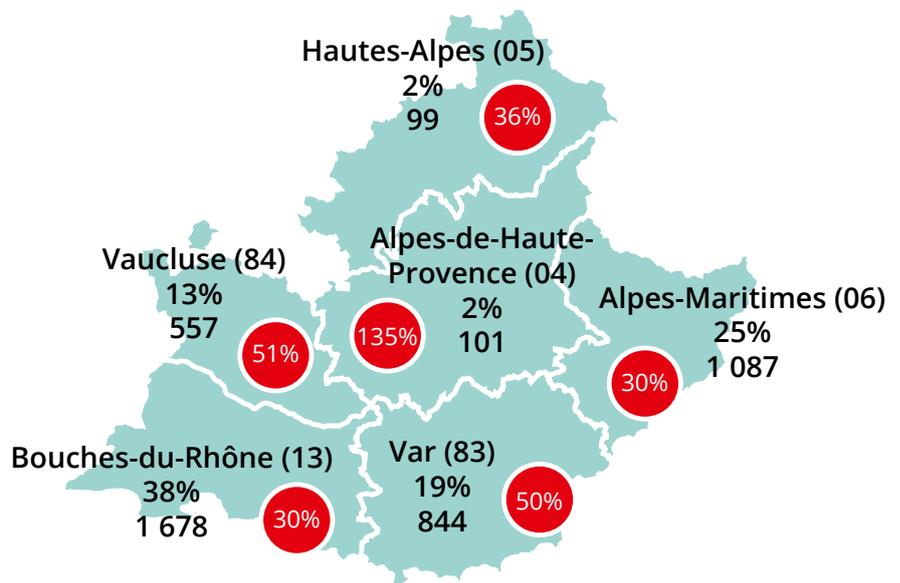
Surface : 31 400 km²

PIB 2021 : 180 882 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 585 718
(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 4 492

Ratio de défaillances : 0,77%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2022 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2021. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Nombre de sauvegardes	171	142	102	80	127	47	59%	3%	1 125	54%	3%
Nombre de RJ	1 853	2 131	1 317	1 171	1 398	227	19%	31%	10 132	56%	24%
Nombre de LJ	3 287	3 075	2 080	2 006	2 968	962	48%	66%	31 257	48%	74%
Nombre de RJ/LJ	5 140	5 206	3 397	3 177	4 366	1 189	37%	97%	41 389	50%	97%
Total	5 311	5 348	3 499	3 257	4 493	1 236	38%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
Moins de 10 salariés	5 058	5 086	3 313	3 078	4 206	1 128	37%	94%	39 207	48%	92%
10 à 49 salariés	236	232	171	164	270	106	65%	6%	3 022	79%	7%
50 salariés et plus	17	30	15	15	16	1	7%	0%	285	52%	1%
Total	5 311	5 348	3 499	3 257	4 492	1 235	38%	100%	42 514	50%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2022

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	SMARTTV GLOBAL SAS	13	2018	4	87,7	RJ	juin-22	102	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels
2	SAN MARINA	13	1981	41	63,4	RJ	sept-22	686	Commerce de détail de la chaussure
3	MANON	13	2019	3	24,3	RJ	avr-22	149	Transformation et conservation de pommes de terre
4	MIRBAT MEDITERRANEE ISOLATION RAVALE BATIMENT	84	1983	39	29,6	RJ	oct-22	33	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
5	SMARTTV TECHNOLOGY NEOTION	13	2000	22	22,6	RJ	juin-22	75	Fabrication de cartes électroniques assemblées
6	ROZENBAL FRANCE	84	1987	35	19,7	RJ	janv-22	74	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
7	CORINO BTP	13	2004	18	16,1	LJ	sept-22	9	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment
8	AUROCH	06	1996	26	10,8	RJ	sept-22	2	Fonds de placement et entités financières similaires
9	GEOXIA MEDITERRANEE	13	1980	42	10,3	RJ	mai-22	33	Construction de maisons individuelles
10	ACTIVENCE	13	1997	25	9,1	RJ	janv-22	63	Fabrication de portes et fenêtres en métal
Total 2022				26	294			1 226	
Total 2021				15	143			670	
Var. vs 2021 (%)				70%	105%			83%	
Var. vs 2021				11	151			556	

Source : Altares

La construction (25%), le commerce (23%) et le service aux entreprises (14%) sont les secteurs les plus touchés par les ouvertures de procédures. Les secteurs de l'agriculture (+35%), des activités financières

(+115%), des services aux entreprises (+39%) et des autres activités (+52%) enregistrent une hausse des ouvertures entre 2021 et 2022 plus importante que le niveau national. Les autres secteurs connaissent des hausses moins importantes qu'au niveau national.



	2018	2019	2020	2021	2022	Var. 22vs21			France		
						Val.	%	Poids 22	Total	22vs21	Poids 22
AGRICULTURE	52	66	60	69	93	24	35%	2%	1 170	13%	3%
Chasse, pêche, forêt	4	5	4	10	7	(3)	(30%)	0%	208	22%	1%
Culture	37	49	45	42	67	25	60%	2%	486	34%	1%
Élevage	11	12	11	17	19	2	12%	0%	476	(6%)	1%
CONSTRUCTION	1 312	1 377	894	884	1 110	226	26%	25%	9 860	34%	24%
Bâtiment	1 092	1 137	744	703	882	179	25%	20%	8 263	40%	20%
Immobilier	220	240	150	181	228	47	26%	5%	1 597	9%	4%
COMMERCE	1 159	1 131	714	693	988	295	43%	23%	9 192	55%	22%
Commerce & réparation de véhicules	219	184	121	165	191	26	16%	4%	1 838	36%	4%
Commerce de détail	688	689	447	357	551	194	54%	13%	5 518	74%	13%
Commerce de gros	252	258	146	171	246	75	44%	6%	1 836	31%	4%
INDUSTRIE	319	258	183	166	233	67	40%	5%	2 950	68%	7%
Industrie agroalimentaire	161	97	90	57	105	48	84%	2%	1 264	125%	3%
Industrie hors agroalimentaire	158	161	93	109	128	19	17%	3%	1 686	41%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	88	90	68	82	107	25	30%	2%	1 185	40%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	58	62	46	64	78	14	22%	2%	846	37%	2%
Autres activités information & communication	30	28	22	18	29	11	61%	1%	339	50%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	155	198	107	112	157	45	40%	4%	1 745	49%	4%
Transport routier de marchandises	84	108	62	62	103	41	66%	2%	1 061	59%	3%
Autres activités de transport	71	90	45	50	54	4	8%	1%	684	35%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	29	37	21	20	43	23	115%	1%	424	74%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	617	655	473	437	606	169	39%	14%	5 370	33%	13%
Activités scientifiques et techniques	280	303	227	205	262	57	28%	6%	2 610	35%	6%
Services administratifs aux entreprises	337	352	246	232	344	112	48%	8%	2 760	31%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	205	205	114	131	196	65	50%	4%	1 887	72%	5%
Activités de réparation	25	16	12	9	17	8	89%	0%	176	50%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	138	149	83	82	154	72	88%	4%	1 390	90%	3%
Autres services à la personne	42	40	19	40	25	(15)	(38%)	1%	321	29%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	842	843	544	422	588	166	39%	13%	5 375	104%	13%
Hébergement	40	54	27	38	36	(2)	(5%)	1%	256	22%	1%
Restauration	683	676	440	339	487	148	44%	11%	4 335	113%	10%
Débites de boissons	119	113	77	45	65	20	44%	1%	784	101%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	362	346	219	161	245	84	52%	6%	2 231	48%	5%
Santé humaine & action sociale	126	86	69	37	67	30	81%	2%	570	47%	1%
Activités récréatives	81	111	64	54	75	21	39%	2%	766	46%	2%
Enseignement	98	90	52	47	70	23	49%	2%	680	63%	2%
Autres activités	57	59	34	23	33	10	43%	1%	215	23%	1%
Total	5 140	5 206	3 397	3 177	4 366	1 189	37%	100%	41 389	50%	100%

Source : Altareas

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.

Deloitte.

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), à son réseau mondial de cabinets membres et à leurs entités liées (collectivement dénommés « l'organisation Deloitte »). DTTL (également désigné « Deloitte Global ») et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes, qui ne peuvent pas s'engager ou se lier les uns aux autres à l'égard des tiers. DTTL et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont uniquement responsables de leurs propres actes et manquements, et aucunement de ceux des autres. DTTL ne fournit aucun service aux clients. Pour en savoir plus, consultez www.deloitte.com/about. En France, Deloitte SAS est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, et les services professionnels sont rendus par ses filiales et ses affiliés.

Deloitte fournit des services de pointe en matière d'audit et d'assurance, de fiscalité et de droit, de consulting, de financial advisory et de risk advisory, à près de 90% des entreprises du Fortune Global 500® et à des milliers d'entreprises privées. Les résultats mesurables et pérennes de nos professionnels contribuent à renforcer la confiance du public dans les marchés de capitaux, permettent aux clients de se transformer et de prospérer, et ouvrent la voie à une économie plus forte, une société plus équitable et un monde durable. Fort de plus de 175 ans d'expérience, Deloitte est présent dans plus de 150 pays et territoires. Pour en savoir plus sur la manière dont nos près de 415 000 professionnels dans le monde make an impact that matters, consultez www.deloitte.com.

Deloitte France regroupe un ensemble de compétences diversifiées pour répondre aux enjeux de ses clients, de toutes tailles et de tous secteurs. Fort des expertises de ses 7 700 associés et collaborateurs et d'une offre multidisciplinaire, Deloitte France est un acteur de référence. Soucieux d'avoir un impact positif sur notre société, Deloitte a mis en place un plan d'actions ambitieux en matière de développement durable et d'engagement citoyen.

Deloitte
6, place de la Pyramide – 92908 Paris-La Défense Cedex

© Octobre 2023 Deloitte SAS. Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited
Designed by dot.